



20 juillet 2010

Résultats de la consultation relative au rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons – 2008-2011

Table des matières

1.	Introduction	5
1.1	Contexte.....	5
1.2	Contenu du rapport mis en consultation	5
1.3	Données concernant la procédure de consultation	6
2	Détail des positions reçues	7
2.1	Remarques générales	7
2.2	Correction rétroactive des paiements compensatoires (<i>question 1 posée aux participants</i>)	8
2.3	Neutralité budgétaire 2008 entre la Confédération et les cantons (<i>questions 2 et 3 posées aux participants</i>).....	9
2.4	Fixation de la contribution de base à la péréquation des ressources pour la période 2012 à 2015 (<i>question 4 posée aux participants</i>).....	10
2.5	Fixation de la contribution de base à la compensation des charges pour la période 2012 à 2015 et rapport entre la dotation à la CCG et à la CCS (<i>questions 5 et 6 posées aux participants</i>).....	11
2.6	Maintien de la compensation des cas de rigueur et procédure en cas de suppression de celle-ci (<i>questions 7 et 8 posées aux participants</i>).....	11
2.7	Limite maximale des charges incombant aux cantons à fort potentiel de ressources (<i>question 9 posée aux participants</i>).....	12
2.8	Manière de prendre en compte les revenus des frontaliers dans le potentiel de ressources (<i>questions 10 et 11 posées aux gouvernements cantonaux</i>)	12
2.9	Propositions et remarques sur la suite du projet (<i>question 12 posée aux gouvernements cantonaux ou question 10 posée aux autres participants</i>)	13
	Annexe.....	14

Liste des tableaux

Tableau 1	Remarques générales	14
Tableau 2	Propositions relatives à la correction rétroactive des paiements compensatoires	31
Tableau 3	Propositions relatives à la compensation des écarts par rapport à la neutralité budgétaire 2008 entre la Confédération et les cantons	36
Tableau 4	Propositions relatives à la fixation de la contribution de base à la péréquation des ressources pour la période 2012 à 2015.....	39
Tableau 5	Propositions relatives à la fixation de la contribution de base à la compensation des charges et au rapport entre la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS) et celle des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG) pour la période 2012 à 2015.....	43
Tableau 6	Propositions relatives à la compensation des cas de rigueur	47
Tableau 7	Propositions relatives à une limite maximale des charges incombant aux cantons à fort potentiel de ressources.....	50
Tableau 8	Propositions relatives à la manière de prendre en compte les revenus des frontaliers dans le potentiel de ressources.....	53
Tableau 9	Propositions et remarques sur la suite du projet.....	55

Abréviations des participants

Abréviation	Participant
KdK / CdC	Konferenz der Kantonsregierungen / Conférence des gouvernements cantonaux
ZH	Kanton Zürich
BE	Kanton Bern
LU	Kanton Luzern
UR	Kanton Uri
SZ	Kanton Schwyz
OW	Kanton Obwalden
NW	Kanton Nidwalden
GL	Kanton Glarus
ZG	Kanton Zug
FR	Canton de Fribourg
SO	Kanton Solothurn
BS	Kanton Basel-Stadt
BL	Kanton Basel-Landschaft
SH	Kanton Schaffhausen
AR	Kanton Appenzell Ausserrhoden
AI	Kanton Appenzell Innerrhoden
SG	Kanton St. Gallen
GR	Kanton Graubünden
AG	Kanton Aargau
TG	Kanton Thurgau
TI	Kanton Tessin
VD	Canton de Vaud
VS	Canton du Valais
NE	Canton de Neuchâtel
GE	Canton de Genève
JU	Canton du Jura
ch gemeinden communes suisses	Schweizerischer Gemeindeverband / Association des Communes Suisses
SSV / UVS	Schweizerischer Städteverband / Union des villes suisses
SAB	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete / Groupement suisse pour les régions de montagne
FDP.Die Liberalen / PLR.Les Libéraux-Radicaux	Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz. Die Liberalen / Parti radical-démocratique suisse. Les Libéraux-Radicaux
CVP / PDC	Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz / Parti démocrate-chrétien suisse
SVP / UDC	Schweizerische Volkspartei / Union Démocratique du Centre
SP / PS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Parti socialiste suisse
economiesuisse	economiesuisse
FER	Fédération des Entreprises Romandes
SBV / USP	Schweizerischer Bauernverband / Union suisse des paysans
SGV / USAM	Schweizerischer Gewerbeverband / Union suisse des arts et métiers
SGB / USS	Schweizerischer Gewerkschaftsbund / Union syndicale suisse

RKGK	Regierungskonferenz der Gebirgskantone / Conférence des gouvernements des cantons de montagne
CP	Centre Patronal
TCS	Touring Club Schweiz / Touring Club Suisse
KSD / CSCM	Konferenz der Schweizer Denkmalpflegerinnen und Denkmalpfleger / Conférence Suisse des Conservatrices et Conservateurs des Monuments



1. Introduction

1.1 Contexte

Les nouvelles dispositions constitutionnelles concrétisant la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) ont été acceptées par la majorité du peuple et des cantons lors de la votation populaire du 28 novembre 2004. Un grand nombre de lois et d'ordonnances ont ensuite été adaptées.

Les dispositions sur la péréquation financière au sens strict ont été transposées dans la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la péréquation financière et la compensation des charges¹ (PFCC), qui régleme aussi la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges. Les moyens alloués à la péréquation des ressources et à la compensation des charges sont définis par l'Assemblée fédérale tous les quatre ans, sous la forme de contributions de base que le Conseil fédéral adapte ensuite pour les trois exercices suivants en se fondant sur des indicateurs prédéfinis. La PFCC est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008, en même temps que l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur la péréquation financière et la compensation des charges² (OPFCC), les nouvelles dispositions constitutionnelles sur la RPT et toutes les autres modifications législatives en relation avec la RPT.

1.2 Contenu du rapport mis en consultation

La PFCC exige que le Conseil fédéral établisse un rapport sur l'exécution et les effets de la nouvelle péréquation financière tous les quatre ans. Ce rapport (projet de consultation) doit exposer le degré de réalisation des buts de la nouvelle péréquation financière et sert de base de discussion au Parlement lors du débat sur la dotation des fonds de péréquation pour la période quadriennale suivante. Dans le rapport sur l'évaluation de l'efficacité, le Conseil fédéral a rendu compte des premiers effets constatés et de l'exécution de la péréquation financière durant la première période de quatre ans (2008-2011) et débattu des mesures pour la période 2012 à 2015.

Les participants à la consultation ont répondu à dix questions au total. Deux questions supplémentaires concernant la prise en compte des revenus des frontaliers dans le potentiel de ressources ont également été posées aux gouvernements cantonaux. La consultation portait aussi sur les projets législatifs suivants et les explications correspondantes:

- révision partielle de la PFCC;
- nouvel arrêté fédéral concernant la détermination des contributions de base à la péréquation des ressources 2012-2015;

¹ RS 613.2

² RS 613.21

- nouvel arrêté fédéral concernant la détermination des contributions de base à la compensation des charges 2012-2015.

Comme il est d'usage pour les projets relatifs à la péréquation financière, la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) a émis sa propre position, qui est toujours répertoriée en premier dans les tableaux récapitulant les propositions et remarques des participants à la consultation. Pour des questions de lisibilité, lorsque l'avis des cantons sur une question est relativement homogène, seules les réponses de ces derniers qui divergent de celle de la CdC ou qui comportent des remarques ou justifications supplémentaires apparaissent dans les tableaux.

1.3 Données concernant la procédure de consultation

Le rapport sur l'évaluation de l'efficacité ainsi que les projets législatifs et les explications correspondantes ont été transmis par lettre du 31 mars 2010 aux gouvernements cantonaux, aux associations des villes, des communes et des régions de montagne, aux partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale ainsi qu'aux associations faîtières de l'économie afin qu'ils donnent leur avis³. La consultation durait jusqu'au 2 juillet 2010.

Au total, 42 participants, dont la CdC, 24 cantons⁴, l'Association des Communes Suisses et l'Union des villes suisses, le Groupement suisse pour les régions de montagne, quatre partis politiques, quatre associations faîtières de l'économie et six participants non officiels, se sont exprimés sur le projet de consultation.

³ Publication FF 2010 2203 (13.04.2010)

⁴ Les cantons NW et SO ont participé à la prise de position de la CdC et renoncé à émettre leur propre avis à l'attention du Département fédéral des finances.

2 Détail des positions reçues

2.1 Remarques générales

La CdC a adressé son propre avis, qui est positif dans l'ensemble. Elle déclare que les effets de la RPT ne peuvent être analysés précisément à peine deux ans après l'introduction de celle-ci. Dans ses réponses aux différentes questions, la CdC a également mentionné des positions minoritaires motivées, soutenues par cinq cantons au moins. Dans l'ensemble, les cantons approuvent résolument la RPT. Tous les gouvernements cantonaux, à l'exception de ceux de Nidwald et de Soleure, se sont aussi exprimés vis-à-vis du Département fédéral des finances, qui est responsable en la matière. Beaucoup partagent entièrement la position de la CdC. Quelques cantons ont néanmoins avancé des opinions divergentes et critiques sur certains points:

- le canton ZH estime que les requêtes des cantons à fort potentiel de ressources ne sont pas suffisamment prises en compte;
- le canton BE pense qu'il existe un transfert constant de charges de la Confédération vers les cantons. La Confédération a tendance à initier de nouvelles tâches à l'aide d'incitations financières et de la participation des cantons et à se retirer progressivement peu après, laissant ainsi aux cantons l'entière responsabilité du financement;
- le canton SZ déplore que le rapport sur l'évaluation de l'efficacité n'adopte qu'une approche ex-post. Il serait important d'examiner les perspectives d'avenir. Les cantons BS et ZG abondent également dans ce sens. Des évolutions comme la baisse des recettes fiscales provenant de l'impôt fédéral direct dans le canton ZH pour 2009 et 2010 modifieront sensiblement la future volatilité. Le rapport sur l'évaluation de l'efficacité n'en fait toutefois pas mention. En outre, les déclarations relatives à la concurrence fiscale ne sont pas assez motivées et différenciées. Ainsi, l'affirmation selon laquelle un fossé considérable continuerait de séparer les cantons à fort et à faible potentiel de ressources dans le domaine de la fiscalité (page 95) est incorrecte et devrait être modifiée. Le fossé est en réalité nettement plus marqué entre les cantons donateurs qui, selon la catégorie observée, occupent la tête du classement (ZG, SZ) ou présentent des charges fiscales bien supérieures à celles des cantons bénéficiaires (GE, VD);
- le canton UR souligne le fait que la période observée dans le rapport sur l'évaluation de l'efficacité et l'expérience pratique d'à peine deux ans sont trop courtes pour pouvoir en tirer des enseignements pertinents. Seule une période plus importante permettrait d'obtenir des conclusions éprouvées, car le système d'incitation définie par la RPT réagit lentement. Les cantons BE et FR vont, eux aussi, dans ce sens.

Les avis des associations des villes, des communes et des régions de montagne, des partis politiques ainsi que des associations faîtières de l'économie sont majoritairement positifs, même s'ils sont parfois nuancés. L'UVS souhaite que le deuxième rapport sur l'évaluation de l'efficacité présente une vue d'ensemble des coûts transférés de la Confédération aux villes et communes. Economiesuisse insiste sur le fait que l'organisation actuelle de la péréquation financière a été approuvée par le Parlement et en votation. Par conséquent, d'éventuelles modifications ne pourraient être envisagées que si elles concernent des erreurs ou des changements fondamentaux des paramètres qui empêcheraient de réaliser les objectifs de cette péréquation. Les intérêts financiers particuliers de certains cantons devraient être clairement rejetés. Le SAB affirme que le fédéralisme s'est globalement renforcé et que les craintes des cantons à fort potentiel de ressources d'être confrontés à une charge excessive en raison de la RPT ne se sont pas concrétisées. En revanche, l'UDC observe que les charges pourraient être extrêmement élevées pour les cantons donateurs et que l'introduction future d'une limite supérieure devrait être examinée. Elle demande également que la com-

compensation des cas de rigueur prenne fin d'ici à 2015. Le PDC et le PLR. Les Libéraux-Radicaux déclarent que toute modification de la péréquation financière serait prématurée. Pour le PS, la nouvelle péréquation financière n'a pas permis de lisser les fortes différences cantonales en termes de charge fiscale, contrairement à ce qui avait été initialement promis. Le parti renvoie donc à son initiative «Pour des impôts équitables» et exige en outre une réduction des paiements compensatoires aux cantons à faible potentiel de ressources qui abaissent leur charge fiscale sous la moyenne des cantons à fort potentiel de ressources.

Les remarques sur la suite du projet (cf. ch. 2.9) comprennent d'autres indications d'ordre général.

2.2 Correction rétroactive des paiements compensatoires (question 1 posée aux participants)

1. *Pensez-vous comme nous qu'il faut corriger rétroactivement les paiements compensatoires en cas d'erreurs dans les données de base ou dans les calculs de la péréquation des ressources ou de la compensation des charges?*

Si vous vous êtes prononcé à la question 1 en faveur d'une correction rétroactive:

1.1 *Pensez-vous aussi que des corrections ne devraient intervenir que si l'erreur date de deux ans au plus?*

1.2 *Considérez-vous que les montants minimaux proposés pour corriger ces erreurs sont adéquats? (question uniquement pour les gouvernements cantonaux)*

Les participants se prononcent presque unanimement pour l'introduction de montants minimaux, à l'exception des cantons SZ et JU, même si ce dernier pourrait se ranger à la position minoritaire de la CdC. Les montants minimaux proposés sont toutefois majoritairement considérés comme trop élevés, alors que le délai de deux ans est bien accueilli.

La CdC approuve une correction rétroactive limitée à deux ans si ses effets dépassent un certain montant minimum. Cette correction devrait toutefois être nettement inférieure aux propositions énoncées dans le rapport sur l'évaluation de l'efficacité. De plus, elle devrait être dissociée du potentiel de ressources de chaque canton et prendre la forme d'un montant forfaitaire par habitant pour tous les cantons. Ceux-ci adoptent des positions divergentes, mais ils ont néanmoins tendance à demander une baisse sensible des montants minimaux proposés. Le canton ZG souligne également la nécessité d'un processus irréprochable de recueil des données et salue donc les améliorations prévues dans ce domaine afin de permettre une meilleure compréhension des données tant collectées et éventuellement corrigées que traitées ultérieurement. Tandis que le PLR. Les Libéraux-Radicaux et le PS soutiennent explicitement les propositions du rapport sur l'évaluation de l'efficacité, économie-suisse plaide, de son côté, pour une hausse importante des montants minimaux.

2.3 Neutralité budgétaire 2008 entre la Confédération et les cantons

(questions 2 et 3 posées aux participants)

2. *Pensez-vous comme nous qu'il ne faut pas procéder à une compensation des écarts par rapport à la neutralité budgétaire 2008 entre la Confédération et les cantons et qu'il faut donc*
- 2.1 *renoncer à un relèvement annuel permanent de la contribution de la Confédération de 100 millions de francs à la péréquation des ressources et à la compensation des charges?*
- 2.2 *renoncer à compenser de manière rétroactive quatre fois 100 millions pour les années 2008 à 2011?*
3. *Au cas où, à la question 2, vous vous êtes prononcé en faveur de la compensation, comment la contribution compensatoire devrait-elle être distribuée entre les trois instruments de péréquation: «péréquation verticale des ressources», «charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques» et «charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques»?*

Comme la CdC, les cantons exigent unanimement que tout écart constaté soit corrigé, que les futures contributions de la Confédération soient augmentées de 100 millions de francs par an et qu'une compensation rétroactive de quatre fois 100 millions de francs soit prévue. Contrairement au Conseil fédéral, les cantons estiment que l'écart de 4 % constaté pour le volume péréquatif total de la Confédération est considérable. En outre, la CdC précise que la Confédération avait déjà promis lors du programme de stabilisation 1998 de compenser, dans le cadre de l'introduction de la RPT, les charges supplémentaires d'environ 500 millions de francs pesant alors sur les cantons. En dépit de ce qu'elle avait assuré, la Confédération n'a dérogé à la neutralité budgétaire qu'à hauteur de 244 millions de francs, soit de sa participation à la compensation des cas de rigueur, et n'a donc rempli sa promesse que partiellement. Seul le canton TI pourrait renoncer à une compensation rétroactive. Les associations faîtières des villes, des communes et des régions de montagne ainsi que le PS se rangent à la position de principe de la CdC. Le PLR, Les Libéraux-Radicaux, l'USS et Economiesuisse sont d'un autre avis et pensent que le montant relativement faible de l'écart constaté ne justifie pas une correction future ou rétroactive.

Concernant la répartition de la compensation entre les instruments de péréquation, la CdC souhaite explicitement que la Confédération envisage une hausse proportionnelle de la péréquation financière verticale tant pour le relèvement annuel permanent que pour la correction rétroactive. Le SAB est également de cet avis. En revanche, une position minoritaire au sein de la CdC, qui est aussi soutenue par l'UVS et le PS, préconise que les fonds relatifs au relèvement annuel permanent et à la compensation rétroactive soient intégralement alloués à la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques.

2.4 Fixation de la contribution de base à la péréquation des ressources pour la période 2012 à 2015

(question 4 posée aux participants)

4. *Pensez-vous comme nous que la contribution de base à la péréquation des ressources pour la période 2012 à 2015 devrait en principe (donc indépendamment d'une éventuelle adaptation d'après la question 3) être déterminée selon une progression similaire au procédé prévu dans la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC; art. 5, al. 2)?*

La CdC approuve la progression proposée, une position à laquelle se rangent explicitement le PLR, Les Libéraux-Radicaux, l'USS, l'usam et le SAB. Une minorité des membres de la CdC demande en revanche que la contribution des cantons à fort potentiel de ressources soit réduite au minimum constitutionnel, c'est-à-dire aux deux tiers de la contribution de la Confédération. Les cantons ZH et SZ sont favorables à une «réglementation anti-dumping» en matière de taux d'imposition: afin que la concurrence fiscale nationale repose sur une base équitable, les contributions RPT aux cantons à faible potentiel de ressources devraient être diminuées ou supprimées si ceux-ci abaissent leur taux d'imposition sous les taux minimums des cantons donateurs, même dans des niches fiscales. *economiesuisse* souligne que la part des cantons à fort potentiel de ressources devrait atteindre près de 73 % dans la péréquation des ressources jusqu'en 2011 en raison des années de prospérité fiscale 2007 et 2008. La nouvelle dotation pour la période 2012 à 2015 risque d'accroître cette part jusqu'à la limite supérieure de 80 %, les contributions ne pouvant alors plus être augmentées selon les règles de progression inscrites dans la loi. Une diminution à 66,7 % ou à 70 % garantirait la prise en compte de ces règles. L'UVS constate que ses membres sont partagés sur la question: certains plébiscitent la progression présentée par le Conseil fédéral, tandis qu'une minorité se déclare en faveur d'une contribution des cantons à fort potentiel de ressources équivalant au minimum constitutionnel. Le PS propose une autre variante: le relèvement de la contribution des cantons à fort potentiel de ressources à 73,5 % (moyenne entre le minimum et le maximum constitutionnels).

Par ailleurs, une autre minorité des membres de la CdC souhaite que les nouvelles valeurs d'indice pour l'année suivante soient publiées plus tôt qu'actuellement, ce qui impliquerait d'accélérer le recueil des données.

2.5 Fixation de la contribution de base à la compensation des charges pour la période 2012 à 2015 et rapport entre la dotation à la CCG et à la CCS

(questions 5 et 6 posées aux participants)

5. *Pensez-vous comme nous que la contribution de base à la péréquation des charges pour la période 2012 à 2015 (total des charges dues à des facteurs géo-topographiques et socio-démographiques) devrait en principe (donc indépendamment d'une éventuelle adaptation d'après la question 3) être déterminée selon une progression similaire au procédé prévu dans la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC, art. 9, al. 2)?*
6. *Pensez-vous comme nous qu'il faut maintenir tel quel, également pour les années 2012 à 2015, le rapport de 50:50 entre la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS) et celle des charges dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)?*

La CdC soutient la progression proposée selon les règles de la PFCC, de même que le PLR. Les Libéraux-Radicaux, le PS et Economiesuisse. Toutefois, contrairement à la CdC, le canton ZH souhaite que le rapport entre la péréquation des ressources et la compensation des charges (72,5 % pour la péréquation verticale des ressources, 27,5 % pour la compensation des charges), qui a été négocié à l'introduction de la RPT, soit conservé durant la nouvelle période quadriennale afin d'éviter une «érosion» continue de la compensation des charges.

La CdC est également en faveur du futur rapport entre la CCS et la CCG proposé par le Conseil fédéral. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux, Economiesuisse et le SAB sont du même avis. Le PS et l'UVS préconisent, en revanche, une répartition de la compensation des charges de l'ordre de 73 % (CCS) contre 27 % (CCG), tout comme une minorité au sein de la CdC (cantons ZH, ZG, BS, SH, VD et GE), qui argue qu'un rapport de 28 % pour la CCG et de 72 % pour la CCS avait déjà été fixé dans le troisième message RPT. Les charges dues à des facteurs socio-démographiques ayant légèrement augmenté dans l'intervalle, il faut tenir compte de ce nouveau rapport entre les charges excessives dans la dotation des instruments de compensation des charges.

2.6 Maintien de la compensation des cas de rigueur et procédure en cas de suppression de celle-ci

(questions 7 et 8 posées aux participants)

7. *Pensez-vous comme nous que, pour la nouvelle période de contribution 2012 à 2015, la compensation des cas de rigueur doit être entièrement maintenue?*
8. *Pensez-vous comme nous qu'il faudrait immédiatement supprimer la compensation des cas de rigueur, comme l'indique le droit en vigueur, pour un canton dont l'indice de ressources dépasse 100 et non pas de manière échelonnée sur les trois années suivantes?*

La CdC se déclare en faveur du maintien intégral de la compensation des cas de rigueur et des règles précédentes si l'indice de ressources dépasse 100. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux, le PS, l'USS, l'USP et le SAB partagent également ce point de vue. Economiesuisse s'y range aussi dans une certaine mesure, tout en précisant qu'une baisse plus rapide

du montant initial de la compensation des cas de rigueur, de l'ordre de 10 % par an au moins, serait judicieuse huit ans après l'introduction de la RPT. L'UDC veut que la compensation des cas de rigueur soit entièrement supprimée d'ici à 2015. Au sein de la CdC, une minorité plaide également pour une réduction de cette compensation, mais les avis exprimés par les cantons divergent (cf. tableau en annexe). Une autre minorité au sein de la CdC propose une suppression progressive de la compensation des cas de rigueur sur trois ans, avec une diminution simultanée de la durée.

2.7 Limite maximale des charges incombant aux cantons à fort potentiel de ressources *(question 9 posée aux participants)*

9. *Pensez-vous comme nous qu'il faut continuer de renoncer à introduire une limite maximale des charges incombant aux cantons à fort potentiel de ressources?*

La CdC refuse l'introduction d'une limite maximale des charges. Trois cantons demandent explicitement dans leurs prises de position la mise en œuvre d'une telle limite: ZH et SZ souhaitent que cette dernière découle du montant total des contributions des cantons à fort potentiel de ressources, tandis que ZG privilégie une limite individuelle. Cette requête est expressément rejetée par les cantons à fort potentiel de ressources BS, VD et GE. Au lieu d'une limite maximale des charges incombant aux cantons à fort potentiel de ressources, l'économie suisse préconise de plafonner le montant total de la péréquation financière en fixant une limite liée au produit intérieur brut (PIB) ou au potentiel de ressources consolidé des cantons. En deçà de cette limite, tous les paiements de la Confédération et des cantons, y compris la compensation des cas de rigueur, seraient supprimés. Pour l'UDC, l'introduction d'une limite maximale des charges pourrait être étudiée à l'avenir. Le PLR, Les Libéraux-Radicaux, le PS, l'USS, l'USP et le SAB soutiennent, quant à eux, la position du Conseil fédéral, qui entend renoncer à cette limite pour les cantons à fort potentiel de ressources.

2.8 Manière de prendre en compte les revenus des frontaliers dans le potentiel de ressources *(questions 10 et 11 posées aux gouvernements cantonaux)*

10. *Pensez-vous comme nous qu'il ne faudrait tenir compte dans le potentiel de ressources que partiellement des salaires bruts des frontaliers assujettis de façon illimitée ou limitée? (question uniquement aux gouvernements cantonaux)*
11. *Pensez-vous comme nous que, dans le cas d'un assujettissement uniquement partiel des revenus des frontaliers (cf. question 10), il faudrait accorder la préférence à une variante moyenne (variante proposée 2 = réduction de 25 % sur les salaires bruts)? (question uniquement aux gouvernements cantonaux)*

Les questions 10 et 11 concernant l'ordonnance, elles n'ont été posées qu'aux gouvernements cantonaux et pas aux autres participants à la consultation.

La CdC et une majorité de cantons soutiennent la réduction proposée de 25% pour la prise en compte des revenus des frontaliers dans le potentiel de ressources, tandis qu'une minorité (ZH, BE, OW, NW, GL, ZG, AI, VD et VS) ne souhaite aucune adaptation. Toutefois, cinq

de ces cantons (BE, OW, GL, AI et VS) se déclarent – de façon subsidiaire, pour ainsi dire – aussi en faveur de la variante «réduction de 25 %» si la prise en compte des revenus des frontaliers dans le potentiel de ressources devait être modifiée. Les cantons BS, GE, JU et TI sont favorables à une réduction de 50 % de la prise en compte des revenus des frontaliers et arguent principalement du fait qu'une déduction plus faible pénaliserait davantage les cantons frontaliers situés en périphérie.

2.9 Propositions et remarques sur la suite du projet

(question 12 posée aux gouvernements cantonaux ou question 10 posée aux autres participants)

12. ou 10. Avez-vous des remarques à formuler concernant la suite du projet?

La CdC exige que les conditions nécessaires à la collecte ponctuelle des informations requises soient mises en place dès maintenant en vue du prochain rapport sur l'évaluation de l'efficacité. Il conviendrait à cet égard d'accorder une attention particulière à la réalisation des objectifs fixés en matière de péréquation financière, à l'évolution des disparités entre les cantons, à la qualité de la redistribution, aux effets de la péréquation financière en faveur des cantons à faible potentiel de ressources et à la charge de cette péréquation sur les cantons à fort potentiel de ressources. Le bon fonctionnement et l'efficacité du système de péréquation, l'impact du désenchevêtrement des tâches entre la Confédération et les cantons ainsi que l'évolution de la concurrence fiscale mériteraient d'être analysés en profondeur. Les cantons ZG et BS souhaitent également que soient évaluées l'évolution future des paiements et versements liés à la péréquation des ressources et les fluctuations correspondantes pour les cantons. Le modèle d'évaluation développé par le Groupe d'études pour les finances cantonales (FkF) en collaboration avec BAK Basel comprend toutes les bases nécessaires à cet égard. D'autres cantons ont également formulé des remarques, qui sont répertoriées dans le tableau récapitulatif en annexe. L'UVS demande que les coûts transférés de la Confédération vers les villes et les communes soient présentés dans le prochain rapport. En outre, elle souhaite participer dès le début à l'établissement de celui-ci, en vertu de l'art. 50 de la Constitution fédérale. Le SAB estime que les gains d'efficacité ne sont pas suffisamment mis en évidence dans le rapport et il suppose également que ceux-ci n'ont pas été entièrement réalisés dans certains domaines. Les déclarations de l'USP vont dans le même sens. L'économiesuisse préconise, pour sa part, que le prochain rapport sur l'évaluation de l'efficacité accorde beaucoup plus de place à la répartition des tâches et à la réorientation des tâches communes.

Annexe

Tableau 1 Remarques générales

Participant	Proposition
KdK	Die Kantone sind sich bewusst, dass knapp zwei Jahre nach Einführung der NFA noch keine fundierten Analysen zu den Wirkungen der NFA möglich sind und die im Bericht enthaltenen Aussagen zu einzelnen Aufgabenbereichen noch nicht abschliessend sein können. Dennoch lässt der Bericht die Beurteilung verschiedener Teilaspekte des Finanzausgleichs auf einer soliden technischen Grundlage zu. Mit der Neudotierung der Ausgleichsgefässe wird die Frage der Umverteilung zwischen den Kantonen angesprochen, die von ihnen je nach Betroffenheit naturgemäss unterschiedlich beurteilt wird. Diesbezüglich bestehen somit Interessengegensätze zwischen ressourcenstarken und ressourcenschwachen, aber auch zwischen ländlich und städtisch geprägten Kantonen. Bei der Beantwortung der einzelnen Fragen führt die KdK deshalb auch qualifizierte, von mindestens 5 Kantonen unterstützte Minderheitsmeinungen auf. Gesamthaft kann aber festgehalten werden, dass die Kantone entschieden hinter der NFA stehen.
ZH	Einleitend stellt der Kanton Zürich fest, dass die Schlussfolgerungen des Bundesrates im vorliegenden Wirksamkeitsbericht insbesondere in der zentralen Frage des belastungsge- rechten Lastenausgleichs enttäuschend ausfallen. Obwohl der Kanton Zürich als grösster Beitragszahler jährlich wachsende Beiträge in die NFA leistet, werden seine zentrale Anliegen nicht berücksichtigt. Mit dem Wirksamkeitsbericht und den vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen bzw. dem weitgehenden Festhalten am heutigen Zustand hat sich einmal mehr gezeigt, dass sich die ressourcenschwachen Kantone aufgrund ihrer stimmenmässigen Überzahl durchsetzen. Sachlich begründete und im Interesse des Regelwerks der NFA liegende Argumente der Geberkantone finden kein Gehör. Das Regelwerk der NFA wird verwässert, wenn mittels «Giesskannenpolitik» politische Mehrheiten gesichert werden sollen. Das NFA-Regelwerk ist vielmehr transparent und auf Fakten beruhend umzusetzen. Zudem ist der Schutz der Geberkantone vor wachsenden Begehrlichkeiten der Nehmerkantone ungenügend. Insgesamt begünstigen zahlreiche NFA-Regelungen die ressourcenschwachen Kantone: – Das Dotationsverhältnis von 50 zu 50 zwischen dem soziodemografischen und geografisch-topografischen Lastenausgleich begünstigt die ressourcenschwachen Gebirgskantone, weil die geografisch-topografischen Sonderlasten wesentlich stärker abgegolten werden als die soziodemografischen Lasten der Kernstädte. – Die Aufteilung der Bundesmittel auf den vertikalen Ressourcenausgleich und den Lastenausgleich begünstigt die Nehmerkantone: Ein wachsender Anteil der Bundesmittel wird für die Alimentierung des vertikalen Ressourcenausgleichs verwendet, während der Anteil zur Abgeltung von Sonderlasten, von denen auch Geberkantone profitieren, abnimmt. – Von der Fortführung des Härteausgleichs profitieren vor allem Kantone, die gleichzeitig von weiteren Zahlungen aus den Ausgleichstöpfen des Ressourcen- und geografisch-topografischen Lastenausgleichs profitieren. Damit werden nicht Härten abgedeckt, sondern alte Besitzstände über einen sehr langen Zeitraum garantiert. – Die Berechnung des Ressourcenpotenzials schliesst nicht alle Ressourcenkomponenten ein. Dies gilt insbesondere für die Einnahmen der Kantone durch die Wasserzinsen, von denen in erster Linie die Gebirgskantone profitieren. – Die Kaufkraftunterschiede der einzelnen Kantone werden im Konzept der aggregierten Steuerbemessungsgrundlage nicht berücksichtigt. Grosse Unterschiede in den Lebenshaltungskosten bestehen insbesondere bei den Wohnkosten und den Gesund-

	heitskosten (Krankenkassenprämien). Das Ressourcenpotenzial der ressourcenstarken Kantone wird damit im Vergleich zu den ressourcenschwachen Kantonen überschätzt. Die Stellungnahme der Konferenz der Kantonsregierungen vom 25. Juni 2010 bestätigt, dass vor allem bei verteilpolitischen Fragen rein politische Mehrheitsentscheide das NFA-Regelwerk steuern. Die Interessen der ressourcenstarken Kantone, welche 42% der Bevölkerung repräsentieren und deren Volkswirtschaften entscheidend zum Wohlstand des gesamten Landes beitragen, werden nur ungenügend berücksichtigt. Damit das Regelwerk der NFA auch in der Bevölkerung der zahlenden Kantone weiterhin Akzeptanz findet, müssen sachlich und statistisch erhärtete Erkenntnisse dringend stärker berücksichtigt werden.
BE	– Der vorliegende Wirksamkeitsbericht umfasst zwar die Periode 2008 bis 2011. Aufgrund der für die Ausarbeitung notwendigen Terminabfolge liegt ihm allerdings ein Beobachtungszeitraum von lediglich rund zwei Jahren zu Grunde. Somit sind Analysen über die Zielerreichung nur bedingt möglich. Dennoch erachtet der Regierungsrat den vorliegenden Bericht als gute Grundlage für die Stossrichtungsentscheide für die kommende Vierjahresperiode. Im Rahmen des Möglichen stellt er die für die Entscheidungsfindung notwendigen Entwicklungen und Rahmenbedingungen gut strukturiert und verständlich auf. – Bei der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) handelt es sich um ein Jahrhundertprojekt. Die NFA wurde in intensiver Zusammenarbeit von Bund und Kantonen gemeinsam erarbeitet. Die Konsensfindung dauerte über 10 Jahre. Vor diesem Hintergrund sorgt sich der Regierungsrat darum, dass in den vergangenen Monaten in der Öffentlichkeit und den Medien namentlich von einzelnen ressourcenstarken Kantonen mit Nachdruck grundlegende Korrekturen am Ausgleichssystem gefordert wurden. Die NFA ist ein in einem langwierigen Prozess hart errungener Entscheid, der nicht gestützt auf die Erfahrungen von lediglich zwei Jahren grundlegend in Frage zu stellen ist. Anpassungen am System, insbesondere zur Sicherung der längerfristigen Akzeptanz, müssen möglich sind. Diese sind allerdings erst aufgrund einer längeren Erfahrungsperiode zu beurteilen. – Der Regierungsrat beobachtet die Entwicklung der Disparitäten mit einer gewissen Sorge. So hat der Kanton Bern seine Anstrengungen in den vergangenen Jahren u.a. mit der Wachstumsstrategie deutlich erhöht. Es konnten auch Fortschritte in wichtigen Bereichen erzielt werden. Die vom Kanton bestimmten Schwerpunktbranchen, die so genannten Cluster, entwickelten sich besonders erfreulich: Die Zahl der Beschäftigten und die Wertschöpfung sind nicht nur stärker gewachsen als die übrigen Branchen im Kanton, sondern auch stärker als der Schweizer Durchschnitt. Die Arbeitslosigkeit ist im Kanton Bern seit Jahren tiefer als in der gesamten Schweiz. Trotz dieser grossen Anstrengungen muss der Regierungsrat feststellen, dass der Kanton Bern in Bezug auf das Ressourcenpotenzial mit einem Wachstum von 6,8 Prozent unter dem Durchschnittswert von 8,0 Prozent liegt. – Eines der mit der NFA angestrebten Ziele ist die Stärkung der kantonalen Finanzautonomie. Im Wirksamkeitsbericht wird in diesem Zusammenhang festgehalten, dass mit der NFA die zweckgebundenen Transfers zwischen Bund und den Kantonen reduziert und die zweckfreien Mittel an die Kantone erhöht wurden. Ob sich die Finanzautonomie der Kantone dadurch faktisch auch tatsächlich erhöht hat, muss in Anbetracht der laufenden Entwicklungen aus Sicht des Regierungsrates offen gelassen werden. So erhält beispielsweise der Kanton Bern seit der Einführung der NFA zwar zweckfreie Mittel im Umfang von gegen 900 Mio. Franken. Er hat jedoch in nahezu demselben Umfang auch zusätzliche Aufgaben- und Finanzierungsverantwortung vom Bund übernommen. Bei vielen dieser Aufgaben sind die Kantone an das bisherige Leistungsniveau gebunden und können sich nicht einfach aus einer bestimmten Aufgabenerfüllung zurückziehen. Gleichzeitig besteht eine Tendenz des Bundes, neue Aufgaben über Anschubfinanzierungen unter Beteiligung der Kantone zu initiieren, um sich wenig später wieder sukzessive zurückzuziehen und den Kantonen schliesslich die alleinige Finanzierungsverantwortung zu überlassen.

	– Weiter gilt es anzumerken, dass namentlich die vom Bund beschlossenen Reformen im Gesundheitswesen zu einer ganz erheblichen Zusatzbelastung der Kantone führen und deren Finanzautonomie stark einschränken werden. Für den Kanton Bern führt beispielsweise die Revision des Krankenversicherungsgesetzes (KVG) sowie die neue Pflegefinanzierung zu Mehrkosten von jährlich rund 300 Mio. Franken, was rund einem Drittel der zweckfreien NFA-Zuschüsse entspricht.
LU	Der Kanton Luzern schliesst sich bei allen Fragen der Stellungnahme der KdK an (Mehrheitsanträge).
UR	Der Wirksamkeitsbericht zur NFA bestätigt unsere eigenen Beobachtungen, wonach sich die Einführung der NFA grundsätzlich bewährt hat. Die Finanzautonomie der Kantone und damit der Föderalismus wurden gestärkt, wobei die Aufgabenentflechtung ebenso wie die zusätzlichen zweckfreien Finanzmittel ihren Beitrag dazu geleistet haben. Praktisch alle Kantone konnten die Steuerlast senken, insbesondere auch die ressourcenstarken Kantone. Die Befürchtungen der finanzstarken Kantone, wonach die NFA zu einer übermässigen Belastung führen würde, haben sich damit nicht bewahrheitet. Auf der anderen Seite ist es gelungen, praktisch alle Kantone auf eine minimale Ressourcenausstattung von 85 Indexpunkten anzuheben (Ausnahmen Kanton Uri und Wallis). Mit der NFA werden seit 2008 erstmals Zentrumslasten anerkannt und abgegolten ("sozio-demografischer" Lastenausgleich). Die Gebirgskantone haben dafür auf einen Teil ihrer Mittel aus der vormaligen Finanzkraftabstufung verzichtet. Mit dieser Anerkennung der Zentrumslasten haben die Gebirgskantone ein deutliches Zeichen zu Gunsten einer Partnerschaft Stadt - Land gesetzt. Nachträgliche Forderungen nach Aufstockung des Lastenausgleichselements zu Gunsten der urbanen Kantone stellen diese Partnerschaft in Frage und sind zu vermeiden. Die NFA ist ein fein abgestimmtes System, welches durch entsprechende politische Prozesse (Volksabstimmungen, Parlamentsentscheide) breit abgestützt ist. Bereits kleinste Veränderungen können unmittelbar Auswirkungen auf die Gesamtwirkung des Systems haben und zu Verschiebungen unter den Kantonen bzw. zwischen Bund und Kantonen führen. Als Gesamtwirkung ist aus unserer Sicht immer das Ziel einer minimalen Ressourcenausstattung von 85 Indexpunkten als Vorgabe für den Disparitätenabbau vor Augen zu behalten. Forderungen der ressourcenstarken Kantone, wie sie im Vorfeld der Debatte um den Wirksamkeitsbericht vorgebracht wurden, können dieses austarierte System und die Gesamtwirkung der NFA gefährden. Im Hinblick auf den nächsten Wirksamkeitsbericht für die Periode 2012 bis 2016 ist jedoch der Entwicklung der Disparität zwischen den Kantonen, den Wirkungen des Finanzausgleichs zugunsten schwächerer Kantone und seiner Belastung der stärkeren Kantone ein besonderer Augenmerk zu schenken. Der Bundesrat hat sich mit der vorliegenden Vernehmlassungsvorlage grundsätzlich für eine Beibehaltung des Status Quo und gegen Änderungen an der Mechanik des Finanzausgleichs ausgesprochen. Der Regierungsrat unterstützt diese Grundhaltung des Bundesrats ausdrücklich, insbesondere: - ist aus Sicht der Stabilität dem politisch breit abgestützten Finanzausgleichssystem hohe Priorität einzuräumen, - ist die Zeitspanne des Wirksamkeitsberichts bzw. die praktische Erfahrung daraus von lediglich zwei Jahren zu klein, um schlüssige Aussagen zu erhalten, und - lassen sich gesicherte Aussagen nur über einen längeren Zeithorizont machen, da das von der NFA gesetzte Anreizsystem träge reagiert.
SZ	- <i>Fehlende Zukunftsbetrachtung:</i> Der Wirksamkeitsbericht enthält lediglich eine Ex post-Betrachtung, eine Ex Ante-Einschätzung fehlt. Die Ausgleichsgefässe werden jedoch nicht vier Jahre zurück sondern für vier Jahre in die Zukunft neu festgelegt. Irgendwo im Wirksamkeitsbericht oder in den Entscheidungsgrundlagen der Bundesversammlung sollte auch eine Betrachtung der Zukunft vorgenommen werden. Entwicklungen wie beispielsweise die ausfallenden

	Steuererträge aus der Direkten Bundessteuer im Kanton Zürich der Jahre 2009 und 2010 werden zu gewaltigen Veränderungen der zukünftigen Volatilität führen. Im vorliegenden Wirksamkeitsbericht wird dies mit keinem Wort erwähnt. Wir erwarten, dass in der bundesrätlichen Botschaft an die eidgenössischen Räte zur Neudotierung der Finanzausgleichsgefässe an geeigneter Stelle eine Beurteilung der zukünftigen Entwicklungen und der damit verbundenen Belastung der ressourcenstarken Kantone vorgenommen wird. Wir gehen davon aus, dass dabei auch das Anliegen der Motion 10.3134 „NFA. Dringliche Anpassung, damit auch die Geberkantone die Finanzkrise überstehen“ des Schwyzer Ständerates Alex Kuprecht berücksichtigt wird und die Voten der Ständerätinnen und Ständeräte der ressourcenstarken Kantone anlässlich der Behandlung der Motion am 31. Mai 2010 ernst genommen werden. - <i>Beurteilung der Modellannahmen:</i> Der Wirksamkeitsbericht enthält keine Beurteilung der Modellannahmen des Finanzausgleichs. Wir erwarten in der bundesrätlichen Botschaft an die eidgenössischen Räte zur Neudotierung der Finanzausgleichsgefässe an geeigneter Stelle eine Beurteilung der Modellannahmen durch den Bundesrat (z.B. ob der Prozentsatz für die Mindestausstattung von 85 % richtig gewählt bzw. sinnvoll angesetzt wurde). - <i>Finanzkraft vs. Ressourcenpotenzial:</i> Im ersten Wirksamkeitsbericht müsste u. E. auch ein Vergleich vorgenommen werden zwischen den Systemen der bisherigen Finanzkraft und der heutigen Ressourcenstärke. Zu diesem Zweck bräuchte es eine Tabelle im Wirksamkeitsbericht, welche die Finanzkraft 2007 und die Ressourcenindices 2008 aller Kantone darstellt und die Rangveränderungen kommentiert. Im vorliegenden Wirksamkeitsbericht ist dies nicht enthalten. Wir erwarten, dass in der bundesrätlichen Botschaft an die eidgenössischen Räte zur Neudotierung der Finanzausgleichsgefässe eine Tabelle mit der Gegenüberstellung der Finanzkraft 2007 und der ersten Ressourcenstärke 2008 aller Kantone aufgeführt und die Veränderungen in der Reihenfolge kommentiert werden. - <i>Fehlentwicklungen in der Praxis:</i> Der Wirksamkeitsbericht stellt nur einen Teil der Realität dar. Wichtige Entwicklungen, die ihre Ursache auch in der NFA haben, werden nicht thematisiert, obwohl dies für die Beschlüsse der Bundesversammlung durchaus relevant sein könnte. Der Ressourcenausgleich verteilt zu viel Mittel, weil ressourcenschwache Kantone dank den erhaltenen NFA-Beiträgen die ressourcenstarken Kantone steuerlich unterbieten. Es darf nicht sein, dass die ressourcenstarken Kantone ihre eigene Konkurrenz im Steuerwettbewerb finanzieren. Wir erwarten, dass die wichtigsten Fehlentwicklungen in der bundesrätlichen Botschaft an die eidgenössischen Räte zur Neudotierung der Finanzausgleichsgefässe objektiv und korrekt offengelegt werden. - <i>Differenzierte Ausführungen zum Thema Steuerwettbewerb:</i> Die Ausführungen zum Steuerwettbewerb (S 65 ff. und S. 94f.) sind zu wenig fundiert und undifferenziert. So ist beispielsweise die Aussage auf S. 95 falsch, dass bezüglich Steuerbelastung ein signifikantes Gefälle zwischen ressourcenstarken und ressourcenschwachen Kantonen bestehe. Diese Aussage ist zu korrigieren. Das Gefälle besteht nämlich viel ausgeprägter zwischen den Geberkantonen, die – je nach betrachteter Kategorie – teilweise Spitzenpositionen einnehmen (ZG, SZ), teilweise aber auch deutlich höhere Steuerbelastungen als die Nehmerkantone aufweisen (GE, VD). - <i>Beantwortung der Fragen der NFA-Geberkantone:</i> Mit Schreiben vom 28. September 2009 hat die Konferenz der NFA-Geberkantone Bundesrat Merz verschiedene Fragestellungen unterbreitet, zu denen sich die Geberkantone eine Klärung erhoffen. In seiner Antwort vom 16. Oktober 2009 weist der Vorsteher des Eidg. Finanzdepartements darauf hin, dass die Fragen im Rahmen des Wirksamkeitsberichts beantwortet werden. Nach unserer Lesart werden im Wirksamkeitsbericht nicht alle gestellten Fragen beantwortet. Wir würden es begrüßen, wenn die noch nicht
--	---

	beantworteten Fragen noch beantwortet werden. - Kann die Systematik und Mechanik des Finanzausgleichs vereinfacht werden? Welches wären die Auswirkungen einer solchen Vereinfachung? - Wie kann das Modell angepasst werden, so dass ausserordentliche Strukturveränderungen rasch einfließen und berücksichtigt werden? - Wie kann die Wirksamkeit des Finanzausgleichs ohne Erhöhung der Verteilsumme verbessert werden? - Wir schlagen vor, dass im Wirksamkeitsbericht bereits bekannte Entwicklungen wie die Finanzkrise, welche sich erst in einigen Jahren im Finanzausgleich auswirken wird, erörtert werden. - Wie kann sichergestellt werden, dass die umverteilte Summe das minimal notwendige Ausmass nicht überschreitet und die Umverteilung die volkswirtschaftlich günstigen Auswirkungen der Steuerkonkurrenz unter den Kantonen nicht unterläuft?
GL	Die NFA hat sich als Solidaritätswerk zwischen starken und schwachen Kantonen nach gut eingelebt. Die Ziele der NFA (Stärkung des Föderalismus, Abbau von Disparitäten) konnten erreicht werden, ohne dass die ressourcenstarken Kantone in einer unzumutbaren Art und Weise in ihrer Handlungs- und Wettbewerbsfähigkeit eingeschränkt worden wären. Es ist schwierig, eine Bilanz bereits nach etwas mehr als zwei Jahren zu ziehen. Ein Blick in die Zukunft wagt eine im Auftrag der FKF und der EFV erstellte Studie der BAK-BASEL („Prognosen für den Ressourcenausgleich im Rahmen der NFA“, April 2010). Danach werden die ressourcenstarken Kantone grundsätzlich ihr Ressourcenpotential trotz hoher Zahlungen in den Ressourcenausgleich weiter steigern, während die übrigen Kantone weitgehend stagnieren. Mit diesem faktenbasierten Blick in die Vergangenheit und Zukunft dürfen aus Sicht des Kantons Glarus keine substantiellen Korrekturen an der Ausgestaltung der NFA vorgenommen werden. Der Kanton Glarus würde Korrekturen beim Ressourcenausgleich, beim geographisch topographischen Lastenausgleich oder beim Härteausgleich als ein Verstoss gegen Treu und Glauben qualifizieren. Das Schweizervolk hat dieser Vorlage im Jahr 2004 auch deshalb zugestimmt, weil die NFA ein ausgewogenes Ausgleichssystem darstellte. Weitgehende Anpassungen, wie sie vor allem von ressourcenstarken Kantonen vorgeschlagen werden, würden das austarierte Ausgleichssystem empfindlich stören. Die wissenschaftlichen Grundlagen führen keine Mängel der NFA auf, die eine wesentliche Korrektur nötig machen würde.
ZG	Der Kanton Zug stellt in grundsätzlicher Hinsicht zwei Anträge: – <i>Antrag 1:</i> Im Hinblick auf den nächsten Wirksamkeitsbericht für die Periode 2012 – 2016 ist der Entwicklung der Disparitäten zwischen den Kantonen, den Wirkungen des Finanzausgleichs zugunsten schwacher Kantone und seiner Belastung der starken Kantone besonderes Augenmerk zu schenken. Der Kanton Zug erwartet, dass diese Aspekte im zweiten Wirksamkeitsbericht fundiert untersucht werden und ihnen eine hohe Bedeutung zugemessen wird. Die Aussage, wonach die Nehmerkantone hohe, die Geberkantone tiefe Steuerbelastungen aufweisen, trifft nur teilweise zu und ist im Wirksamkeitsbericht (S. 95) zu korrigieren. <i>Begründung:</i> In den vorliegenden ersten Wirksamkeitsbericht wurden von verschiedener Seite sehr hohe Erwartungen gesetzt, insbesondere da im Gesetzgebungsprozess zur NFA bei allen umstrittenen Punkten auf den Wirksamkeitsbericht verwiesen und damit die Hoffnung geweckt worden war, dass dieser die noch fehlenden Antworten liefern werde. Diese hohen Erwartungen haben sich leider nicht erfüllt. Der vorliegende Bericht erörtert zwar die technischen Grundlagen und ermöglicht eine Beurteilung von Teilaspekten des Finanzausgleichsystems. Bezüglich der Wirkungsbeurteilung sind jedoch grosse Einschränkungen angebracht. Wir denken dabei an das Ziel, die Disparitäten zwischen den Kantonen zu reduzieren. Auch zu den Aspekten Aufgabenteilung und Zusammenarbeit

	sind kaum fundierte Aussagen möglich. Während bei gewissen Themenkreisen die aktuelle Datenlage keine Analysen zulässt, wurde teilweise versäumt, rechtzeitig die konzeptionellen und technischen Voraussetzungen zur Erhebung der Daten zu treffen. Insbesondere die Vergleiche der nationalen und internationalen Steuerbelastungen und deren Entwicklung sind im Wirksamkeitsbericht nur spärlich abgehandelt. Aufgrund dieser unbefriedigenden Datenlage haben die Geberkantone auf eigene Kosten ein Gutachten bei der BAK Basel in Auftrag gegeben, welches die genannten Fragestellungen behandelt. Dieses Gutachten, welches die Geberkantone nach dessen Fertigstellung in geeigneter Weise veröffentlichen werden, zeigt unter anderem die Steuerbelastung der Kantone in diversen Kategorien (natürliche und juristische Personen). Dabei erweist sich eine der Grundannahmen der NFA als falsch, wonach die Nehmerkantone hohe, die Geberkantone tiefe Steuerbelastungen aufweisen. Die entsprechende Aussage auf S. 95 im Wirksamkeitsbericht ist deshalb zu korrigieren. – <i>Antrag 2:</i> Es ist ein Mechanismus einzuführen, wonach der Ressourcenausgleich reduziert wird, sofern die Steuerbelastung eines Nehmerkantons den Durchschnitt der Geberkantone unterschreitet. <i>Begründung:</i> Der Kanton Zug unterstützt die Notwendigkeit und den Grundsatz des Finanzausgleichs. Ein gewisser Grad von interkantonaler Umverteilung ist insbesondere zur Wahrung der Akzeptanz der kantonalen Steuerautonomie von unbestrittener Bedeutung. Allerdings ist gerade diese Wirkung aufgrund der ersten Erfahrungen mit dem neuen Finanzausgleich ambivalent. Einerseits ist die Nutzung des gewonnenen finanzpolitischen Spielraums durch viele Kantone positiv hervorzuheben. Schliesslich ist ja u.a. auch der Abbau von Steuerdisparitäten eines der Ziele der NFA. Es ist jedoch nicht nachvollziehbar, dass Empfängerinnen und Empfänger von Finanzausgleichstransfers ihre Steuerbelastung teilweise massiv unter den Durchschnitt der Geberkantone reduzieren können und sich ihre vorteilhafte Position im Steuerwettbewerb von ressourcenstarken Kantonen finanzieren lassen. Zudem ist die NFA so konstruiert, dass eine verbesserte Finanzkraft der Nehmerkantone – entgegen häufiger Aussage – keine automatische Reduktion der Gesamtsumme des horizontalen Ressourcenausgleichs bewirkt. Die Belastung der Geberkantone bleibt weiterhin hoch, was zu einem Wettbewerbsnachteil führt. Die Problematik wird durch die aufgrund der lange zurückliegenden Bemessungsdaten verzögerte Wirkung des Ressourcenausgleichs weiter verschärft. Selbstverständlich sind die Kantone in ihrer Steuerpolitik autonom und sollen dies auch bleiben. Allerdings soll eine riskante und aggressive Steuerpolitik nicht von den Mitbewerberinnen und Mitbewerbern finanziert werden müssen (die im Übrigen ihre Steuerpolitik von Anbeginn selbst finanziert haben). Wir halten dabei einen Mechanismus für denkbar, welcher die Höhe des Ressourcenausgleichs für jene Kantone vermindert, deren steuerliche Ausschöpfung (siehe S. 71 des Wirksamkeitsberichts) unter dem durchschnittlichen standardisierten Steuersatz der finanzstarken Kantone (Durchschnittssteuersatz) liegt. Die Verminderung entspricht der Differenz zwischen dem effektiven Steuerertrag und demjenigen, der mit diesem Durchschnittssteuersatz erzielt würde. Übersteigt die Differenz die Mittel, die für diesen Kanton errechnet wurden, werden diese vollständig gekürzt.
FR	– Compte tenu des exigences du calendrier politique au niveau fédéral, ce premier rapport d'évaluation a dû être élaboré sur la base d'une période d'observations relativement courte. L'essentiel de l'analyse menée au niveau du groupe de travail paritaire a été effectuée au cours du 2^{ème} semestre 2009 déjà, soit moins de deux ans après l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). L'année 2008, marquée par l'application de solutions transitoires dans de nombreux domaines touchés par la réforme, n'est en outre pas forcément représentative des effets que pourrait avoir le nouveau système péréqua-

	tif à moyen et long termes. Comme le souligne justement le rapport, les possibilités d'analyse ont dès lors été limitées, notamment en ce qui concerne le degré de réalisation des buts de la péréquation financière. Il convient donc de considérer les informations contenues dans ce premier rapport d'évaluation avec prudence et de ne pas en tirer des conclusions péremptoires. – Dans ce contexte incertain, et compte tenu également du fait que des progrès sont encore nécessaires en matière de qualité des données, le Conseil d'Etat estime qu'il convient de reconduire dans toute la mesure du possible le système actuel pour la prochaine période d'application de la RPT. Seuls des problèmes avérés, tels que ceux concernant les modalités de prise en compte des revenus des frontaliers dans les calculs ou la nécessité d'une base légale réglant la correction d'erreurs constatées a posteriori, justifient des ajustements à ce stade. Des modifications plus importantes ne devraient pouvoir être examinées que sur la base du prochain rapport d'évaluation, qui portera sur la période 2012 à 2015. On disposera alors des données nécessaires à une analyse plus approfondie de l'efficacité du système et du recul qui s'impose pour prendre les décisions adéquates. – On peut néanmoins constater à ce stade que la charge que constituent les paiements péréquatifs pour les cantons à fort potentiel de ressources est restée proportionnellement stable depuis 2008. La situation financière de ces cantons ne s'est pas dégradée en raison de la RPT. Ils ont même été en mesure de procéder à d'importantes baisses fiscales sur la période considérée et sont restés très attractifs, tant au niveau national que sur la scène internationale. Les cantons bénéficiaires de la péréquation conservent quant à eux pour la plupart une charge fiscale supérieure à la moyenne. La RPT ne leur a pas permis de réduire l'écart qui les sépare des cantons à fort potentiel. En termes d'indice des ressources et en terme d'indice des recettes fiscales standardisées après péréquation, les disparités intercantionales ont même eu tendance à s'accroître entre 2008 et 2010. Si cette évolution devait se poursuivre, des mesures correctives en faveur des cantons à faible potentiel de ressources s'imposeraient certainement. – Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat se rallie aux propositions du Conseil fédéral, à l'exception de celles relatives à la compensation du déséquilibre financier mis en évidence dans le cadre du contrôle de la neutralité budgétaire de la RPT. Nous soutenons les prises de position de la CDF et de la CdC à ce sujet. Le déséquilibre constaté au détriment des cantons doit être corrigé, d'une part par un relèvement annuel permanent de la contribution de la Confédération aux cantons à partir de 2012 et, d'autre part, par une correction rétroactive pour les montants perdus durant la période en cours.
BS	Für den Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt ist zentral, dass mit der Neudotierung der Ausgleichgefässe eine der zentralen Ideen der NFA, ein Ausgleich von Ressourcen <i>und</i> Lasten zwischen den Kantonen herzustellen, stärker nachgelebt wird. Neben der Ressourcensicht ist auch die Lastensicht adäquat zu berücksichtigen. In diesem Lichte ist der SLA nur ungenügend dotiert. Gerade die Metropolitanräume haben eine mehrfache Belastung zu tragen: jene aus den Kernstadtfunktionen und jene aus der demografischen Zusammensetzung der Bevölkerung. Damit überschätzt das Ressourcenpotenzial die Mittel beträchtlich, die dem Kanton für die übrige Aufgabenerfüllung zur Verfügung stehen. Für die Handlungsfähigkeit der Metropolitanräume im internationalen Standortwettbewerb ist wichtig, dass diese Doppelbelastung in Form von Ressourcenausgleich an schwächere Kantone bei gleichzeitig ungenügender Abgeltung der Sonderlasten gemildert wird. Dazu ist der SLA zu verstärken. Wird dies unterlassen, schwächt dies letztlich langfristig die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der gesamten Schweiz.
BL	Der Kanton Basel-Landschaft schliesst sich bei allen Fragen der Stellungnahme der KdK an.
SH	– Auch wenn im Laufe des dritten Rechnungsjahres seit der Einführung der Neugestalt-

	tung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) noch keine abschliessende Beurteilung der Wirkungen der NFA möglich ist, kann doch festgestellt werden, dass sich die NFA grundsätzlich bewährt hat. Die getroffenen Annahmen namentlich bei der Dotation der verschiedenen Ausgleichsgefässe des Finanzausgleichs haben sich, wenn das Gesamtvolumen berücksichtigt wird, als verhältnismässig genau erwiesen, auch wenn das Ziel der Haushaltneutralität zulasten der Kantone leicht verfehlt wurde. Auch die «technischen Grundlagen» des Finanzausgleichs haben sich als solid erwiesen. Es gibt Schwachstellen wie beispielsweise die fehlende Regelung über die Fehlerkorrektur oder den sofortigen Wegfall des Härteausgleichs, wenn der Ressourcenindex eines Kantons über 100 Punkte ansteigt. Sie können nun aber behoben werden. – Wir schliessen uns grundsätzlich der konsolidierten Stellungnahme der Konferenz der Kantonsregierungen an und gehen bei den einzelnen Fragen nur noch auf Punkte ein, die für unseren Kanton von besonderer Bedeutung sind beziehungsweise wo unsere Meinung von den Anträgen der KdK abweicht.
SG	- Der erste Wirksamkeitsbericht musste bereits zwei Jahre nach Einführung der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) vorgelegt werden. Daher fehlen die Grundlagen für eine vertiefte Analyse der Wirksamkeit noch weitgehend. Trotzdem erachten den Wirksamkeitsbericht als gute Basis für die notwendigen Entscheide, die im Hinblick auf die nächste Vierjahresperiode zu fällen sind. Die Analysen sind trotz schwieriger Datenlage fundiert, die Erläuterungen zu den einzelnen Themenbereichen sind in ihrer überwiegenden Zahl ausgewogen und die Schlussfolgerungen sind gut nachvollziehbar. - Der neue Finanzausgleich zwischen Bund und Kantonen hat sich bisher bewährt. Aus den bisherigen Erkenntnissen über die Wirkung des Ausgleichs lässt sich kein Bedarf für eine fundamentale Anpassung der Ausgleichsarchitektur nach der ersten Periode ableiten. Mit einer Änderung der Dotierung der Ausgleichsgefässe oder grösseren Anpassungen bei der Berechnungsweise der einzelnen Instrumente zum jetzigen Zeitpunkt würde man das in langjähriger Arbeit sorgfältig austarierte Gesamtsystem NFA gefährden. - In den ersten Jahren hat sich gezeigt, dass der neue Finanzausgleich erhebliche Anforderungen an die Datengrundlagen stellt und anfällig für Fehler ist. Die bisher umgesetzten Massnahmen zur Vermeidung von Fehlern und die Regelung der nachträglichen Korrektur sind wichtig. Das Schwergewicht der Anstrengungen muss auch in den folgenden Jahren auf den korrekten "Betrieb" des Finanzausgleichs, der Beseitigung von technischen Mängeln und die Verhinderung von Fehlern gesetzt werden.
GR	– Soweit in der kurzen Zeit von lediglich gut zwei Jahren abschätzbar, hat sich die NFA bewährt. Das Ziel der Stärkung des Föderalismus konnte ebenso erreicht werden wie das Ziel des Abbaus von Disparitäten zwischen den Kantonen. Gemäss den Erkenntnissen aus dem Wirksamkeitsbericht wurden die ressourcenschwachen Kantone durch die NFA gestärkt, ohne die Handlungs- und Wettbewerbsfähigkeit der ressourcenstarken Kantone massgeblich einzuschränken. Wir sehen keinen Handlungsbedarf für Korrekturen an der Mechanik der NFA und an der Dotierung der Ausgleichsgefässe. Wir unterstützen in diesem Sinne die Grundhaltung des Bundesrates, welcher sich in der Vernehmlassungsvorlage grundsätzlich für eine Konstanz des Systems ausspricht. – Die NFA ist von ausserordentlicher finanz- und staatspolitischer Bedeutung. Sie wurde in jahrelangen Auseinandersetzungen unter Einbezug des Bundes und sämtlicher Kantone in sehr konstruktiver und fairer Weise erarbeitet. Das NFA-Projekt wies am Zeitpunkt der Volksabstimmung vom November 2004 bereits einen sehr hohen Detaillierungsgrad auf. Die Vorlage wurde von Volk und Ständen mit deutlichem Mehr angenommen. Änderungen in der Mechanik des Finanzausgleichs oder in der Dotierung der Ausgleichsgefässe drängen sich weder aus konzeptioneller noch aus politischer Sicht auf. Sie wären nicht zu legitimieren. Sie würden im Gegenteil das fein austarierte System ins Wanken bringen.

	gen und den Volkswillen missachten. Es geht hier auch um die Berechenbarkeit und Glaubwürdigkeit der Politik. Vorzunehmen sind ausschliesslich Bereinigungen in einzelnen Bereichen wie sie in der konsolidierten Stellungnahme der KdK vom 25. Juni 2010 beantragt werden. – Der Wirksamkeitsbericht NFA bildet eine seriöse und taugliche Grundlage für die Beurteilung der gestellten Fragen.
TG	Der Kanton Thurgau schliesst sich bei allen Fragen der Stellungnahme der KdK an (Mehrheitsanträge).
VD	Globalement, le canton de Vaud estime que le rapport du Conseil fédéral est bien rédigé et bien structuré. Il permet d'avoir une bonne vision d'ensemble des enjeux financiers du système RPT. Nous regrettons cependant que la période d'observation ait été relativement brève, ce qui a restreint les possibilités d'analyse, notamment en ce qui concerne le degré de réalisation des buts de la péréquation financière. En effet, des sujets tels que les conventions-programmes, la nouvelle répartition des tâches, l'utilisation par les cantons des dispositions prévues dans l'accord cadre intercantonal ainsi que le maintien de la compétitivité fiscale des cantons au niveau national et international ne pourront être valablement qualifiés qu'en 2013-2014 lors de la publication du deuxième rapport quadriennal sur l'efficacité de la RPT.
VS	L'évaluation périodique de la mise en œuvre de la RPT est essentielle à la consolidation de ce mécanisme important du fédéralisme helvétique. Ce premier rapport répond aux attentes, dans la mesure où il intervient deux années seulement après la mise en œuvre de la nouvelle péréquation et de la nouvelle répartition des tâches. Il conviendra cependant d'accorder, dans les prochains rapports, une place plus importante à la vérification de la réalisation des buts fixés dans la législation, notamment en veillant que les objectifs de redistribution soient véritablement et durablement atteints pour les cantons financièrement les plus faibles.
JU	Le canton du Jura met en évidence l'importance stratégique que revêt la RPT. C'est la raison pour laquelle le gouvernement jurassien souligne que les objectifs de la péréquation financière doivent être atteints.
ch gemeinden	Der erste Wirksamkeitsbericht zur NFA bestätigt die Einschätzung des Verbandes, wonach sich die Einführung der NFA grundsätzlich bewährt hat. Das Ziel der Stärkung des Föderalismus konnte ebenso erreicht werden wie das Ziel des Disparitätenabbaus; dies ohne die ressourcenstarken Kantone in ihrer Handlungs- und Wettbewerbsfähigkeit einzuschränken. Mit der NFA werden seit 2008 erstmals auch Zentrumslasten anerkannt und abgegolten. Die Bergregionen haben dafür auf einen Teil ihrer Mittel aus der vormaligen Finanzkraftabstufung verzichtet. Mit der Anerkennung der Zentrumslasten konnte ein fairer Interessenausgleich zwischen städtischen und ländlichen Regionen hergestellt werden. Nachträgliche und zusätzliche Forderungen nach Aufstockung der Lastenausgleichselemente zu Gunsten der städtischen Kantone – wie im vorliegenden Vernehmlassungsbericht von diesen verlangt wird - sind jedoch im Moment verfrüht. Der Schweizerische Gemeindeverband konzentriert sich bei der Beantwortung der Fragen auf die Fragen 2 (Haushaltsneutralität Bund/Kantone) und 6 (Verhältnis zwischen GLA und SLA).
SSV	– Was der Bundesrat bereits früher festgestellt hat, wird im Wirkungsbericht bestätigt: die sozio-demografischen Sonderlasten fallen weit mehr ins Gewicht als die geografisch-topografischen. Das Verhältnis hat sich seit der letzten Berechnung sogar noch leicht verschärft. Die GL machen 27 Prozent (bislang 28 %), die SL insgesamt 73 Prozent (bislang 72 %) aus. Eine vom Schweizerischen Städteverband in Auftrag gegebene wissenschaftliche Studie stützt diese Aussage. Sie dokumentiert unter anderem die Nettolasten der Städte und städtischen Gemeinden in verschiedenen Bereichen und vergleicht diese mit den

	Nettolasten der übrigen Gemeinden im gleichen Kanton. Erste Ergebnisse dieser Studie liegen bereits vor. Die vom Berner Büro ecoplan realisierte Studie hat errechnet, dass im Durchschnitt aller Städte mit mehr als 20'000 Einwohnern die Nettobelastung über alle Funktionsbereiche (ohne Finanzen und Steuern) im Jahr 2007 CHF 3183 pro Kopf betrug. Im Schnitt liegt die Nettobelastung in diesen Städten damit rund 39 Prozent höher als in den übrigen Gemeinden (CHF 2288 pro Kopf). [S. im Übrigen die Antwort zu Frage 6.] – Entgegen dem erklärten Ziel des Bundesrates hat sich gezeigt, dass die Einführung der NFA nicht kostenneutral ausgefallen ist. Vielmehr wurden die Kantone mit 100 Millionen Franken belastet. Diesen Fehler gilt es (auch rückwirkend) zu korrigieren. Die Städte verlangen, dass diese Summe vollumfänglich dem sozio-demografischen Lastenausgleich zugute kommt. Damit wäre ein erster Schritt getan, das Verhältnis zwischen Abgeltung der GL und der SL etwas zugunsten der SL zu verschieben, ohne die Nutzniesser des GL zu benachteiligen. – Wichtig scheint uns auch, dass die Gelder aus dem Lastenausgleich auch tatsächlich den Städten und städtischen Gemeinden, welche die Sonderlasten tragen, zugute kommen. – Mit Beunruhigung stellen die Städte fest, dass zunehmend auf Bundesebene politische Entscheide gefällt werden, deren finanzielle Auswirkungen direkt oder indirekt auf Kantone, Städte und Gemeinden fallen. Dies ist beispielsweise in der Sozial- und Ausländerpolitik oder bei der Umweltpolitik immer wieder der Fall und trifft auch beim jüngsten Konsolidierungsprogramm des Bundes zu. Städte und Gemeinden halten solche Lastenverschiebungen für inakzeptabel und setzen sich dagegen zur Wehr.
SAB	– Der erste Wirksamkeitsbericht zur NFA bestätigt die eigenen Beobachtungen, wonach sich die Einführung der NFA grundsätzlich bewährt hat. Die Finanzautonomie der Kantone und damit der Föderalismus wurden gestärkt, wobei die Aufgabenentflechtung ebenso wie die zusätzlich zweckfreien Finanzmittel ihren Beitrag geleistet haben. Praktisch alle Kantone konnten die Steuerlast senken, insbesondere auch die ressourcenstarken Kantone. Die ressourcenstarken Kantone konnten ein Wirtschaftswachstum verbuchen. Zug konnte sogar Reserven anlegen für allfällige spätere Zahlungen an den Finanzausgleich. Die Befürchtungen der finanzstarken Kantone wonach die NFA zu einer übermässigen Belastung führen würde, haben sich damit nicht bewahrheitet. Auf der anderen Seite ist es gelungen, praktisch alle Kantone auf eine minimale Ressourcenausstattung von 85 Indexpunkten anzuheben. Das Ziel des Disparitätenabbaus konnte damit im Wesentlichen erreicht werden. – Seit seiner Einführung im Jahre 1959 galt der Finanzausgleich vor allem übermässige Lasten der Berggebietskantone ab. Mit der NFA werden seit 2008 erstmals Zentrums-lasten anerkannt und abgegolten. Die Berggebietskantone haben dafür auf einen Teil ihrer Mittel aus der vormaligen Finanzkraftabstufung verzichtet. Mit dieser Anerkennung der Zentrums-lasten haben die Berggebietskantone ein deutliches Zeichen zu Gunsten einer Partnerschaft Stadt – Land gesetzt. Nachträgliche Forderungen nach Aufstockung der Lastenausgleichselemente zu Gunsten der urbanen Kantone - wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsbericht transparent dargestellt werden - stellen diese Partnerschaft in Frage und sind dem Gedanken der nationalen Kohäsion abträglich. – Die NFA ist ein fein abgestimmtes System, welches durch entsprechende politische Prozesse (Volksabstimmungen, Parlamentsentscheide) breit abgestützt ist. Bereits kleinste Veränderungen an diesem System können unmittelbar Auswirkungen auf die Gesamtwirkung des Systems haben und zu Verschiebungen unter den Kantonen bzw. zwischen Bund und Kantonen führen. Als Gesamtwirkung ist aus unserer Sicht immer das Ziel einer minimalen Ressourcenausstattung von 85 Indexpunkten als Vorgabe für den Disparitätenabbau vor Augen zu behalten. Forderungen der ressourcenstarken Kantone, wie sie im Vorfeld der Debatte um den Wirksamkeitsbericht vorgebracht wurden, können dieses austarierte System und die Gesamtwirkung der NFA gefährden.

	– Der Bundesrat hat sich mit der vorliegenden Vernehmlassungsvorlage grundsätzlich für eine Beibehaltung des Status Quo und gegen Änderungen an der Mechanik des Finanzausgleichs ausgesprochen. Wir teilen diese Haltung und begrüßen diese Grundhaltung des Bundesrates ausdrücklich. Auch aus unserer Sicht ist einem stabilen, politisch breit abgestützten Finanzausgleichssystem hohe Priorität einzuräumen. Diese Grundhaltung dient uns dementsprechend als Leitfaden in der Beantwortung der gestellten Fragen.
FDP.Die Liberalen	Soweit in der kurzen Zeitspanne von nur drei Jahren abschätzbar, zeigt der erste Wirksamkeitsbericht, dass sich der Neue Finanzausgleich bewährt hat und dass die angestrebten Ziele erreicht werden konnten. Aufgrund dieser positiven Bilanz begrüsst die FDP.Die Liberalen, dass der Bundesrat mit der vorliegenden Vernehmlassungsvorlage im Gefüge des Finanzausgleichssystems keine grundsätzlichen Änderungen vornehmen will. Das neue Finanzausgleichssystem ist ein fein austarierter Kompromiss. Neue Verhandlungen über Gewichtsverschiebungen im finanziellen Ausgleichssystem sind, bevor nicht Erfahrungswerte mehreren Jahre vorliegen, strikt abzulehnen.
CVP	– Für die CVP gehört das Bekenntnis zu den Grundsätzen der Subsidiarität und Solidarität und damit zum Föderalismus und Finanzausgleich zu den wichtigsten staatspolitischen Leitlinien. Deshalb ist die NFA für die CVP das zentrale Projekt zur Erneuerung des Föderalismus in unserem Bundesstaat. Die neuen Instrumente erhöhen Transparenz und Effizienz staatlicher Leistungen und verbessern die Chancengleichheit der Kantone. Das Bekenntnis zu den Grundsätzen der Subsidiarität und der Solidarität und damit zum Föderalismus und Finanzausgleich bildet einen wichtigen Schwerpunkt im Parteiprogramm der CVP Schweiz. – Mit der NFA verbessern sich die Finanzbeziehungen zwischen Bund und Kantonen grundlegend. Die Entflechtung von Aufgaben und deren Finanzierung weist dem Bund und den Kantonen neu klare Zuständigkeiten zu. Viele zweckgebundene Subventionen werden durch zweckfrei einsetzbare Ausgleichsmittel ersetzt. – Die NFA ist erst seit dem 1. Januar 2008 in Kraft. Der CVP erscheint es deshalb sehr wichtig, dass nun mit diesem notwendigen und neuen Instrument zuerst Erfahrungen gesammelt werden. Es wäre zu früh und deshalb nicht angebracht, bereits Änderungen vorzunehmen. Aus diesem Grund unterstützen wir die Grundhaltung des Bundesrates, welcher sich in der Vorlage für eine Konstanz des Systems ausspricht.
SVP	– Die SVP nimmt den ersten Wirksamkeitsbericht des Bundesrates zum Finanzausgleich zwischen Bund und Kantonen 2008-2011 zur Kenntnis. Nachdem die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) erst am 1. Januar 2008 in Kraft getreten ist, erachten wir den hier gewählten Zeitpunkt für eine Bilanzziehung als deutlich verfrüht. Hingegen fordert die SVP mit Nachdruck, den Härteausgleich innerhalb der nächsten 4 Jahre zu beenden. – Ziel des NFA ist es, die Unterschiede in der finanziellen Leistungsfähigkeit der Kantone zu verringern, bzw. eine Angleichung der Kantonsfinanzen herbeizuführen. Des Weiteren soll die zwischen Bund und Kantonen aufgeteilte Aufgabenerfüllung des Bundesstaates effizienter werden. Nach nur knapp zwei Jahren gibt es zwar Indizien dafür, dass diese Ziele (insbesondere der finanzielle Ausgleich) teilweise erfüllt werden. Es ist jedoch zu früh, um eine einigermaßen gesicherte Bilanz zu ziehen oder gar Änderungen oder Korrekturen zu beschliessen. Auch dürfte die genau in den Beobachtungszeitraum gefallene weltweite Wirtschaftskrise die Erkenntnisse stark beeinflussen und verfälschen. Üblicherweise werden die Folgen solcher Krisen in den öffentlichen Finanzen erst mit einiger Verzögerung sichtbar. Es gibt andererseits Hinweise darauf, dass die Belastungen für die Geberkantone übermässig hoch werden können und die Einführung von Obergrenzen in Zukunft zu prüfen wäre. – Die SVP lehnt hingegen die vollumfängliche Beibehaltung des Härteausgleichs vehement ab. Gerade die völlig überzogene Dauer des Härteausgleichs von 28 Jahren war

	früher schon ein Hauptkritikpunkt am NFA. Selbst in der Schweiz können sich die politischen und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen deutlich schneller und tiefgreifender ändern, als dass ein derartig ausgedehnter Zeitraum gerechtfertigt werden könnte. Der Härteausgleich ist dergestalt zu reduzieren, dass er per Ende 2015 ganz entfällt. – An der bisherigen Regelung, dass bei Erreichen des Ressourcenindex von 100 Punkten die Härteausgleichszahlungen für einen Kanton sofort und vollumfänglich entfallen, ist unbedingt festzuhalten. Damit soll auch die oben geforderte Beendigung des Härteausgleichs unterstützt werden. Ein gestaffeltes Auslaufen gemäss Vorschlag des Kantons Neuenburg würde dieses wichtige Ziel gefährden. – Zusammenfassend stellt die SVP fest, dass sich der NFA auf den ersten Blick zu bewähren scheint, jedoch die Gefahr birgt, aufgrund der Ausgleichszahlungen falsche Anreize zu setzen. Auch der Nachweis seiner Effizienz steigenden Wirkung ist noch nicht erbracht. Die SVP empfiehlt folglich, noch keine weitergehenden Korrekturen oder Änderungen als die Beendigung des Härteausgleichs durchzuführen, sondern frühestens zu Beginn der zweiten Beitragsperiode eine erneute Lagebeurteilung vorzunehmen.
SP	– Die SP Schweiz nimmt aufgrund des vorliegenden Wirkungsberichts zur Kenntnis, dass sich trotz der Neugestaltung des Finanzausgleichs (NFA) die seit längerem wachsenden Disparitäten zwischen den Kantonen grundsätzlich noch weiter vergrössert haben. Zwar wurde durch die NFA das Ziel, wonach bei allen Kantonen nach erfolgtem Ressourcen- und Härteausgleich die minimale Pro-Kopf-Ausstattung mit Eigenmitteln 85 Prozent des schweizerischen Durchschnitts betragen soll, fast erreicht. Wie sich im Ressourcenindex 2010 (Wirksamkeitsbericht S. 29) aber exemplarisch zeigt, haben seit der Einführung der NFA massgeblich die ressourcenstarken Kantone von einer weiteren Zunahme ihres Potenzials profitiert, während das Gros der schwächeren Kantone einen Rückgang des Indexwertes verzeichnet hat. – Für die SP steht fest: Das ursprüngliche Versprechen, mit dem neuen Finanzausgleich auch die grossen Steuerbelastungsunterschiede zwischen den Kantonen zu glätten, lässt sich so nicht einlösen. Die bereits vor der NFA-Einführung von der SP vorgebrachte Befürchtung hat sich bestätigt: Die überdurchschnittlichen Steuererträge ressourcenstarker Kantone werden auch mit der NFA nur teilweise abgeschöpft, sodass der ruinöse Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen verschärft statt vermindert weiter geht. Trotz zusätzlicher Leistungen zugunsten der finanzschwächeren Kantone haben die steuergünstigsten finanzstarken Kantone Zug, Nidwalden und Schwyz ihre Steuern weiter gesenkt und so den interkantonalen Steuerwettbewerb noch weiter verschärft. Insgesamt wurde dieser Trend durch die NFA noch intensiviert. Neben einer Verbesserung der NFA-Mechanismen braucht es aus Sicht der SP vor allem auch kantonale Mindeststeuersätze für die hohen Einkommen und Vermögen, wie sie die Volksinitiative „Für faire Steuern. Stopp dem Missbrauch beim Steuerwettbewerb“ vorsieht, die in Kürze Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet wird. – Die SP erachtet eine stärkere Gewichtung des soziodemografischen Ausgleichs zugunsten der Kernstädte und einen höheren Beitrag der ressourcenstarken Kantone als zwingend nötige Korrekturen. Im Rahmen der NFA sind die Grenzen der interkantonalen Solidarität aber dann deutlich überstrapaziert, wenn ressourcenschwache Kantone die Transfer-Gelder zur Finanzierung von Steuersenkungen verwenden, die zu Steuertarifen unter jenen der ressourcenstarken Kantone führen. Die Höhe des Ressourcenausgleichs soll für jene Kantone vermindert werden, deren steuerliche Ausschöpfung unter dem durchschnittlichen standardisierten Steuersatz der finanzstarken Kantone liegt.
economiesuisse	– Das NFA-Konzept hat das Potenzial, den schweizerischen Föderalismus zu revitalisieren. Die Aufgaben und Verantwortlichkeiten zwischen Bund und Kantonen werden klarer geregelt. Die Kantone werden zur autonomen Wahrnehmung ihrer Aufgaben mit genügend Eigenmittel ausgestattet und übernehmen damit die vollständige Verantwortung für die staatliche Leistungserbringung nach dem Äquivalenzprinzip. Die staat-

	lichen Aufgaben sollten damit insgesamt effizienter erfüllt werden. <i>Durch den Ausgleich von Sonderlasten wird der Steuerwettbewerb auf eine faire Basis gestellt. Eine materielle Steuerharmonisierung mit der erzwungenen Angleichung von Steuersätzen wäre demgegenüber der falsche Weg.</i> Das Angleichen der Steuersätze nach oben würde die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz unnötig schwächen. Die Vorteile des Steuerwettbewerbs – begrenzte Steuer- und Abgabenlast, sparsamer Umgang mit Staatseinnahmen, hohe Eigenverantwortung der Kantone, Förderung politischer Innovationen, Berücksichtigung unterschiedlicher regionaler Präferenzen – würden wegfallen. – Die grosszügigen Instrumente des Ressourcenausgleichs, des Lastenausgleichs und des Härteausgleichs sorgen zusammen dafür, dass die Leistungsfähigkeit der finanzschwachen Kantone sichergestellt wird. Damit werden nun auch die Aufgaben der Regionalpolitik weitgehend erfüllt. Anliegen, die über die Grundversorgung hinausgehen, sind von den jeweiligen Kantonen selbst zu tragen und nicht vom Bund oder anderen finanzstarken Kantonen. Wie die Forderungen einiger Kantone und Städte zeigen, besteht nun aber eine Gefahr darin, dass die Beiträge und Gewichte der einzelnen Ausgleichsgefässe laufend verändert werden. Diesbezügliche Unsicherheiten erschweren eine stetige und absehbare Finanz- und Steuerpolitik für Bund und Kantone. Vor allem auch die Unternehmen sind darauf angewiesen, dass in der Finanz- und Steuerpolitik nicht laufend die Regeln und Steuersätze geändert werden. Unsicherheiten führen dazu, dass Investitionen mit grösserem Risiko verbunden sind und deshalb spärlicher getätigt werden. Die heutige Ausgestaltung wurde vom Parlament und der Stimmbevölkerung gutgeheissen. Allfällige Änderungen können unserer Ansicht nur in Frage kommen, wenn sie auf Fehler oder grundlegenden Veränderungen der Parameter beruhen und dadurch die Ziele des Finanzausgleichs nicht mehr erreicht werden können. <i>Finanziellen Partikularinteressen einzelner Kantone ist eine klare Absage zu erteilen.</i> – Die NFA beruht auf den vier Säulen Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen, Neuausrichtung der Verbundaufgaben, Regelung der interkantonalen Zusammenarbeit und des interkantonalen Lastenausgleichs sowie ein neues Ausgleichssystem (Finanzausgleich im engeren Sinn). <i>Der erste Wirksamkeitsbericht konzentriert sich nun aber fast ausschliesslich auf das neue Ausgleichssystem.</i> Diese Gewichtung entspricht zwar der Absicht des Gesetzgebers, vernachlässigt jedoch die anderen Säulen des NFA, denen ebenfalls eine staatspolitisch wichtige Rolle zu kommt. Die kurz gehaltenen Ausführungen zu den anderen Elementen des NFA zeigen denn auch, dass hier der Handlungsbedarf grösser ist als beim eigentlichen Ausgleichssystem. <i>Insbesondere die Aufgabenentflechtung bzw. die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen ist seit dem Inkrafttreten Anfang 2008 kaum vorwärts gekommen.</i> Der für den Bund sowohl politisch als auch finanziell bedeutendste Bereich bei der Neuverteilung der Aufgaben sind die Nationalstrassen. Der Wirksamkeitsbericht weist für das Jahr 2008 einen Effizienz- und Effektivitätsgewinn von 120 bis 205 Mio. aus. Der grösste Teil davon entfällt allerdings auf eine Konzentration der Ausbau- und Unterhaltsprojekte auf das Notwendige, statt auf das Wünschbare (110 bis 180 Mio.). Immer noch hängig ist aber beispielsweise der Entscheid, das Nationalstrassennetz um weitere 400 Kilometer zu erweitern. Für den Bund würden daraus Mehrausgaben von jährlich über 300 Mio. erwachsen. Für den Bundesrat kommt diese Anpassung nur in Frage, wenn der Aufwand für Betrieb und Unterhalt (105 Mio.) vollumfänglich durch die Kantone kompensiert wird. Die Kantone lehnen dies jedoch deutlich ab. <i>Das Prinzip der fiskalischen Äquivalenz wurde seit der Volksabstimmung zur NFA vom 28. November 2004 wieder mehrfach durchbrochen,</i> beispielsweise in der Bildungs- und Familienpolitik. In der Familienpolitik erlässt der Bund immer mehr Vorschriften für die Kantone. Ebenso wurden die Familienzulagen harmonisiert. Die Finanzierung von Krippenplätzen, eine Aufgabe der Kantone, wird seit einigen Jahren auch durch den Bund getätigt. Der Bund beabsichtigte ursprünglich mit einer Anschubfinanzierung ein Impuls-
--	--

	programm zur zusätzlichen Schaffung von Plätzen für die Tagesbetreuung von Kindern. Ursprünglich auf acht Jahre bis Anfang 2011 befristet, soll nun ein weiterer Verpflichtungskredit im Umfang von mehreren Millionen Franken pro Jahr gesprochen werden. Die ursprüngliche Anschubfinanzierung droht damit immer mehr zu einer permanenten Bundesaufgabe zu werden. Im Bildungsbereich existieren verschiedene Mischfinanzierungen und unklare Kompetenzabgrenzungen zwischen Bund und Kantonen. Obschon von Volk und Ständen im Mai 2006 deutlich angenommen, läuft auch der neue Bildungsartikel in der Bundesverfassung den Grundideen des Föderalismus zuwider. Die Kompetenzen des Bundes wurden dadurch erweitert und betreffen neu auch die Volksschule. Diese Probleme sollten spätestens mit dem zweiten Wirksamkeitsbericht angegangen werden. – Die Ziele, die an den Finanzausgleich gestellt werden, sind anspruchsvoll und zahlreich, auch wenn der Bundesrat im Wirksamkeitsbericht zum Schluss kommt, dass diese derzeit erfüllt werden. Insbesondere die Ziele die steuerliche Wettbewerbsfähigkeit der Kantone zu erhalten und die Kantone mit einer minimalen Ausstattung an finanziellen Ressourcen zu versorgen stehen, wenn nicht in einem Widerspruch, so doch in einem Spannungsverhältnis zueinander. Dabei ist zu berücksichtigen, dass der Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen gewährleistet sein muss. Ein Ausbau der Ausgleichsmechanismen würde dem zuwider laufen. Die daraus resultierende Nivellierung der Einnahmen und Ausgaben der Kantone würde Leistungsanreize zunichte machen und hätte damit negative wirtschaftliche Konsequenzen für die gesamte Schweiz zur Folge. <i>Die heutige Ausgestaltung des Finanzausgleichs ist ein politischer Kompromiss, welcher den Wettbewerbs- und den Solidaritätsgedanken miteinander verbindet. Ein noch stärkeres Betonen von Ausgleichszahlungen würde hingegen die Eigenverantwortung der Kantone schmälern.</i> Dass der Bund und die acht ressourcenstarken Kantone für nahezu 50% des Budgets einiger Kantone aufkommen ist keine Selbstverständlichkeit. Ein noch stärkeres Engagement ist aus unserer Sicht nicht vertretbar.
SBV	Der Abbau von kantonalen Unterschieden in der finanziellen Leistungsfähigkeit und die Steigerung der Effizienz bei der Aufgabenerfüllung im Bundesstaat sind auch für die Landwirtschaft von grossem Belang. Das Konsolidierungsprogramm 2011/13 wurde zu wenig auf die NFA abgestimmt (v. a. Bereiche landwirtschaftliche Beratung und Tierzucht). Die ressourcenschwachen Kantone (oft ländliche Kantone) konnten den Unterschied zu den ressourcenstarken Kantonen nicht wettmachen. Das Ziel des Disparitätenabbaus konnte nur teilweise erreicht werden. Der Beobachtungszeitraum ist kurz; aus Sicht des Verbandes macht es deshalb wenig Sinn, auf Änderungen einzugehen. Dies betrifft namentlich das Verhältnis GLA/SLA.
SGV	L'usam prend connaissance avec intérêt du rapport du Conseil fédéral sur l'efficacité de la RPT pour la période 2008-2011. Cette réforme ayant été introduite il y a deux ans, nous considérons qu'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur son fonctionnement. La lecture de ce rapport appelle les remarques générales suivantes: • A ce jour, la nouvelle péréquation ne pose aucun problème majeur • La RPT a pour but de rapprocher les positions les plus extrêmes et de veiller à ce que chacun dispose de ressources nécessaires pour assumer les tâches qui lui incombent. De ce point de vue la nouvelle péréquation nous semble suffisamment remplir son rôle • Son introduction n'a pas modifié de manière déterminante la capacité financière des différents cantons • Il se confirme que dans la pratique, les calculs permettant de déterminer les montants payés ou reçus sont extrêmement complexes, potentiellement sources d'erreurs et de contestations

	• Au démarrage de la péréquation, la neutralité budgétaire était une des conditions fixées. Or le contrôle effectué démontre au contraire que la Confédération gagne 100 millions de francs par année. Ce montant devra dès lors être compensé.
SGB	– Unter dem alten Finanzausgleich wurde nicht nur das Steuersubstrat, sondern auch die Ausschöpfung dieses Steuersubstrats bei der Berechnung der Finanzansprüche eines Kantons berücksichtigt. Mit dem Wegfall dieses Zusatzkriteriums haben die Kantone einen Anreiz, die Einnahmen aus dem Finanzausgleich zur Senkung ihrer Steuerbelastung zu verwenden. Der Kanton Uri hat mit diesem Geld beispielsweise eine Flat-Rate-Tax eingeführt. Mit dem neuen Finanzausgleich hat sich die Abwärtsspirale bei den Steuern verstärkt. Diese Entwicklung ist eine Gefahr für die Schweizer Wirtschaft. Über die NFA kann nur das verteilt werden, was auch erwirtschaftet wird. Die Steuersenkungen bringen wirtschaftlich keine Vorteile. Die Mobilität der Steuerzahler wird massiv unterschätzt, wie verschiedene Studien zeigen. Im Vergleich zum Ausland sind die Schweizer Steuern bereits rekordtief. Nachteilig wirkt hingegen, dass durch die Steuersenkungen weniger Mittel für öffentliche Dienstleistungen und Investitionen (Bildung, Infrastruktur u.a.) zur Verfügung stehen. Für Faktoren also, die das Wirtschaftswachstum entscheidend beeinflussen. Das betrifft die ressourcenstarken Zentren, aber auch die ressourcenschwächeren Gebiete. Damit ein Kanton Uri einkommensstärker wird, braucht er mehr Arbeitsplätze. Tiefere Steuern für einkommensstarke natürliche Personen leisten dazu keinen Beitrag. Die NFA-Einnahmen müssen für andere Zwecke eingesetzt werden. Der SGB verlangt daher, dass geprüft wird, die Ausschöpfung des Steuersubstrats als Zusatzkriterium für die Beiträge an die Kantone wieder einzuführen. – Der SGB hält weiter fest, dass die Relationen zwischen dem soziodemografischen und dem geografisch- topografischen Lastenausgleich nicht stimmen. Diese müssen an die tatsächliche Belastung angepasst werden.
RK GK	– Der erste Wirksamkeitsbericht zur NFA bestätigt die eigenen Beobachtungen, wonach sich die Einführung der NFA grundsätzlich bewährt hat. Die Finanzautonomie der Kantone und damit der Föderalismus wurden gestärkt, wobei die Aufgabenentflechtung ebenso wie die zusätzlich zweckfreien Finanzmittel ihren Beitrag geleistet haben. Praktisch alle Kantone konnten die Steuerlast senken, insbesondere auch die ressourcenstarken Kantone. Die Befürchtungen der finanzstarken Kantone wonach die NFA zur einer übermässigen Belastung führen würde, haben sich damit nicht bewahrheitet. Auf der anderen Seite ist es gelungen, praktisch alle Kantone auf eine minimale Ressourcenausstattung von 85 Indexpunkten anzuheben. – Mit der NFA werden seit 2008 erstmals Zentrumslasten anerkannt und abgegolten. Die Gebirgskantone haben dafür auf einen Teil ihrer Mittel aus der vormaligen Finanzkraftabstufung verzichtet. Mit dieser Anerkennung der Zentrumslasten haben die Gebirgskantone ein deutliches Zeichen zu Gunsten einer Partnerschaft Stadt - Land gesetzt. Nachträgliche Forderungen nach Aufstockung der Lastenausgleichselement zu Gunsten der urbanen Kantone - wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsbericht transparent dargestellt werden - stellen diese Partnerschaft in Frage und sind zu vermeiden. – Die NFA ist ein fein abgestimmtes System, welches durch entsprechende politische Prozesse (Volksabstimmungen, Parlamentsentscheide) breit abgestützt ist. Bereits kleinste Veränderungen an diesem System können unmittelbar Auswirkungen auf die Gesamtwirkung des Systems haben und zu Verschiebungen unter den Kantonen bzw. zwischen Bund und Kantonen führen. Als Gesamtwirkung ist aus unserer Sicht immer das Ziel einer minimalen Ressourcenausstattung von 85 Indexpunkten als Vorgabe für den Disparitätenabbau vor Augen zu behalten. Forderungen der ressourcenstarken Kantone, wie sie im Vorfeld der Debatte um den Wirksamkeitsbericht vorgebracht wurden, können dieses austarierte System und die Gesamtwirkung der NFA gefährden. – Der Bundesrat hat sich mit der vorliegenden Vernehmlassungsvorlage grundsätzlich für

	eine Beibehaltung des Status Quo und gegen Änderungen an der Mechanik des Finanzausgleichs ausgesprochen. Wir unterstützen diese Grundhaltung des Bundesrates ausdrücklich. Auch aus unserer Sicht ist einem stabilen, politisch breit abgestützten Finanzausgleichssystem hohe Priorität einzuräumen.
CP	Lorsque le peuple et les cantons ont été appelés à se prononcer sur la réforme de la péréquation financière, en 2004, nous avons soutenu ce projet, considérant qu'il était propre à renforcer la position des cantons dans la politique helvétique – en leur rendant notamment certaines compétences –, qu'il permettait de désenchevêtrer efficacement un certain nombre de tâches dont la responsabilité était jusque là partagée entre le pouvoir fédéral et cantonal, que les éléments retenus pour calculer la capacité financière des cantons apparaissaient pertinents, et enfin que les objectifs poursuivis étaient relativement raisonnables. C'est donc avec intérêt que nous avons pris connaissance de ce premier rapport du Conseil fédéral sur l'évaluation de l'efficacité de la péréquation financière pour la période 2008-2011. Les constats qui y sont présentés nous inspirent les réflexions générales suivantes: – La nouvelle péréquation financière relève d'une politique à long terme; après seulement deux ans de fonctionnement, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions stratégiques précises. 2 – On peut néanmoins constater qu'à ce jour, cette nouvelle péréquation ne pose aucun problème majeur. – En même temps, on voit que son introduction n'a pas modifié de manière déterminante la capacité financière des différents cantons – ce qui n'était certes pas le but de la révision. – Il se confirme que, dans la pratique, les calculs permettant de déterminer les montants payés ou reçus sont extrêmement complexes, potentiellement sources d'erreurs ou de contestations. – Cette complexité, mise en regard du faible impact constaté auparavant, nous conforte dans notre sentiment que les bases de calcul auraient eu avantage à être établies avec davantage de simplicité. – Si la nouvelle péréquation n'a pas eu jusqu'à présent d'impact significatif sur les finances des cantons, il apparaît néanmoins que certains parmi ces derniers expriment de la méfiance, voire quelques craintes quant à l'évolution future de ces instruments; cette méfiance est à mettre en relation, notamment, avec la complexité mentionnée au point précédent. Cela plaide en faveur de bases de calcul simples, compréhensibles et prévisibles. – Dans le même ordre d'idées, on voit que la nouvelle péréquation n'a pas supprimé certaines réactions de jalousie entre les cantons à forte et à faible capacité financière, d'une part, et les cantons urbains et campagnards, d'autre part. Ces réactions sont aussi, jusqu'à un certain point, à mettre sur le compte de la complexité mentionnée précédemment – qui ouvre la porte à diverses interprétations et contestations. Parallèlement, il convient de rappeler que la péréquation ne doit pas avoir pour but de créer une équité parfaite entre tous les cantons, mais plutôt de rapprocher les positions les plus extrêmes et de veiller à ce que chacun dispose des ressources nécessaires pour assumer les tâches qui lui incombent. De ce point de vue, la nouvelle péréquation nous semble remplir suffisamment son rôle; il convient de veiller à ce qu'elle reste le fruit de réflexions et d'appréciations politiques, et non de purs calculs mathématiques.
Handelskammer beider Basel	- Die Handelskammer als Vertreterin der Wirtschaft in der Region Basel unterstützt die Stellungnahmen der Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft und warnt insbesondere vor einer Überstrapazierung der Leistungsfähigkeit der ressourcenstarken Kantone. Muss die Region Basel eine zu hohe Last aufgrund des Finanzausgleichssystems tragen, hat das für die wirtschaftliche Entwicklung negative Konsequenzen. - Positiv ist, dass seit der Einführung der NFA vom Bund vermehrt zweckfreie Transfers an die Kantone ausgerichtet werden. Sie sind gemäss Wirksamkeitsbericht allerdings

	leicht rückläufig. Dem muss von Seiten des Bundes entgegengewirkt werden, soll die Finanzautonomie der Kantone zukünftig nach wie vor wirkungsvoll und zielgerichtet gestärkt werden. - Der Wirksamkeitsbericht beinhaltet eine ausschliessliche ex-post-Betrachtung. Die Botschaft an die eidgenössischen Räte sollte, namentlich wegen den Auswirkungen der Finanzkrise und der damit verbundenen Belastung der ressourcenstarken Kantone, eine ex-ante Beurteilung beinhalten.
KSD	- Die Erfüllung der <i>Verbundaufgabe "Denkmalpflege"</i> ist definitiv und ernsthaft in Frage gestellt. Die nach erfolgten Kürzungen verbleibenden Finanzhilfen an die Kantone reichen bei weitem nicht aus, um an die Denkmäler von nationaler Bedeutung einen Beitrag zu leisten. Der Unterhalt der Denkmäler von kantonaler und lokaler Bedeutung würde sowieso vollumfänglich den Kantonen und Gemeinden anheim gestellt. Diese Austrocknung eines wichtigen Kulturbereiches ist inakzeptabel. Sie würde eine Abkehr von einer verantwortungsbewussten Politik zur Erhaltung von Baudenkmalern bedeuten und wäre mit unwiederbringlichen Schäden an hochrangigen Schutzobjekten verbunden. Will der Bund seiner Verantwortung in der Verbundaufgabe nachkommen und zumindest an die Baudenkmalern von nationaler Bedeutung den gesetzlich vorgesehenen Beitrag von 25% leisten, so beträgt der <i>Bedarf</i> für Finanzhilfen an die Kantone nachweislich CHF 60 Mio. pro Jahr (vgl. Arbeitsbericht Bau/Satz/Maurer im Auftrag des Bundesamtes für Kultur, Januar 2010). Die KSD gibt zu Bedenken, dass ein bedeutender Anteil der Bundesmittel aus den zweckgebundenen Mitteln des Strassenfonds stammen. Aus unerklärlichen Gründen wurden diese Mittel ebenfalls sukzessive zurück gefahren, obschon die jährlichen Fondsmittel zwischen 1990 und 2010 von CHF 3 Mia. auf mehr als 5 Mia. angewachsen sind und der Bestand an Denkmälern ebenfalls angewachsen ist. Die KSD stellt deshalb den <i>Antrag</i>, die Mittel des Bundes für Heimatschutz und Denkmalpflege so zu bemessen, dass der Bund seinen Verpflichtungen aus der Verbundaufgabe tatsächlich nachkommen kann. Dazu sind mindestens CHF 30. Mio. pro Jahr erforderlich. - Die vom Bundesamt für Kultur präsentierten <i>Programmvereinbarungen</i> wurden in der ersten Lesung von der überwiegenden Mehrheit der kantonalen Denkmalpflege-Fachstellen abgelehnt. Grund dafür war, dass die Programmvereinbarungen den Kantonen nicht die erwarteten Entscheidungs- und Handlungsspielräume zugestanden haben, sondern vielmehr das bisherige System der Einzelverfügungen, verbunden mit einem hohen administrativen Aufwand, weiterführten. In einer zweiten Lesung wurden die Programmvereinbarungen von den Kantonen unterzeichnet, ausdrücklich im Sinne einer pragmatischen Übergangslösung. In einer vom Bundesamt für Kultur eingesetzten <i>Groupe de réflexion</i> haben sich die Kantone Ende 2009 mit aller Deutlichkeit für ein <i>neues Modell bezüglich der Programmvereinbarungen</i> ausgesprochen. Die KSD stellt den <i>Antrag</i>, dass die Programmvereinbarungen für die Finanzperiode 2012 – 2015 gemäss diesem Modell und damit tatsächlich im Sinne der NFA-Zielsetzungen (vgl. Wirksamkeitsbericht, S. 90) eingeführt werden können.

Tableau 2 Propositions relatives à la correction rétroactive des paiements compensatoires

Participant	Proposition
KdK	<i>Antrag 1:</i> Die Kantone stimmen einer auf zwei Jahre befristeten Korrektur nachträglich festgestellter Fehler zu, falls deren Auswirkungen eine gewisse Erheblichkeitsgrenze überschreiten. Die Erheblichkeitsgrenze ist jedoch wesentlich niedriger anzusetzen. Eine Mehrheit der Kantone unterstützt den Vorschlag, die Erheblichkeitsgrenze so festzulegen, dass Fehler dann korrigiert werden, wenn sie eine Änderung des Ressourcenausgleichs je Einwohner um mehr als CHF 50 zur Folge haben. Eine Minderheit schlägt vor, die im Wirksamkeitsbericht vorgeschlagenen Erheblichkeitsgrenzen auf 0,14 % der Gesamtausgaben bzw. auf 0,05 % des Ressourcenpotenzials zu reduzieren. Diesen Antrag stellen in ihren Stellungnahmen explizit die Kantone OW, VD, VS, NE und JU. <i>Begründung:</i> Die durchgeführten Fehlerkorrekturen für die Kantone St. Gallen und Jura zeigten die Bedeutung der korrekten Umsetzung des Finanzausgleichs und gleichzeitig den Regelungsbedarf im Bereich der Fehlerkorrekturen. Trotz der Bedeutung der Planungssicherheit und der Zielsetzung, die Qualität der von den Kantonen gelieferten Daten zu verbessern, ist eine eingeschränkte Korrekturmöglichkeit unabdingbar. Die Kantone stimmen den im Wirksamkeitsbericht geäußerten Bedenken gegenüber einem völligen Ausschluss der Fehlerkorrektur zu, erachten jedoch die vorgeschlagene Erheblichkeitsgrenze als zu hoch. <i>Antrag 2:</i> Die 2-Jahresfrist ist in Art. 9a Abs. 1 Bst. c FiLaG (neu) zu präzisieren, um klar zum Ausdruck zu bringen, dass Zahlungen aufgrund der fehlerhaften Erfassung des Ressourcenpotenzials eines Bemessungsjahres spätestens dann korrigiert werden können, wenn das betreffende Bemessungsjahr zum letzten Mal in den Ressourcenindex eines Referenzjahres einfließt. <i>Begründung:</i> Die Bedeutung der Frist ist wie folgt zu verstehen: Da das Ressourcenpotenzial eines bestimmten Bemessungsjahres in die Berechnung der Ressourcenindices von 3 Referenzjahren einfließt, kann die Korrektur der Basisdaten eines bestimmten Bemessungsjahres spätestens bei der definitiven Festlegung der Ressourcenindices des 3. Referenzjahres vorgenommen werden. Beispiel: Das Bemessungsjahr 2006 fließt in die Indices der Jahre 2010, 2011 und 2012 ein. Eine Korrektur der Zahlen 2006 soll spätestens bei der definitiven Festlegung des Ressourcenpotenzials des Referenzjahres 2012 vorgenommen und gegebenenfalls die Ausgleichszahlungen 2010 und 2011 rückwirkend korrigiert werden können.
ZH	Der Kanton schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
BE	Der Kanton schliesst sich <i>im Wesentlichen</i> der Stellungnahme der KdK an. Bezüglich der Höhe der Erheblichkeitsgrenzen hält er fest, dass diese zu hoch angesetzt sind und mindestens um die Hälfte reduziert werden sollen.
UR	Ein Fehler soll nur korrigiert werden, wenn er nicht mehr als zwei Jahre zurückliegt. Durch eine kurze Frist wird der Anreiz zur Lieferung korrekter Daten respektive zur korrekten Berechnung erhöht, womit auch die Häufigkeit nachträglicher Korrekturen reduziert wird. Zwei Jahre erachten wir als zweckmässig. Damit lassen sich Fehler, die im Vergleich mit dem Vorjahr festgestellt werden, korrigieren. Der Bund sieht vor, die Daten der einzelnen Kantone jeweils innert vier Jahren zu kontrollieren. Zur Verbesserung der Datenqualität, würden wir eine Verkürzung dieses Kontrollintervalls begrüßen. Als Erheblichkeitsgrenze sind 0.25% der Gesamtausgaben der Kantone vorzusehen, d.h. in absoluten Zahlen würde sich eine Grenze zwischen CHF 0.3 Mio. (AI) und CHF 43.3 Mio.

	(ZH) ergeben. Ferner stellt sich die Frage, wer für die Fehlerkorrektur letztlich zuständig ist. Art. 9a (neu), Abs. 1 FiLaG nennt einzig den Bundesrat. Die Kantone werden mit keinem einzigen Wort erwähnt, obschon sie eine nachträgliche Fehlerkorrektur mittragen müssen. Wir schlagen deshalb folgende Ergänzung vor: FiLaG Art. 9 (neu), Abs. 1: Der Bundesrat berichtigt nach Anhörung der Kantone fehlerhafte Ausgleichszahlungen.
SZ	Ein Fehler soll <i>immer</i> korrigiert werden; es ist keine Erheblichkeitsgrenze vorzusehen. <i>Begründung:</i> Es kann nicht sein, dass rechtlich ein politisch unhaltbarer Zustand geschaffen wird, bei dem bekannt ist, dass ein Fehler vorliegt, der jedoch nicht korrigiert wird.
OW	<i>Im Grundsatz</i> schliesst sich der Kanton der Stellungnahme der KdK an. Auf Unverständnis stösst aber, dass in einem Einzelfall immer noch auf Schätzungen statt auf effektive Zahlen abgestützt wird. Ferner schlägt der Kanton vor, die Erheblichkeitsgrenze auf 0,05% des Ressourcenpotentials zu reduzieren.
GL	Der Kanton schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
ZG	Der Kanton schliesst sich <i>im Grundsatz</i> der Stellungnahme der KdK an. Er präzisiert allerdings, dass Fehler dann korrigiert werden sollen, wenn sie eine Änderung der <i>Ausgleichszahlungen</i> je Einwohner um mehr als Fr. 50 zur Folge haben. Zum Datenerhebungsprozess (Ziffer 3.1 des Wirksamkeitsberichts) und zu den Massnahmen zur Verbesserung der Datenqualität (Ziffer 3.3 des Wirksamkeitsberichts) ist anzumerken, dass sich der Datenerhebungsprozess sehr gut eingespielt hat und der direkte Kontakt mit der Abteilung Statistik der ESTV aus Sicht der kantonalen Steuerverwaltung reibungslos funktioniert. Der Kanton Zug weist jedoch darauf hin, dass die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Daten für die Kantone von grosser Wichtigkeit sind. Es sind die Kantone, welche für die einwandfreie Qualität der Daten die Verantwortung tragen. Die Kantone unterzeichnen das Testat, welches die Richtigkeit der von der ESTV bearbeiteten und allenfalls korrigierten Daten bestätigt. Nach Erhalt des Testats verarbeitet die ESTV die Daten in einem zweiten Arbeitsschritt (z.B. Berechnung der Faktoren Alpha, Beta, Delta). Insbesondere auch für diesen zweiten Arbeitsschritt müssen Transparenz und Nachvollziehbarkeit ebenfalls vollständig gelten. Können die Kantone die im zweiten Arbeitsschritt verarbeiteten Daten nicht <i>lückenlos</i> nachvollziehen, so können sie das kantonale Ressourcenpotenzial nicht überprüfen und die Glaubwürdigkeit der NFA wäre bald in Frage gestellt. Der enge Zeitplan im Datenerhebungs- und Datenverarbeitungsprozess zwingt zusätzlich zu einer schnellen und reibungslosen Organisation. Der Kanton Zug begrüsst deshalb ausdrücklich, dass weitere Verbesserungen in diesem Bereich vorgesehen sind, welche einen lückenlosen Nachvollzug sowohl der eingereichten und allenfalls korrigierten als auch der anschliessend verarbeiteten Daten erleichtern.
FR	Le canton soutient <i>en principe</i> la prise de position de la CdC. Le canton relève que les montants minimaux à partir desquels une correction serait possible sont beaucoup trop élevés. Il demande que la limite proposée par le Conseil fédéral soit au moins divisée par quatre et donc fixée à 0,25% des dépenses totales cantonales ou 0,0875% du potentiel des ressources cantonales.
BS	Der Kanton schliesst sich der Stellungnahme der KdK an.
SH	Der Kanton schliesst sich <i>im Grundsatz</i> der Stellungnahme der KdK an. Er beantragt jedoch eine Erheblichkeitsgrenze von 10 Franken pro Einwohner, d.h. eine Fehlerkorrektur soll ausgeschlossen sein, wenn der Fehler sich mit weniger als 10 Franken pro Einwohner auswirkt. Damit werden Bagatellkorrekturen ausgeschlossen. Diese Grenze macht rund ein Drittel eines Steuerprozentes aus. Keinesfalls könnte der Kanton einer Erheblichkeitsgrenze zustimmen.

	men, wie sie im Wirksamkeitsbericht (S. 53 oben) erwogen wird. Der im Wirksamkeitsbericht für Schaffhausen errechnete Betrag entspricht rund 3,5 Steuerprozenten und wäre viel zu hoch. Es könnte den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern nicht erklärt werden, weshalb der Kanton beispielsweise die Steuern um 3,5 Steuerprocente erhöhen müsste, weil ein erkannter Fehler in diesem Ausmass als unwesentlich beurteilt und nicht behoben würde.
AR	Der Kanton schliesst sich <i>im Grundsatz</i> der Stellungnahme der KdK an. Er beantragt jedoch eine Erheblichkeitsgrenze von $\frac{1}{4}$ der Ausgleichszahlungen eines Kantons. Die im Wirksamkeitsbericht vorgesehene Grenze ist für kleine Kantone klar zu hoch und soll deshalb wesentlich tiefer angesetzt werden.
AI	Der Kanton schliesst sich <i>im Grundsatz</i> der Stellungnahme der KdK an. Die Korrektur soll erfolgen, wenn der Datenfehler nicht mehr als zwei Jahre zurückliegt und er eine Erheblichkeitsgrenze von 0.5 % der Gesamtausgaben (vom Bund vorgeschlagen ist eine Erheblichkeitsgrenze von 1 %) erreicht.
SG	<i>Antrag:</i> Die im Bericht erwähnten Sätze sollen halbiert werden, d.h. die Tragbarkeit ist ausgehend von 0.5 Prozent der Gesamtausgaben resp. bei 0.175 Prozent des Ressourcenpotentials festzusetzen. <i>Begründung:</i> Die vorgeschlagene Tragbarkeitsgrenze ist zu hoch. Wesentliche Fehler würden damit nicht korrigiert. Dies wäre – aus Sicht eines betroffenen Kantons – insbesondere dann stossend, wenn der Fehler bei der Datenverarbeitung auf Seiten des Bundes liegen würde. Wir beantragen daher die Tragbarkeitsgrenze tiefer anzusetzen. Konkret sollen die im Bericht erwähnten Sätze halbiert werden, d.h. die Tragbarkeit ist ausgehend von 0.5 Prozent der Gesamtausgaben resp. bei 0.175 Prozent des Ressourcenpotentials festzusetzen.
GR	Der Kanton schliesst sich <i>im Grundsatz</i> der Stellungnahme der KdK an. Er beantragt jedoch, die Erheblichkeitsgrenze auf 0,175% des Ressourcenpotenzials herabzusetzen.
AG	Der für den Kanton Aargau berechnete Grenzbetrag von 49,3 Millionen Franken ist finanzpolitisch in keiner Weise tragbar. Für den Kanton Aargau erachten wir einen Grenzbetrag in der Grössenordnung von 5 Millionen Franken als vertretbar, was in etwa einer Veränderung des Ressourcenpotenzials je Einwohnerin beziehungsweise je Einwohner von Fr. 50.– entspricht.
TI	Der Kanton schliesst sich <i>im Grundsatz</i> der Stellungnahme der KdK an. Bezüglich der Erheblichkeitsgrenze beantragt er jedoch die Prüfung einer Alternative: Considerando che l'impatto di un eventuale errore dovrebbe essere valutato non soltanto in termini di potenziale fiscale, ma anche considerando la dimensione complessiva delle finanze cantonali, suggeriamo un ripensamento del sistema proposto. Una possibile alternativa, senza dover ricorrere a parametri budgetari cantonali, potrebbe essere quella di valutare la soglia in base al gettito fiscale standardizzato <u>dopo</u> i versamenti perequativi.
VD	Oui, une erreur ne doit être corrigée que si elle ne date pas de plus de deux ans, mais il faut prévoir les montants minimaux suivants: 0.05% du potentiel de ressources des cantons (au lieu de 0.35%).
VS	Le canton soutient <i>en principe</i> la prise de position de la CdC. Mais contrairement à la proposition de la CdC, le Canton du Valais est d'avis que le montant de 1% des dépenses totales des cantons proposé dans le rapport d'évaluation est beaucoup trop élevé et <i>propose de fixer la limite des corrections rétroactives des paiements compensatoires à 0.05% du potentiel de ressources</i> , ce qui équivaut à 0.14% des dépenses totales des cantons. Par équité entre les cantons, cette limite doit être exprimée en termes relatifs (pourcents) et non absolus (francs).
NE	Le canton soutient <i>en principe</i> la prise de position de la CdC. Mais contrairement à la proposition de la CdC, il est d'avis qu'il ne faudrait pas fixer une limite, qui en tout état de cause ne peut être que subjective. Toutefois et principalement pour des raisons pratiques le canton peut comprendre et admet-

	tre qu'un seuil soit fixé. Dans ce cas, la limite doit alors impérativement se situer largement en-dessous des montants présentés dans le rapport du Conseil fédéral qui sont excessivement élevés. En effet et à titre d'exemple, la limite proposée pour le canton de Neuchâtel, à plus de 16 millions de francs, n'est pas une "charge maximale qu'il est en mesure de supporter" comme le veut le rapport. La réflexion quant à la fixation d'une limite devrait apprécier les charges supportables dans une optique budgétaire. Le canton propose de fixer la limite à 0.05% du potentiel de ressources.
GE	Le canton soutient <i>en principe</i> la prise de position de la CdC. Mais contrairement à la proposition de la CdC, il est d'avis qu'il faut réduire l'écart proposé dans le rapport du Conseil fédéral de 1% à 0,5% des dépenses totales des cantons.
JU	Le canton soutient <i>en principe</i> la prise de position de la CdC. Mais contrairement à la proposition de la CdC, il est d'avis qu'idéalement <i>aucune limite</i>, qui par nature reste subjective, ne doit être fixée. Du moment que le principe d'une correction est acquis, comme le Conseil fédéral le propose, la défense de l'intérêt général passe avant les éventuelles facilitations administratives. Une limite, même proportionnelle, pénalise particulièrement les petits cantons. Leur sensibilité aux montants proposés est beaucoup plus forte. Ainsi, la valeur de 4,5 mios de francs (tableau 14) proposée pour notre canton n'est pas soutenable, car de nature à réellement mettre en danger notre situation financière. Nous pourrions toutefois admettre une <i>limite maximale telle que la propose la Conférence latine des ministres des finances</i> : 0,05% du potentiel de ressources ou 0,14% des dépenses totales des cantons (un septième des valeurs du tableau 14 du Rapport du Conseil fédéral). Indépendamment de cela, tous les cantons doivent renforcer leur contrôle de la qualité des données pour assurer un résultat globalement équitable. C'est d'ailleurs ce que nous avons mis en place. Nous avons pris nos responsabilités et voulons éviter, dans toute la mesure du possible, les effets d'une nouvelle erreur. Nous sommes également favorables à une <i>intensification des contrôles fédéraux</i>. Un rythme de passage quadriennal nous semble trop faible. De plus, le contrôle fédéral permet de rendre attentifs les cantons à certaines situations particulières apériodiques ou rares. Vu les derniers rapports du Contrôle fédéral des finances, nous ne pouvons nous empêcher de penser que d'autres erreurs ont été commises et n'ont pas été corrigées, ce qui doit être évité dans toute la mesure du possible.
SSV	Der Verband schliesst sich <i>im Grundsatz</i> der Stellungnahme der KdK an. Er beantragt jedoch eine tiefere Erheblichkeitsgrenze als 50 Franken pro Einwohner. Insbesondere bevölkerungsreiche Kantone würden so schlechter gestellt. Anzustreben wäre deshalb aus ihrer Sicht ein tieferer Prozentwert bzw. eine tiefere Stichgrösse pro Einwohner, um zu ermöglichen, dass alle Kantone gleich behandelt werden.
SAB	<i>Wir teilen die Auffassung, dass eine nachträgliche Fehlerkorrektur möglich sein soll.</i> Dies wurde bereits in den Fällen der Kantone St. Gallen und Jura so praktiziert. Die Praxis soll auf eine rechtliche Basis gestellt werden. Eine Ergänzung des FiLaG erscheint uns deshalb zweckmässig. Die Beschränkung auf zwei Jahre erscheint uns ebenfalls zweckmässig. Nachträgliche Korrekturen belasten die Rechnungen der Kantone und allenfalls des Bundes. Nachträgliche Korrekturen sollten deshalb möglichst vermieden werden. Durch eine kurze Frist von zwei Jahren wird der Anreiz zur Lieferung korrekter Daten respektive zur korrekten Berechnung erhöht. Entscheidend wird die Frage sein, welche Fehler als erheblich eingestuft werden und damit einen Korrekturbedarf begründen. Im Vernehmlassungsbericht wird dazu ein Schwellenwert von 1% der Gesamtausgaben resp. 0,35% des Ressourcenpotenzials pro Kanton vorgeschlagen. Pro Kanton ergibt sich somit eine unterschiedliche Erheblichkeitsgrenze. Diese schwankt gemäss Tabelle 14, S. 53 des Vernehmlassungsberichts zwischen 1,2 Mio. Fr. (AI) und 173,3 Mio. Fr. (ZH). Angesichts dieser in absoluten Zahlen doch sehr hohen Werte erscheint uns die Erheblichkeitsgrenze als zu hoch angesetzt. <i>Wir schlagen eine tiefere Erheblichkeitsgrenze von 0,5% der Gesamtausgaben vor.</i> In absoluten Zahlen ausgedrückt würde

	sich eine Grenze zwischen 0,6 Mio. Fr. (AI) und 86,7 Mio. Fr. (ZH) ergeben. Ferner stellt sich die Frage, wer für die Fehlerkorrektur letztlich zuständig ist. Art. 9a(neu), Abs. 1 FiLaG nennt einzig den Bundesrat. Die Kantone werden mit keinem einzigen Wort erwähnt, obschon sie eine nachträgliche Fehlerkorrektur mittragen müssen. Wir schlagen deshalb folgende Ergänzung vor: <i>FiLaG Art. 9(neu), Abs. 1: Der Bundesrat berichtigt nach Anhörung der Kantone fehlerhafte Ausgleichszahlungen ...</i>
FDP.Die Liberalen	Die FDP unterstützt die Vorschläge gemäss Wirksamkeitsbericht.
SP	Die SP unterstützt die Vorschläge gemäss Wirksamkeitsbericht.
economiesuisse	economiesuisse teilt die Ansicht des Bundesrates, dass der Anreiz für eine einwandfreie Datenqualität umso grösser ist, je höher die Erheblichkeitsgrenze festgesetzt wird. Die Organisation beantragt daher, die Erheblichkeitsgrenze auf 2% der Gesamtausgaben zu verdoppeln und die Frist auf ein Jahr zu beschränken.
SBV	Dem SBV erscheint eine Beschränkung der nachträglichen Fehlerkorrektur auf zwei Jahre zweckmässig. Davon ausgehend, dass bei solch komplexen Berechnungen das Risiko für Flüchtigkeitsfehler nicht ausgeschlossen werden kann, schlägt der SBV eine tiefere Erheblichkeitsgrenze von 0,5% der Gesamtausgaben vor.
SGV	L'usam approuve la volonté de prévoir les modalités de correction rétroactive d'éventuelles erreurs affectant les calculs de la péréquation.
SGB	Der SGB spricht sich grundsätzlich für eine restriktive Regelung bei der nachträglichen Korrektur der Ausgleichszahlungen aus. Das erhöht den Anreiz für die Kantone, fehlerfreie Informationen zur Verfügung zu stellen.
RKGK	Ein Fehler soll nur korrigiert werden, wenn er nicht mehr als zwei Jahre zurückliegt. Durch eine kurze Frist wird der Anreiz zur Lieferung korrekter Daten respektive zur korrekten Berechnung erhöht, womit auch die Häufigkeit nachträglicher Korrekturen reduziert wird. Zwei Jahre erachten wir als zweckmässig. Damit lassen sich Fehler, die im Vergleich mit dem Vorjahr festgestellt werden, korrigieren. Der Bund sieht vor, die Daten der einzelnen Kantone jeweils innert vier Jahren zu kontrollieren. Zur Verbesserung der Datenqualität, würden wir eine Verkürzung dieses Kontrollintervalls begrüßen. Als Erheblichkeitsgrenze sind 0.25% der Gesamtausgaben der Kantone vorzusehen, d.h. in absoluten Zahlen würde sich eine Grenze zwischen CHF 0.3 Mio. (AI) und CHF 43.3 Mio. (ZH) ergeben. Ferner stellt sich die Frage, wer für die Fehlerkorrektur letztlich zuständig ist. Art. 9a(neu), Abs. 1 FiLaG nennt einzig den Bundesrat. Die Kantone werden mit keinem einzigen Wort erwähnt, obschon sie eine nachträgliche Fehlerkorrektur mittragen müssen. Wir schlagen deshalb folgende Ergänzung vor: <i>FiLaG Art. 9(neu), Abs. 1: Der Bundesrat berichtigt nach Anhörung der Kantone fehlerhafte Ausgleichszahlungen.</i>
CP	Le CP approuve la volonté de prévoir les modalités de correction rétroactive d'éventuelles erreurs affectant les calculs de la péréquation. La réglementation proposée par le Conseil fédéral laisse toutefois apparaître que de telles corrections n'interviendraient que si elles ont des «conséquences financières importantes» pour au moins un canton, le Conseil fédéral définissant lui-même les limites de cette «importance financière». Par principe, il nous semblerait préférable que toutes les erreurs soient corrigées. Toutefois, compte tenu de la nécessité de maintenir la prévisibilité et la stabilité du système, compte tenu également de notre souhait que la péréquation reste un outil éminemment politique et non purement mathématique (voir nos remarques générales plus haut), le CP peut s'accommoder de la solution proposée.

Tableau 3 Propositions relatives à la compensation des écarts par rapport à la neutralité budgétaire 2008 entre la Confédération et les cantons

Participant	Proposition
KdK	<i>Antrag 1:</i> Die Kantone verlangen einstimmig, dass die im Rahmen der Überprüfung der Einhaltung des Grundsatzes der Haushaltsneutralität zulasten der Kantone festgestellte Abweichung von CHF 100 Millionen korrigiert wird und sowohl die <i>künftigen Beiträge des Bundes um CHF 100 Millionen p.a.</i> erhöht werden als auch eine <i>rückwirkende Kompensation der viermal CHF 100 Millionen</i> für die Jahre 2008 – 2011 vorgesehen wird. <i>Begründung:</i> Bereits vor der Einführung der NFA auf den 1. Januar 2008 wurde vom Bundesrat zugesichert, im Rahmen des ersten Wirksamkeitsberichts auch die Einhaltung der Haushaltsneutralität zwischen Bund und Kantonen aufgrund der Ergebnisse der Jahresrechnung 2008 zu überprüfen und im Falle einer grösseren Abweichung im Rahmen der Neudotierung der Ausgleichsgefässe auf den 1. Januar 2012 eine angemessene Anpassung der Dotierungen vorzunehmen. Im Gegensatz zum Bundesrat erachten die Kantone die festgestellte Abweichung von 4 Prozent des gesamten Ausgleichsvolumens des Bundes als erheblich. Zudem verweisen sie darauf, dass der Bund bereits beim Stabilisierungsprogramm 98 versprochen hatte, die damalige Mehrbelastung der Kantone von rund CHF 500 Millionen im Rahmen der Einführung der NFA zu kompensieren. Entgegen der seinerzeitigen Zusicherung wich der Bund jedoch nur in der Höhe seiner Beteiligung von CHF 244 Millionen am Härteausgleich von der Haushaltsneutralität ab und erfüllte somit sein Versprechen nur zur Hälfte. Die Kantone erwarten deshalb, dass der Bundesrat diesmal das gemachte Versprechen einhält. <i>Antrag 2:</i> - Antrag 2.1: Für die <i>permanente jährliche Erhöhung</i> befürworten die Kantone eine prozentuale Erhöhung der vertikalen Finanzausgleichsgefässe durch den Bund um CHF 100 Millionen p.a. - Antrag 2.2: Für die <i>rückwirkende Korrektur der viermal CHF 100 Millionen</i> befürworten die Kantone eine auf vier Jahre befristete Erhöhung der vertikalen Finanzausgleichsgefässe durch den Bund um CHF 100 Millionen p.a., wobei diese Erhöhung bei der Berechnung der Beitragsgrenze der ressourcenstarken Kantone nicht zu berücksichtigen ist. <i>Begründung:</i> Die Anträge der Kantone beruhen auf den Grundsätzen, dass die Korrekturen systemkonform zu erfolgen haben, dass möglichst alle Kantone davon profitieren und die Beträge der ressourcenstarken Kantone nicht erhöht werden sollen. <i>Minderheitsanträge zum Antrag 2:</i> Sowohl die Mittel aus der permanenten jährlichen Erhöhung als auch jene für die rückwirkende Kompensation sollen vollumfänglich zur Erhöhung des soziodemografischen Lastenausgleichs verwendet werden. Diesen Antrag stellen in ihren Stellungnahmen explizit die Kantone ZH, BS und GE. Der Kanton ZG beantragt diese Lösung nur für die permanente Erhöhung, der Kanton AG nur für die rückwirkende Korrektur. Gemäss dem Kanton SZ ist die nachträgliche Kompensation so auszugestalten, dass sie den ressourcenstarken Kantonen zugute kommt. Eventualiter kann die Kompensation auch über die Einwohnerzahl erfolgen, so dass alle Kantone gleichermassen davon profitieren. Per il cantone del Ticino e per quanto riguarda il periodo 2008-2011, è possibile rinunciare a una compensazione, tenuto conto di quanto presentato nel messaggio NPC del 2006 (il messaggio, non contestato, indicava la possibilità di tenere conto di questi scarti, ma soltanto nell'ambito del successivo periodo quadriennale). <i>Begründung der Minderheitsanträge:</i>

	Mit einer Verwendung der Mittel für den SLA kann die Abgeltung der Sonderlasten in Richtung der im Gutachten ecoplan aufgezeigten Verhältnisse verschoben werden, ohne dass die Kantone mit GLA belastet werden.
sämtliche 26 Kantonsregierungen	Sämtliche 26 Kantonsregierungen schliessen sich der Stellungnahme der KdK an (zu beachten sind auch die von der KdK erwähnten Minderheitsanträge einzelner Kantone).
ch gemeinden	Der Schweizerische Gemeindeverband beantragt, dass die nunmehr aufgrund von Erfahrungswerten festgestellte Mehrbelastung der Kantone um 100 Millionen Franken rückwirkend ab 2008 vom Bund nach dem bisherigen Ausgleichssystem ausgeglichen wird.
SSV	Entgegen dem erklärten Ziel des Bundesrates hat sich gezeigt, dass die Einführung der NFA nicht kostenneutral ausgefallen ist. Vielmehr wurden die Kantone mit 100 Millionen Franken belastet. Diesen Fehler gilt es (auch rückwirkend) zu korrigieren. Die Städte verlangen dabei, dass diese Summe vollumfänglich dem sozio-demografischen Lastenausgleich zugutekommt. Damit wäre ein erster Schritt getan, das Verhältnis zwischen Abgeltung der GL und der SL etwas zugunsten der SL zu verschieben, ohne die Nutzniesser des GL zu benachteiligen.
SAB	Die SAB teilt die Auffassung des Bundesrates nicht. Die Kantone wurden durch die Einführung der NFA um 100 Millionen Franken zusätzlich belastet, während der Bund und die Sozialwerke im gleichen Umfang entlastet wurden. Bei der Belastung der Kantone handelt es sich nicht um einen einmaligen Effekt. Mit der Fortschreibung der Ausgleichsmechanismen (z.B. Anpassung an die Teuerung beim Lastenausgleich) pflanzt sich dieser Fehler systematisch weiter fort. Die SAB teilt deshalb die Auffassung der Kantone, dass der Fehler korrigiert werden muss. Die Abweichung von 100 Millionen Franken macht 4% des Ausgleichsvolumens aus und ist damit für die Kantone sehr wohl erheblich. Die Erheblichkeit steht auch in Übereinstimmung mit den Schwellenwerten für nachträgliche Fehlerkorrekturen (vgl. Antwort der SAB zu Frage 1). Die SAB schliesst sich der Argumentation der Finanzdirektorenkonferenz an und fordert – die permanente Erhöhung des vertikalen Ressourcenausgleichs um 100 Millionen Franken sowie – eine temporäre Erhöhung des vertikalen Ressourcenausgleichs in der Periode 2012 – 2015 um 400 Millionen Franken (4 x 100 Mio. Fr.). Sollte der Bundesrat mit diesem Vorschlag nicht einverstanden sein, so fordern wir die Anrechnung der 400 Millionen Franken aus der Periode 2008 – 2011 an die Aufgabenüberprüfung des Bundes resp. das Konsolidierungsprogramm 2011 – 13. Die 400 Millionen Franken entsprechen ja schliesslich einer Entlastung des Bundeshaushaltes. <i>Der Kompensationsbeitrag sollte anteilmässig auf die drei Ausgleichsgefässe verteilt werden.</i> Denn durch die 100 Millionen Franken wurden alle Kantone belastet. Eine einseitige Aufstockung des SLA wie von urbanen Kantonen gefordert, widerspricht dieser Belastung und der Logik der NFA.
FDP.Die Liberalen	Die FDP.Die Liberalen teilen die Auffassung des Bundesrates, dass kein Ausgleich der Abweichung von der Haushaltsneutralität erfolgen soll und dass auf eine permanente Erhöhung des Bundesbeitrages sowie auch auf eine rückwirkende Kompensation für die Jahre 2008 – 2011 zu verzichten ist. Die ermittelte Abweichung von 100 Millionen ist vor dem Hintergrund der Gesamtdotierung der Ausgleichsgefässe von rund 2,5 Milliarden relativ gering und kann deshalb nicht als grössere Abweichung von der Haushaltsneutralität im Sinne der dritten NFA-Botschaft interpretiert werden. Eine Kompensation ist deshalb nicht angezeigt.
SP	Die SP erachtet die Position der Kantone als nachvollziehbar, wonach es sich um eine erhebliche Abweichung handelt, die einer nachträglichen und permanenten Korrektur bedarf. Im Sinne einer Verringerung des Ungleichgewichts zwischen dem soziodemografischen

	und dem geografisch-topografischen Lastenausgleich befürwortet die SP, dass die Kompensation vollumfänglich in den soziodemografischen Ausgleich fliesst. So können in einem ersten Schritt urbane Kantone mit hohen Zentrumskosten stärker entschädigt werden, ohne dass die Bergkantone dadurch finanziell benachteiligt würden.
economiesuisse	economiesuisse teilt die Ansichten des Bundesrates, dass die festgestellte Abweichung von der Haushaltsneutralität gering und unerheblich ist. Aufgrund der teilweise unvollständigen Daten und des Effekts des ratenweisen Vorbezugs war dieses Ergebnis nicht absehbar und hätte auch zu Ungunsten des Bundeshaushaltes ausfallen können. <i>Eine Aufstockung der Ausgleichszahlungen ist deshalb weder jetzt noch im Hinblick auf die Neudozierung der Ausgleichsgefässe gerechtfertigt. Die Forderungen der Kantone, die in diese Richtung zielen, lehnt economiesuisse entschieden ab.</i> Beträge, welche über die 100 Millionen Franken aufgrund der Abweichung von der Haushaltsneutralität hinausgehen, entbehren jeglicher Grundlage. Die Forderungen hätten für den Bundeshaushalt Zusatzbelastungen von 200 Mio. pro Jahr zur Folge – dies zu einem Zeitpunkt, indem das Konsolidierungsprogramm 2011-2013 bereits Entlastungen von 1,5 bis 1,6 Mrd. Franken vorsieht. Noch weniger nachvollziehbar ist die Forderung der Stadtkantone, mit dem Kompensationsbetrag ausschliesslich den soziodemografischen Lastenausgleich aufzustocken. <i>Sollte sich das Parlament entgegen der Ansicht des Bundesrates zu einer Kompensation entscheiden, muss der entsprechende Betrag gemäss Verteilschlüssel für den geografisch-topografischen und den soziodemografischen Lastenausgleich gesprochen werden. Es gibt keine stichhaltigen Argumente, weshalb der Betrag ausschliesslich in den soziodemografischen Lastenausgleich fliessen sollte.</i> Vom soziodemografischen Lastenausgleich erhalten derzeit nur acht Kantone Beträge, davon liegt die Hälfte beim Ressourcenindex deutlich über dem schweizerischen Durchschnitt (ZH, BS, VD, GE). Weitere Zuwendungen an wirtschaftlich besonders starke Kantone sind deshalb nicht gerechtfertigt.
SBV	Es müssen zugunsten der Kantone sowohl eine permanente als auch eine rückwirkende Kompensation der 100 Millionen Franken vorgesehen werden. Die Kompensationsbeträge sollen anteilmässig auf die drei Ausgleichsgefässe verteilt werden. Durch die 100 Millionen Franken wurden alle Kantone belastet. Eine einseitige Aufstockung des SLA, wie von urbanen Kantonen gefordert, widerspräche dieser Belastungslogik und der Systematik der NFA.
SGV	Au démarrage de la péréquation, la neutralité budgétaire était une des conditions fixées. Or le contrôle effectué démontre au contraire que la Confédération gagne 100 millions de francs par année. Ce montant devra dès lors être compensé.
SGB	Nach Auffassung des SGB kann auf eine Kompensation der Abweichung von der Haushaltsneutralität verzichtet werden. Einerseits ist der Betrag von 100 Mio. Fr. zu geringfügig. Ein Verzicht auf die Kompensation ist andererseits auch aufgrund der Finanzsituation der Kantone sowie aufgrund des in den Kantonen vorhandenen Steuersubstrats gerechtfertigt. Wenn eine Kompensation erfolgt, muss sie in den soziodemografischen Lastenausgleich fliessen.
RKGK	Die RKGK teilt die Auffassung des Bundesrates nicht. Die Kantone wurden durch die Einführung der NFA jährlich um CHF 100 Millionen Franken zusätzlich - entgegen den Annahmen in der NFA-Vorlage - belastet, während der Bund und die Sozialwerke im gleichen Umfang entlastet wurden. Mit der Fortschreibung der Ausgleichsmechanismen (z.B. Anpassung an die Teuerung beim Lastenausgleich) pflanzt sich dieser Fehler systematisch weiter fort. Die Abweichung von CHF 100 Millionen Franken macht 4% des Ausgleichsvolumens aus und ist für die Kantone sehr wohl erheblich. Die Erheblichkeit steht auch in Übereinstimmung mit den Schwellenwerten für nachträgliche Fehlerkorrekturen (vgl. Antwort der RKGK zu Frage 1). Die Konferenz weist an dieser Stelle auch darauf hin, dass es sich nicht um eine Kompensation, sondern um eine Fehlerkorrektur handelt. Die vertikalen Finanzausgleichsgefässe sollen prozentual um CHF 100 Millionen Franken erhöht werden, d.h. die Korrektur sollte anteilmässig auf die drei Ausgleichsgefässe (ge-

	mäss Tabelle 27 des Wirksamkeitsberichts vom 31. März 2010) verteilt werden. Denn durch die 100 Millionen Franken wurden alle Kantone belastet. Eine einseitige Aufstockung des SLA wie von urbanen Kantonen gefordert, widerspricht dieser Belastung und der Logik der NFA.
CP	Les cantons découvrent que la nouvelle péréquation leur impose une charge globale supplémentaire de 100 millions de francs par année, contrairement à ce qui était prévu; ils réclament que la Confédération compense cette charge. Le CP estime que cette revendication est légitime.
Handelskammer beider Basel	Die Handelskammer spricht sich sowohl für eine permanente als auch eine rückwirkende Kompensation der 100 Millionen Franken zugunsten der Kantone aus. Die Kompensationszahlungen sollen dabei ausschliesslich dem SLA zugeführt werden (Verbesserung hin zu dem angestrebten Verhältnis gemäss effektiver Lastenverteilung SLA/GLA, ohne dass die Gebirgskantone belastet werden, bzw. bei einer Verschiebung des Verhältnisses auf 73% zu 27% fällt die Belastung der Gebirgskantone geringer aus.

Tableau 4 Propositions relatives à la fixation de la contribution de base à la péréquation des ressources pour la période 2012 à 2015

Participant	Proposition
KdK	<i>Antrag:</i> Die Kantone befürworten die vorgeschlagene Fortschreibung gemäss den bisherigen Regeln des FiLaG. <i>Begründung:</i> Die Untersuchungen des Wirksamkeitsberichts zur Zielerreichung der Finanzausgleichsinstrumente lassen keinen Schluss zu, der eine stärkere Erhöhung der Mittel rechtfertigen würde. <i>Minderheitsantrag 1:</i> Der Beitrag der ressourcenstarken Kantone ist auf das verfassungsmässige Minimum von zwei Dritteln des Bundesbeitrags zu reduzieren. Gleichzeitig ist eine Regel einzuführen, wonach der Ressourcenausgleich für Kantone, deren standardisierter Steuersatz unter den durchschnittlichen standardisierten Steuersatz der ressourcenstarken Kantone liegt, gekürzt wird. Diesen Antrag stellen in ihren Stellungnahmen explizit die Kantone ZH, SZ, ZG, BS, und GE. <i>Begründung:</i> Die ressourcenstarken Kantone werden wegen der Wirtschafts- und Finanzkrise erhebliche Steuereintrübe erleiden. Um die Schweizer Volkswirtschaft und insbesondere die internationale Konkurrenzfähigkeit der ressourcenstarken Kantone nicht übermässig zu beeinträchtigen, muss deshalb der Beitrag der ressourcenstarken Kantone auf die verfassungsmässige Untergrenze von zwei Dritteln des Bundesbeitrags gesenkt werden. Mit der Einführung einer Kürzungsregel soll verhindert werden, dass ressourcenschwache Kantone mit Mitteln aus dem Ressourcenausgleich Steuersenkungen finanzieren, die bewusst deutlich unter den Steuertarifen der ressourcenstarken Kantone angesetzt sind. <i>Minderheitsantrag 2 (Zusatzantrag):</i> Es sind Massnahmen zu treffen, damit der provisorische Ressourcenindex ohne Qualitätsverlust spätestens Ende April den Kantonen kommuniziert werden kann. Diesen Antrag stellt in seiner Stellungnahme an das Eidg. Finanzdepartement explizit der Kanton AG. <i>Begründung:</i> Die Publikation der provisorischen Indexwerte im Rahmen der Eröffnung der Anhörung bei den Kantonen jeweils Anfang Juli ist zu spät. Zu diesem Zeitpunkt hat die Budgetbe-

	reinigung durch den Regierungsrat bereits stattgefunden. Angesichts der kaum vermeidbaren jährlichen Volatilität der Ein- und Auszahlungen muss der Datenerhebungsprozess entsprechend verkürzt werden.
Zusatzanträge / -Bemerkungen einzelner Kantone:	
ZH	Wie unter "KdK" erwähnt, unterstützt der Kanton ZH den KdK-Minderheitsantrag 1. Er stellt zudem zwei weitere Anträge: - Es ist eine «Anti-Dumping-Regelung» bei den Steuersätzen vorzusehen: Um den nationalen Steuerwettbewerb auf eine faire Grundlage zu stellen, sollen die NFA-Beiträge an ressourcenschwache Kantone herabgesetzt oder gestrichen werden, wenn sie die steuerlichen Mindestsätze der Geberkantone – auch in steuerlichen Nischenbereichen – unterbieten. - Im Weiteren fordert der Kanton ZH: Sollte das Mindestausstattungsziel in einzelnen Empfängerantonen nicht erreicht werden können, ist der Verteilungsmechanismus dahingehend zu verbessern, dass die ressourcenschwächsten Kantone verhältnismässig stärker von den zur Verfügung stehenden Mittel profitieren können.
SZ	Der Kanton SZ fordert folgende "Anti-Steuerdumping-Regelung": ("Faire NFA-Beiträge") Die Höhe des Ressourcenausgleichs wird für jene Kantone vermindert, deren standardisierter Steuersatz unter dem durchschnittlichen standardisierten Steuersatz der finanzstarken Kantone (Durchschnittssteuersatz) liegt. <i>Begründung:</i> Die NFA hat zum Ziel, den Föderalismus und die Position der ressourcenschwachen Kantone zu stärken. Die Grenzen der föderalen Solidarität sind jedoch spätestens dann ausgereizt, wenn ressourcenschwache Kantone die NFA-Gelder dazu (aus)nutzen, um Steuererleichterungen zu finanzieren, die bewusst deutlich unter den Steuertarifen der ressourcenstarken Kantone angesetzt sind. Zudem wurden im Herbst 2009 auch direkte Abwerbungsaktionen von ressourcenschwachen Kantonen bekannt – entgegen einer im Jahr 1997 getroffenen und 2008 erneuerten Vereinbarung der Konferenz Kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren (VDK). Dem unfairen Verhalten und den unlauteren Methoden ist entgegenzuwirken, indem die Ausgleichszahlungen der Nehmerkantone von deren kantonalen Steuerpolitik abhängig gemacht werden. Die Höhe des Ressourcenausgleichs wird für jene Kantone vermindert, deren standardisierter Steuersatz unter dem durchschnittlichen standardisierten Steuersatz der finanzstarken Kantone (Durchschnittssteuersatz) liegt. Die Verminderung entspricht der Differenz zwischen dem effektiven Steuerertrag und demjenigen, der mit diesem Durchschnittssteuersatz erzielt würde. Übersteigt die Differenz die Mittel, die für diesen Kanton errechnet wurden, werden diese vollständig gekürzt.
ZG	Wie unter "KdK" erwähnt, unterstützt der Kanton ZG den KdK-Minderheitsantrag 1. Er bemerkt zudem Folgendes: - Es ist festzuhalten, dass die Finanzkraftunterschiede gemäss dem Konzept der aggregierten Steuerbemessungsgrundlage überzeichnet werden. Das im Wirksamkeitsbericht S. 111 zitierte Gutachten der BAK Basel bestätigt zwar, dass sich ein weitgehend übereinstimmendes Bild von Wirtschaftskraft und Ressourcenindex ergibt. Indem im BAK-Gutachten alle Vergleichsgrössen indexiert werden, wird jedoch ausgeblendet, dass die Bandbreite beim Ressourcenindex deutlich weiter auseinander liegt, als bei anderen verglichenen Messgrössen. Die Unterschiede der Wirtschaftskraft werden dadurch verzerrt; die auf dieser Basis berechneten Beiträge fallen folglich zu hoch aus. - Gemäss Kapitel 4 des Wirksamkeitsberichts, Volatilität der Beiträge des Ressourcenausgleichs, wird die Volatilität der Beiträge anhand der Durchschnittswerte beurteilt. Dies verzerrt die Realität in der kantonalen Praxis erheblich. Anhand der Werte 2009 und 2010 ist zu erkennen, dass beispielsweise die Belastung des Kantons

	Schwyz für den Ressourcenausgleich von 50 auf 61 Mio. Franken – also um 22% ansteigt. Eine um 22% höhere Belastung von einem Jahr auf das andere, die übrigens nicht einmal ein halbes Jahr vor dem neuen NFA-Jahr bekannt wird, ist erheblich. Wenn nun im Bericht nur mit Durchschnittswerten gerechnet wird, stellt dies die Realität in den Kantonen falsch dar. - Obwohl die politische Steuerbarkeit des Finanzausgleichsystems ein erklärtes Ziel der NFA war, soll nun alles möglichst unverändert fortgeschrieben werden. Entsprechend bedauern wir, dass die teilweise eher zufällig entstandenen Modellannahmen der NFA wie das Verhältnis von horizontalem und vertikalem Ressourcenausgleich oder auch das Verhältnis SLA/GLA im Wirksamkeitsbericht nicht kritisch hinterfragt werden. Der vorliegende Bericht wäre unseres Erachtens der richtige und vorgesehene Zeitpunkt für eine neue Würdigung.
BS	Wie unter "KdK" erwähnt, unterstützt der Kanton BS den KdK-Minderheitsantrag 1. Er stellt zudem einen weiteren Antrag: Mittelfristig, d.h. für die übernächste Dotierung der Ausgleichsgefässe, ist eine Verschiebung von Mitteln aus dem Ressourcen- in den Lastenausgleich zu prüfen (heute zu starkes Übergewicht des Ressourcenausgleichs).
JU	Le canton relève qu'il n'a pas pu compter sur : - une augmentation de son autonomie (bilan financier clairement négatif suite à l'introduction de la RPT); - une réduction des disparités financières (indice JU en baisse; l'écart augmente comme les tableaux 17 et 18 le montrent); - la dotation minimale de 85 % n'est pas atteinte. Le fait que la compensation des cas de rigueur permette de dépasser cette limite de 85% n'est que temporaire, puisque cette aide exogène au système disparaîtra progressivement dès 2016.
Stellungnahmen der übrigen Vernehmlasser:	
SSV	Die Städte sind in dieser Frage gespalten. Ein Teil der Städte teilt die Auffassung des Bundesrates und argumentiert, die Neufestlegung sei aufgrund der erst 2- bis 3-jährigen Erfahrungswerte, auf denen der Bericht beruht, noch nicht sinnvoll. Genauere Analysen werde erst der zweite Wirksamkeitsbericht über die Jahre 2012 – 2015 liefern und allfällige Anpassungen seien dann zu erwägen. Eine Minderheit der Städte schlägt aber schon heute die Dotierung des horizontalen Ausgleichs mit 2/3 des Bundesbeitrages vor. Ausserdem fordern sie, die Höhe des Ressourcenausgleichs solle für jene Kantone vermindert werden, deren standardisierter Steuersatz unter dem durchschnittlichen Steuersatz der finanzstarken Kantone (Durchschnittssteuersatz) liegt.
SAB	Bezüglich der Festlegung des Grundbeitrags ist die RKGK mit dem Vorschlag des Bundesrates einverstanden. Die Beiträge sollen nach den geltenden Regeln fortgeschrieben werden. Eine Reduktion des Beitrages der ressourcenstarken Kantone an den horizontalen Ressourcenausgleich von heute 70% des vertikalen Ressourcenausgleichs auf den Minimalsatz von 67% lehnt die Konferenz ab. Für diese ablehnende Haltung sprechen folgende Argumente: - Die NFA ist ein fein austariertes und politisch breit abgestütztes System. Änderungen an einer Stelle stellen unmittelbar die Wirkung des Gesamtsystems in Frage. Durch eine Reduktion des horizontalen Ressourcenausgleichs könnte beispielsweise das Ziel des Disparitätenabbaus auf eine minimale Ressourcenausstattung von 85 Indexpunkten für mehrere Kantone verfehlt werden (es wird heute schon nicht ganz eingehalten). - Die NFA hat die ressourcenstarken Kantone in ihrer Handlungsfähigkeit nicht eingeschränkt. Das Ressourcenpotenzial dieser Kantone ist in den letzten Jahren sogar stärker gestiegen als in den ressourcenschwachen Kantonen (vgl. dazu z.B. Abbildung

	2 auf Seite 29). Auch die ressourcenstarken Kantone konnten trotz der Einführung der NFA Steuersenkungen durchführen und damit ihre steuerliche Wettbewerbsfähigkeit wahren und ausbauen. Der pro Kopf am stärksten belastete Kanton Zug konnte sogar eine Reserve bilden für allfällige spätere Ausgleichszahlungen gemäss NFA. - Die Beiträge der ressourcenstarken Kantone an den horizontalen Ressourcenausgleich waren in der Vorbereitungsphase der NFA und auch in der parlamentarischen Debatte immer wieder ein Thema. Das Parlament hat sich mit dieser Frage eingehend auseinandergesetzt und sich letztlich für die Variante 70% ausgesprochen. Seither liegen keine neuen Erkenntnisse vor, welche eine Änderung dieses Verhältnisses gerechtfertigen würden.
FDP.Die Liberalen	Die Partei ist mit der vorgeschlagenen Fortschreibung der Grundbeiträge an den horizontalen und vertikalen Ressourcenausgleich nach der geltenden Methode gemäss FiLaG (Art. 5, Abs. 2 FiLaG) einverstanden. Darüber hinaus gehende Massnahmen (eine Aufstockung der Bundesbeiträge bzw. eine Kürzung der Beträge der ressourcenstarken Kantone) drängen sich heute nicht auf.
SP	Die SP schlägt vor, eine Erhöhung des Beitrages der ressourcenstarken Kantone an den horizontalen Ressourcenausgleich auf 73, 5 Prozent ins Auge zu fassen. Dieser Wert entspricht genau der Mitte zwischen der von Verfassung und Gesetz vorgesehenen Bandbreite von 66,6 bis 80 Prozent des Bundesbetrags. Die NFA hat gemäss Wirkungsbericht die ressourcenstarken Kantone in ihrer Handlungsfähigkeit nicht eingeschränkt und der pro Kopf am stärksten verpflichtete Kanton Zug verfügte nach Steuersenkungen sogar noch über genügend Spielraum, um Reserven für anstehende Ausgleichszahlungen äufnen zu können. Die von den ressourcenkräftigsten Kantonen vorgeschlagene Reduktion ihres Beitrags lehnt die SP infolgedessen mit aller Deutlichkeit ab.
economiesuisse	Bei der Festsetzung des Grundbetrages für das Jahr 2012 unterstützt economiesuisse den Antrag der ressourcenstarken Kantone, den Kantonsanteil innerhalb des Ressourcenausgleichs bei der Neudotierung auf den Mindestprozentsatz von 66,7% zu senken. Alternativ wäre der Satz wieder auf 70% zu senken, wie beim Übergang zur NFA im Jahr 2008. Dafür sprechen folgende Gründe: - Aufgrund der steuerlichen Hochkonjunkturjahre 2007 und 2008 dürfte der Anteil der ressourcenstarken Kantone am Ressourcenausgleich bis 2011 auf fast 73% ansteigen. Mit der Neudotierung für die Jahre 2012-2015 besteht somit die Gefahr, dass dieser Anteil bald die obere Grenze von 80% erreicht, womit die Beiträge allenfalls nicht mehr gemäss den Fortschreibungsregeln im Gesetz (Art. 5 Abs. 2 FiLaG) erhöht werden könnten. Ein solches Ereignis wäre jedoch schädlich für das Vertrauen in den Finanzausgleich, sowie für dessen Verlässlichkeit und Kontinuität. Ein Absenken auf 66,7% bzw. 70% stellt sicher, dass die Fortschreibungsregeln berücksichtigt werden können. Bund und Kantone haben zudem für vier Jahre (2012-2015) eine höhere Planungssicherheit. - Die Auswirkungen der Finanz- und Wirtschaftskrise, welche im Wirksamkeitsbericht kaum Erwähnung finden, werden dadurch zumindest teilweise berücksichtigt. Die Ausgleichszahlungen für 2010 basieren auf den Steuererträgen der Jahre 2004 bis 2006. Der Bund und die Kantone haben in den kommenden Jahren mit finanziellen Engpässen zu kämpfen. In den Jahren 2011 und 2012 fliessen nun die Steuererträge aus der Hochkonjunktur von 2007 und 2008 in die Berechnung der Ausgleichszahlungen ein, so dass der Bund und die ressourcenstarken Kantone trotz einbrechenden Einnahmen deutlich höhere Ausgleichszahlungen leisten müssen. Das Verwenden von Dreijahresdurchschnitten führt höchstens zu einer leichten Abmilderung dieser Umstände. - Weil das Parlament den Grundbeitrag alle vier Jahre festlegt und anschliessend die Fortschreibungsregeln von Art. 5 Abs. 2 FiLaG gelten, führt dies zu einer Solidarhaft-

	tung der Geberkantone: Fällt ein ressourcenstarker Kanton unter den Indexwert von 100 oder büsst zumindest einige Indexpunkte ein, so werden die übrigen ressourcenstarken Kantone zusätzlich belastet (aufgrund der unveränderten Gesamtsumme der Transfers).
SBV	Der SBV ist mit dem Vorschlag des Bundesrates einverstanden. Eine Reduktion des Beitrags der ressourcenstarken Kantone auf 67% des Beitrags des Bundes wird abgelehnt. Es besteht keine überproportionale Belastung der ressourcenstarken Kantone, und deshalb besteht kein entsprechender Handlungsbedarf.
SGV	Approbation de la proposition du Conseil fédéral.
SGB	Der SGB spricht sich dafür aus, die Grundbeiträge unverändert zu lassen. Eine Senkung des Beitrags der ressourcenstarken Kantone lehnt der SGB ab.
RKKG	Praktisch identische Stellungnahme wie die SAB.
CP	Les cantons à fort potentiel de ressources demandent à ce que leur contribution à la péréquation des ressources soit réduite à 67% de la contribution fédérale – soit le minimum prévu par la loi – au lieu de 70% actuellement; ils demandent en outre un mécanisme de plafonnement de leurs contributions à la péréquation. Le CP renonce à se prononcer sur la première requête mais considère en revanche que la demande de plafonnement est, dans son principe, parfaitement légitime et doit être étudiée plus avant.
Handelskammer beider Basel	Die Handelskammer unterstützt den Antrag der ressourcenstarken Kantone, deren Beitrag an den Ressourcenausgleich auf zwei Drittel der Bundesleistung abzusenken. Infolge der Finanz- und Wirtschaftskrise werden die Steuereinnahmen der Kantone wegbrechen.

Tableau 5 Propositions relatives à la fixation de la contribution de base à la compensation des charges et au rapport entre la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS) et celle des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG) pour la période 2012 à 2015

Participant	Proposition
KdK	<i>Antrag 1:</i> Die Kantone unterstützen die vorgeschlagene Fortschreibung gemäss den bisherigen Regeln des FiLaG. <i>Begründung:</i> Die Untersuchungen des Wirksamkeitsberichts zur Zielerreichung der Finanzausgleichsinstrumente lassen keinen Schluss zu, der eine stärkere Erhöhung der Mittel rechtfertigen würde. <i>Antrag 2:</i> Die Kantone möchten am bisherigen Verhältnis 50 % GLA zu 50 % SLA festhalten. <i>Begründung:</i> Die Dotierung der Teilindikatoren des Lastenausgleichs wurde bereits bei der Einführung der NFA kontrovers diskutiert. Die identische Dotierung von GLA und SLA wurde letztlich politisch beschlossen, in Kenntnis der wissenschaftlichen Gutachten zur Festlegung der Sonderlasten der Kantone. Der Wirksamkeitsbericht bestätigt die grundsätzlichen Resultate, insbesondere jene des Gutachtens zur Dotierung der Instrumente des Lastenausgleichs. Insofern wurden seit dem Zeitpunkt der Einführung der NFA keine zusätzlichen Erkenntnisse gewonnen. Eine Anpassung des Verhältnisses bei konstantem Mitteleinsatz würde zu einer unerwünschten nominalen Reduktion des GLA führen. <i>Minderheitsantrag zu Antrag 2:</i>

	Die Aufteilung ist an das in der Studie ecoplan ermittelte Verhältnis von 27 % GLA zu 73 % SLA anzupassen. Diesen Antrag stellen in ihren Stellungnahmen explizit die Kantone ZH, ZG, BS, SH, VD und GE. <i>Begründung des Minderheitsantrags:</i> Die Daten des Wirksamkeitsberichts bestätigen, dass die politisch festgesetzte hälftige Aufteilung der Mittel auf den GLA und den SLA nicht sachgerecht ist. Bereits in der 3. NFA-Botschaft (BBl 2007, S. 676) wurde ein Verhältnis von 28 Prozent geografisch-topografischen zu 72 Prozent soziodemografischen Sonderlasten festgestellt. Die soziodemografischen Sonderlasten haben inzwischen noch leicht zugenommen. Dieses bestätigte Ergebnis über das Verhältnis der Sonderlasten muss sich auf die Dotierung der Lastenausgleichsgefässe auswirken.
Zusatzanträge / -Bemerkungen einzelner Kantone:	
ZH	Im Unterschied zur KdK <i>beantragt</i> der Kanton ZH, dass das 2008 ausgehandelte Aufteilungsverhältnis zwischen Ressourcen- und Lastenausgleich auch für die zweite NFA-Periode beibehalten wird. Dieses Verhältnis entspricht dem «auf die erste NFA-Botschaft erarbeiteten Konsens zwischen Bund und Kantonen» (Bericht S. 24). <i>Begründung:</i> Mit der ersten NFA-Botschaft wurde im Jahr des Inkrafttretens der NFA die gesamte dem Bund zur Verfügung stehende Summe zu 72,5% in den vertikalen Ressourcenausgleich und zu 27,5% in den Lastenausgleich zugewiesen. Da die Ausgleichstöpfe mit unterschiedlicher Dynamik wachsen, haben sich die Verhältnisse seit 2008 deutlich zuungunsten des Lastenausgleichs verschoben: Für die Jahre 2008–2010 betragen die Zuwächse für den vertikalen Ressourcenausgleich 9,1% (4,4% pro Jahr), für den horizontalen Ressourcenausgleich 11,7% (5,7% pro Jahr) und für den Lastenausgleich 1,9% (0,9% pro Jahr). Aufgrund dieser unterschiedlichen Dynamik nimmt die Bedeutung des Lastenausgleichs im Vergleich zum Ressourcenausgleich ab. Der Anteil des Lastenausgleichs an den Bundesmitteln sank von 27,5% im 2008 auf 26,2% im 2010 und wird mit der gegenwärtigen Regelung bis 2012 weiter auf 24,2% zurückgehen. Der Bund finanziert damit einen immer geringeren Anteil der Sonderlasten. Finanziell sind die Auswirkungen vor allem mittel- bis langfristig bedeutend. Bezüglich des Verhältnisses zwischen SLA und GLA unterstützt der Kanton ZH den <i>Minderheitsantrag KdK</i>.
Stellungnahmen der übrigen Vernehmlasser:	
ch gemeinden	Bei der Gewichtung der Ausgleichszahlungen sollen die geographisch-topographischen Lasten und die soziodemographischen Lasten weiterhin gleich stark bewertet werden. Die Abgeltung der soziodemografischen Sonderlasten als neuer Ausgleichstatbestand ist erst im neuen Finanzausgleich aufgenommen worden. Eine Veränderung der Aufteilung (50% GLA; 50% SLA) nach einer so kurzen Zeit ist nicht vertretbar. Zudem sind die Indikatoren für den SLA sehr stark auf rasch sich verändernde wirtschaftliche und demographische Faktoren ausgerichtet.
SSV	Was der Bundesrat bereits früher festgestellt hat, wird im Wirkungsbericht bestätigt: die soziodemografischen Sonderlasten fallen weit mehr ins Gewicht als die geografisch-topografischen. Das Verhältnis hat sich seit der letzten Berechnung sogar noch leicht verschärft. Die GL machen 27 Prozent (bislang 28 %), die SL insgesamt 73 Prozent (bislang 72 %) aus. Eine vom Schweizerischen Städteverband in Auftrag gegebene wissenschaftliche Studie stützt diese Aussage. Sie dokumentiert unter anderem die Nettolasten der Städte und städtischen Gemeinden in verschiedenen Bereichen und vergleicht diese mit den Nettolasten der übrigen Gemeinden im gleichen Kanton. Erste Ergebnisse dieser Studie liegen bereits vor. Die vom Berner Büro ecoplan realisierte Studie hat errechnet, dass im Durchschnitt aller Städte mit mehr als 20'000 Einwohnern die Nettobelastung über alle Funkti-

	onsbereiche (ohne Finanzen und Steuern) im Jahr 2007 CHF 3183 pro Kopf betrug. Im Schnitt liegt die Nettobelastung in diesen Städten damit rund 39 Prozent höher als in den übrigen Gemeinden (CHF 2288 pro Kopf). Städte und urbane Gemeinden müssen für die soziale Sicherheit 57 Prozent mehr ausgeben als die übrigen Gemeinden. Besonders krass ist die Mehrbelastung der Städte im Bereich der öffentlichen Sicherheit. Pro Kopf der Bevölkerung liegen die Kosten in Städten 2,65-mal so hoch wie in nicht-urbanen Gemeinden. Hohe Zusatzlasten tragen Städte und urbane Gemeinden auch beim Verkehr (40 Prozent mehr). Je urbaner und grösser eine Gemeinde, umso höher fällt die Nettobelastung aus. Diese Ergebnisse bestärken die Städte in ihrem Anliegen, die SL im Lastenausgleich besser zu berücksichtigen. Unser Anliegen stützt sich auch darauf, dass der NFA-Wirkungsbericht feststellt, dass Sonderlasten der Kernstädte nur mit 5 Prozent abgegolten sind und die übrigen SL mit 12 Prozent, was zusammen einer Abgeltung von lediglich 8,3 Prozent der SL entspricht. Die urbanen Kantone tragen also über 90 Prozent ihrer Sonderlasten selber. Hingegen werden die GL immerhin zu 22 Prozent abgegolten. Dieses Missverhältnis gilt es zu korrigieren. Die Argumente des Bundesrates, die gegen eine Anpassung des Verhältnisses zwischen GLA und SLA aufgeführt werden, erachten wir als nicht stichhaltig. Die Städte halten deswegen an ihrer Forderung fest, die GL und die SL entsprechend ihrem Gewicht abzugelten. Dabei geht es den Städten nicht darum, den ländlicheren Gebieten etwas wegzunehmen. Wie einleitend festgestellt, stehen die Städte voll umfänglich hinter dem Solidaritätsgedanken der NFA. Bei der Abgeltung der Sonderlasten, die aufgrund klarer Kriterien bemessen werden, geht es allerdings nicht um einen Ausgleich im Sinne einer Umverteilung wie beim umfangmässig weit gewichtigeren Ressourcenausgleich, sondern um die Abgeltung objektiv berechneter Sonderlasten. Es ist nicht einzusehen, warum die SL schlechter abgegolten werden als die GL.
SAB	<i>Die SAB teilt die Auffassung, dass der Grundbeitrag an den Lastenausgleich gemäss Art. 9, abs. 2 FiLaG fortgeschrieben werden soll. Zwar könnten wir aus Sicht der Gebirgskantone argumentieren, dass die NFA ihr Ziel einer minimalen Ressourcenausstattung von 85 Indexpunkten im Jahr 2010 knapp nicht erreicht und deshalb der GLA aufgestockt werden müsse. Im Interesse eines stabilen und verlässlichen Systems verzichten wir aber vorerst auf diese Forderung.</i> <i>Die SAB begrüsst ausdrücklich den Entscheid des Bundesrates, das Verhältnis zwischen GLA und SLA bei 50 zu 50 Prozent zu belassen und lehnt eine Veränderung zu Gunsten des SLA entschieden ab. Die SAB hat zusammen mit Vertretern der Kantone Appenzell Ausserrhodens, Freiburg, Graubünden, Jura, Uri und Wallis einen ausführlichen Bericht zu dieser Fragestellung verfasst. Der Bericht ist auf www.sab.ch abrufbar. Bestandteil dieses Berichtes ist ein Gutachten von Prof. Claude Jeanrenaud von der Universität Neuenburg, welches sich kritisch mit den Ecoplan-Gutachten 2004 und 2009 zur Bemessung der Ausgleichsgefässe auseinandersetzt.</i>
FDP.Die Liberalen	Analog zum Ressourcenausgleich unterstützt die Partei auch beim Lastenausgleich den Vorschlag des Bundesrates, den Gesamtbetrag gemäss FiLaG (Art. 9, abs. 2 FiLaG) fortzuschreiben. Bezüglich der Dotierung des Lastenausgleichs teilt sie die Auffassung des Bundesrates, wonach die bisherige Aufteilung (50 % GLA; 50 % SLA) bis zum nächsten Wirksamkeitsbericht beibehalten werden soll.
SP	Die Partei unterstützt die vorgeschlagene Fortschreibung des Lastenausgleichsgesamtbetrags. Die SP ist jedoch klar der Auffassung, dass die Aufteilung des Lastenausgleichs gemäss den errechneten, effektiven Sonderlasten im Verhältnis von 73 Prozent (soziodemografischer Ausgleich) zu 27 Prozent (geografisch-topografischer Ausgleich) erfolgen soll. Trotz der Tatsache, dass der soziodemografische Ausgleich erst im Nachhinein in den interkantonalen Lastenausgleich aufgenommen worden ist, zwingen die vorliegenden Zahlen, wie

	etwa die Deckung von nur gerade 5 Prozent der Sonderlasten der Kernstädte durch den Ausgleich, zu einer deutlichen Gewichtsverschiebung zugunsten der urbanen Kantone.
economiesuisse	Economiesuisse teilt die Ansichten des Bundesrates. Es kann nicht sein, dass die sogenannten Sonderlasten vollumfänglich abgegolten werden. Insbesondere die sozio-demografischen Sonderlasten können durch die Wirtschafts- und Steuerpolitik zumindest teilweise beeinflusst werden. Es ist zudem störend, dass immer nur die Rede von Sonderlasten ist, besondere natürliche Standortvorteile aber nicht berücksichtigt werden. Das gilt insbesondere für die Kernstädte. <i>Eine Änderung des Verhältnisses wäre aus Sicht von economiesuisse solange unproblematisch, als damit das Transfervolumen des Lastenausgleichs insgesamt nicht erhöht würde. Dasselbe gilt auch für den Ressourcen- und den Härteausgleich. Gegen eine Erhöhung würde sich economiesuisse zur Wehr setzen.</i> Es ist zu bedenken, dass ein Übergang zu einer stärkeren Abgeltung von Sonderlasten aus dem SLA für viele betroffene Kantone erhebliche Auswirkungen auf die Transferzahlungen hätte.
SBV	Der SBV unterstützt die vorgeschlagene Fortschreibung und begrüsst ausdrücklich, das Verhältnis zwischen GLA und SLA bei 50% zu 50% zu belassen. Eine Veränderung zu Gunsten des SLA wird in aller Form abgelehnt.
SGV	Approbation des propositions du Conseil fédéral.
SGB	Der SGB unterstützt die vorgeschlagene Fortschreibung des Lastenausgleichsgesamtbeitrags. Der SGB spricht sich aber dafür aus, dass die Aufteilung des Lastenausgleichs gemäss den errechneten, effektiven Sonderlasten im Verhältnis von 73 Prozent (soziodemografischer Ausgleich) zu 27 Prozent (geografisch-topografischer Ausgleich) erfolgen soll.
RKGK	Die Konferenz begrüsst den Vorschlag des Bundesrates, dass der Grundbeitrag an den Lastenausgleich gemäss Art. 9, abs. 2 FiLaG fortgeschrieben werden soll. Die RKGK unterstützt auch den Entscheid des Bundesrates, das Verhältnis zwischen GLA und SLA bei 50 zu 50 Prozent zu belassen und lehnt eine Veränderung zu Gunsten des SLA entschieden ab. Die vorgeschlagene Variante trägt den Äusserungen des Bundesrats in der dritten NFA-Botschaft Rechnung, dass die absolute Höhe der Sonderlasten nur eines von mehreren Beuteilungskriterien bilde und dass deren Tragbarkeit durch die betroffenen Kantone mitzuberücksichtigen sei. Ausserdem wird damit dem von den Gebirgskantonen häufig vorgebrachten Argument entsprochen, wonach der Lastenausgleich ursprünglich als Ersatz für den Berggebietsindex des alten Finanzausgleichs geschaffen wurde, die Abgeltung der soziodemografischen Sonderlasten hingegen erst später im Projekt als neuer Ausgleichstatbestand in den neuen Finanzausgleich aufgenommen wurde. Aus diesem Grund ist die höhere Deckung der geografisch-topografischen Sonderlasten gerechtfertigt.
CP	Les cantons urbains demandent que les montants affectés à la compensation des charges soit répartis non plus en deux parts égales, mais à 72% en faveur de la compensation des charges socio-démographiques et à 28% en faveur des charges géo-topographiques. Le CP est défavorable à une telle modification. La politique fédérale en général et la péréquation en particulier doivent assurer une prise en compte équilibrée des préoccupations des cantons urbains et des cantons campagnards, ces deux aspects ne devant pas forcément être comparés d'une manière purement mathématique. On touche là aux limites du concept de «compensation des charges», qui ne doit pas avoir pour but utopique d'égaliser les charges financières des différents cantons, mais uniquement d'offrir une certaine compensation.
FER	La fédération plaide pour une pondération des deux types de compensation des charges rééquilibrée, en adoptant une pondération des facteurs plus conforme à la réalité.
Handelskammer beider Basel	Nachdem heute nur rund 8% der soziodemografischen Sonderlasten, hingegen rund 22% der geografisch-topografischen Sonderlasten abgegolten werden, spricht sich die Han-

	delskammer klar dafür aus, dass das Dotierungs- und Abgeltungsverhältnis für die Periode 2012-2015 mit den effektiven Lastenverhältnisse (SLA 73% und GLA 27%) übereinstimmt. Nur dies entspricht der Idee einer fairen Abgeltung der Sonderlasten.
TCS	Le TCS n'est pas favorable à une diminution du taux de couverture des charges excessives dues à l'altitude, à la déclivité du terrain et aux surcoûts d'éloignement, car cela remettrait en question le financement de l'entretien et de l'aménagement des routes cantonales et principales et, partant, la desserte de base du territoire. Le TCS relève à cet égard que le problème de financement des infrastructures et de leur entretien est plus aigu à l'échelon local ou cantonal que fédéral. Or, les agglomérations, souvent situées sur les grands axes, profitent davantage des infrastructures réalisées dans le cadre des grands programmes d'infrastructure nationaux, tels que l'élimination des goulets d'étranglement, le programme d'agglomération, ZEB, Rail 2030, etc. D'autre part, une dégradation de la qualité des réseaux d'infrastructures (notamment des routes de montagnes) et des services publics de base dans les régions périphériques, contribuerait à inciter plus fortement la population à migrer vers les milieux urbains. En ce sens, le TCS est d'avis qu'une augmentation de la compensation des charges excessives socio-démographiques (zones urbaines) au détriment des charges excessives géo-topographiques (régions de montagnes et périphériques) est contraire à la logique de l'équilibrage propre à la péréquation financière.

Tableau 6 Propositions relatives à la compensation des cas de rigueur

Participant	Proposition
KdK	Antrag 1: Die Kantone befürworten eine <i>unveränderte Weiterführung des Härteausgleichs</i>. Begründung: Obschon die Bedenken gegenüber dem Härteausgleich im Allgemeinen und mit Bezug auf die Übergangszeit bis zum Auslaufen des Instruments im Besonderen verbreitet sind, ist im Hinblick auf die Verlängerung des Härteausgleichs zu beachten, dass es sich bei diesem Instrument um einen hart errungenen politischen Kompromiss für die Zeit des Übergangs zur NFA handelt. Dieses Instrument ist nach langen Verhandlungen in den eidgenössischen Räten zustanden gekommen. Vom Gesetzgeber wurde bei der Einführung eine konstante Höhe der Zahlungen während acht Jahren vorgesehen. Gestützt auf die Erfahrungen und Daten von faktisch lediglich zwei Jahren sollte dieses Instrument als solches nicht bereits wieder ohne zwingende Notwendigkeit in Frage gestellt werden. Minderheitsantrag zu Antrag 1: Die Dauer des Härteausgleichs ist zu verkürzen. Diesen Antrag stellen in ihren Stellungnahmen explizit die Kantone ZH, SZ, ZG, BS, AG, VD, NE, GE. Begründung dieses Minderheitsantrags: Der alte Finanzausgleich hatte grosse Schwächen und wurde deshalb durch ein neues System abgelöst. Es ist daher nicht nachvollziehbar, warum die schlechten Ergebnisse des alten Systems noch 28 Jahre fortgeführt werden sollen. Antrag 2: Die Kantone unterstützen auch bei Überschreitung des Ressourcenindex von 100 das Festhalten an der bisherigen Regelung (sofortiger Wegfall des Härteausgleichs). Begründung: Die Regelung des Härteausgleichs ist ausdrücklich darauf ausgelegt, dass die Transfers mit der Zeit auslaufen und das neue Ausgleichssystem seine Wirkung entfalten kann. Das Auslaufen erfolgt einerseits durch die nominale Fixierung der Dotierung und durch die lineare Reduktion der Transfers nach acht Jahren. Die Regelung, dass Kantone mit Res-

	sourcenindex grösser als 100 Punkte ihren Anspruch auf Härteausgleich verlieren, ist ebenfalls im Kontext des Auslaufens einer <i>Übergangsbestimmung zu sehen</i>. <i>Minderheitsantrag zu Antrag 2:</i> Ein Wegfall des Härteausgleichs ist auf drei Jahre zu staffeln, bei gleichzeitiger Reduktion der Laufzeit. Diesen Antrag stellen in ihren Stellungnahmen explizit die Kantone BS, SH, VD, NE und GE. <i>Begründung dieses Minderheitsantrags:</i> Der sofortige Wegfall des Härteausgleichs verursacht beim betroffenen Kanton einen grossen Ertragsausfall. Mit einer gestaffelten Reduktion auf drei Jahre könnten die erforderlichen Anpassungsmassnahmen erleichtert werden.
Zusatzanträge / -Bemerkungen einzelner Kantone:	
ZH	Der Kanton ZH beantragt die vollständige Aufhebung des Härteausgleichs. <i>Begründung:</i> Der alte Finanzausgleich hatte grosse Schwächen und wurde dementsprechend durch ein neues System abgelöst. Es ist daher nicht nachvollziehbar, warum einzelne Elemente des alten Systems noch 28 Jahre fortgeführt werden sollen. Der Härteausgleich sollte nur an ressourcenschwache Kantone ausgerichtet werden, die durch den Übergang zum NFA erheblich mehr belastet werden.
OW	Gerechter wäre es aus Sicht des Kantons Obwalden, wenn Kantone, die nur eine beschränkte Zeit über einen Ressourcenindex von 100 Punkten kommen und anschliessend, z.B. nach zwei Jahren, wieder darunter fallen, wieder in den Genuss des Härteausgleichs kämen. <i>Begründung:</i> Der Härteausgleich ist für einzelne Kantone von zentraler Bedeutung. Es ist aus heutiger Sicht schwer verständlich, dass bei einem Überschreiten der Ressourcenstärke von 100 der Härteausgleich vollständig und für immer wegfallen soll. Eine Abschwächung dieses Effektes ist wünschenswert.
FR	Le canton de Fribourg pourrait envisager une variante prévoyant que le droit d'un canton à la compensation des cas de rigueur ne soit supprimé que si son indice de ressources dépasse 100 durant trois années de suite (et non pas durant une seule année). Le canton s'oppose par contre fermement à ce que cet éventuel ajustement soit lié à une diminution de la durée d'existence de la CCR.
BS	Der Kanton BS unterstützt eine gestaffelte Reduktion des Härteausgleichs über drei Jahre, wenn der Ressourcenindex eines Kantons die Grenze von 100 überschreitet, allerdings gekoppelt mit einer Verkürzung der Übergangsfrist für den Härteausgleich (d.h. der insgesamt 28 Jahre).
AG	Der Kanton Aargau erachtet die Aufrechterhaltung des Härteausgleichs über 28 Jahre hinweg als unangemessen, zumal der Härteausgleich in der Funktionsweise der NFA systemwidrig ist und eine politisch bedingte, wirtschaftlich jedoch nicht notwendige temporäre Besserstellung der begünstigten Kantone im Vergleich zu anderen ressourcenschwachen Kantonen darstellt. Wir erachten eine Übergangszeit von 14 Jahren als ausreichend, um einen kantonalen Finanzhaushalt auf das neue Finanzausgleichssystem und dessen finanziellen Folgen auszurichten.
VD	Le canton de Vaud est d'avis que la proposition de Neuchâtel est raisonnable et qu'elle peut être acceptée. Le fait d'échelonner la sortie du fonds de compensation des cas de rigueur (-20% la 1^{ère} année, -30% la 2^{ème} année et -50% la 3^{ème} année) permettrait aux cantons dépassant à l'avenir la barre fatidique des 100 points de mieux gérer le manque à gagner qui en découle. De plus, comme aucun canton à faible potentiel de ressources n'a encore franchi le cap des 100 points depuis l'entrée en vigueur de la RPT en 2008, ce changement ne créerait pas une inégalité de traitement. Le canton de Vaud considère qu'il convient de retenir aussi la réduction de la durée du

	mécanisme de la compensation des cas de rigueur de 28 ans à 18 ans, avec maintien de la période de 8 ans pour le montant initial et ensuite réduction de 10% par an pendant 10 ans (au lieu de 5% par an pendant 20 ans), qui constitue l'autre élément de la proposition neuchâteloise et qui est tout à fait cohérente avec son élément principal, à savoir la fin échelonnée de la sortie du régime de compensation, dont il constitue en quelque sorte la contrepartie. Au vu de la récente crise économique et de ses conséquences futures sur les finances des cantons, il convient d'admettre que la visibilité de cet outil de péréquation à 28 ans est des plus aléatoires. Aucune collectivité publique ne peut faire de projection à aussi long terme ni prétendre escompter un effet bénéfique de tel ou tel instrument à un horizon aussi éloigné.
NE	La proposition de modifier le système en instaurant une sortie échelonnée sur trois ans du mécanisme de compensation des cas de rigueur en cas d'atteinte du seuil de 100 points a été formulée par notre canton. Le canton de Neuchâtel aime rappeler ici que l'on ne peut raisonnablement pas attendre d'un canton qui apprend au mois de juillet qu'il va perdre en recettes l'équivalent de 10% de son budget global, qu'il trouve des mesures compensatoires à l'interne d'ici au 1er janvier de l'année suivante. Et ce a fortiori lorsqu'on se souvient que le processus budgétaire des cantons est déjà bien avancé, quand ce n'est pas bouclé, au mois d'août. Il paraît dès lors indispensable de prévoir un tel mécanisme "de secours" dont les coûts demeurent raisonnables et qui permettrait aux collectivités concernées de pouvoir agir avec plus de sérénité et d'efficacité.
GE	Une réduction partielle de la compensation des cas de rigueur doit être réalisée. Le maintien de la compensation sur 28 ans est inacceptable, puisqu'il finit par représenter une double compensation par rapport au système actuel RPT. Le canton de Genève soutient la proposition du canton de Neuchâtel sur le raccourcissement de la durée de compensation à 18 ans et une diminution dégressive après 8 ans. Si l'indice de ressources d'un canton dépasse 100, il faut prévoir une réduction sur trois ans selon la proposition du canton de Neuchâtel.
JU	Pour le cas où l'indice de ressources d'un canton dépasse 100, le canton du Jura propose une nouvelle solution. Il convient de trouver une solution à ce problème, car les montants en jeu ne sont tout simplement pas supportables pour les cantons concernés sur un ou deux exercices. Une perte progressive doit être envisagée : perte linéaire annuelle d'un tiers du montant dès le passage de l'indice 100, mais retour au montant d'origine si le canton concerné passe à nouveau sous l'indice 100 pendant les 28 ans que dure la compensation des cas de rigueur. Il est par contre hors de question de diminuer la durée de la compensation des cas de rigueur.
Stellungnahmen der übrigen Vernehmlasser:	
SSV	Bei den Fragen zum Härteausgleich sind die Städte gespalten. Eine Minderheit begrüsst die Kürzungen der Übergangsfrist und macht geltend, es handle sich letztlich um ein nicht auf lange Jahre zu rechtfertigendes Instrument, das einzig der Besitzstandwahrung diene und Verzerrungen des alten Systems zementiere. Auch bei der Frage, was zu geschehen hat, wenn der Ressourcenindex eines Kantons die Grenze von 100 überschreitet, sind die Städte geteilt. Ein Teil argumentiert, es sei nicht einzusehen, weshalb bei Wegfall der dem Ausgleich zugrundeliegenden Grenze der Bund noch zahlen soll. Die frei werdenden Mittel sollten jedoch für die Beibehaltung der ursprünglichen Topfhöhe eingesetzt werden und somit den verbleibenden ressourcenschwachen Kantonen zugutekommen. Andere befürworten eine gestaffelte Reduktion über drei Jahre.
SAB	Keine Verkürzung der Dauer der Härteausgleichszahlungen und Beibehaltung der heutigen Regelung bei Überschreitung der Grenze von 100 Indexpunkten beim Ressourcenindex.

FDP.Die Liberalen	Keine Verkürzung der Dauer der Härteausgleichszahlungen und Beibehaltung der heutigen Regelung bei Überschreitung der Grenze von 100 Indexpunkten beim Ressourcenindex.
SVP	Der Härteausgleich ist dergestalt zu reduzieren, dass er per Ende 2015 ganz entfällt. Gerade die völlig überzogene Dauer des Härteausgleichs von 28 Jahren war früher schon ein Hauptkritikpunkt am NFA. Selbst in der Schweiz können sich die politischen und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen deutlich schneller und tiefgreifender ändern, als dass ein derartig ausgedehnter Zeitraum gerechtfertigt werden könnte.
SP	Keine Verkürzung der Dauer der Härteausgleichszahlungen und Beibehaltung der heutigen Regelung bei Überschreitung der Grenze von 100 Indexpunkten beim Ressourcenindex. Aus Sicht der SP muss sichergestellt werden, dass der temporär vereinbarte Härteausgleich nicht zu einem dauerhaften Instrument wird.
economiesuisse	Eine vollständige Aufhebung des Härteausgleichs zum gegenwärtigen Zeitpunkt erscheint angesichts ihrer Auswirkungen auf einzelne Kantone als nicht sinnvoll. <i>Es ist jedoch nicht einzusehen, weshalb ein Übergang zu einem neuen System maximal 28 Jahre dauern soll, wobei sich die Zahlungen nur um 5% pro Jahr reduzieren. Wir erachten daher eine raschere Absenkung des Anfangsbetrages von mindestens 10% pro Jahr als sinnvoll und vertretbar.</i> <i>Insbesondere muss die geltende gesetzliche Bestimmung beibehalten werden, dass ein Kanton sofort keine Zahlungen mehr aus dem Härteausgleich erhält, sobald sein Ressourcenindex den schweizerischen Durchschnitt von 100 überschreitet.</i> Auf eine Staffelung der Reduktion über drei Jahre, wie es der Kanton Neuenburg vorgeschlagen hat, ist deshalb zu verzichten. Der Bericht weist zu Recht darauf hin, dass es sich beim Härteausgleich um eine politisch bedingte und nicht um eine wirtschaftlich notwendige Besserstellung der begünstigten Kantone handelt. <i>Auf weitere Verzögerungen oder Abschwächungen beim Härteausgleich muss daher verzichtet werden.</i>
SBV	Keine Verkürzung der Dauer der Härteausgleichszahlungen und Beibehaltung der heutigen Regelung bei Überschreitung der Grenze von 100 Indexpunkten beim Ressourcenindex.
SGB	Keine Verkürzung der Dauer der Härteausgleichszahlungen und Beibehaltung der heutigen Regelung bei Überschreitung der Grenze von 100 Indexpunkten beim Ressourcenindex. Aus Sicht der SP muss sichergestellt werden, dass der temporär vereinbarte Härteausgleich nicht zu einem dauerhaften Instrument wird.
RKGK	Keine Verkürzung der Dauer der Härteausgleichszahlungen. Die RKGK schlägt eine gestaffelte Reduktion über 3 Jahre vor, vorausgesetzt, dass während dieser Dauer der Ressourcenindex nicht erneut unter die Grenz von 100 fällt, vor. Trifft letzteres zu, soll ab diesem Zeitpunkt wieder der ursprüngliche Härteausgleich vergütet werden. Bleibt der Ressourcenindex hingegen während der Dreijahresperiode über 100, so besteht in Zukunft nie mehr ein Anspruch auf Härteausgleich.

Tableau 7 Propositions relatives à une limite maximale des charges incombant aux cantons à fort potentiel de ressources

Participant	Proposition
KdK	<i>Antrag:</i> Die Kantone lehnen die Einführung einer Belastungsobergrenze ab. <i>Begründung:</i> Die Belastungsobergrenze für ressourcenstarke Kantone wurde bereits vor der Einführung der NFA in den Eidgenössischen Räten diskutiert. Wir schliessen uns der Argumen-

	tation des Bundesrates an, dass sich die Situation seit damals nicht verändert hat. Mit Blick auf das System des horizontalen Ressourcenausgleichs würde die Einführung einer Obergrenze zu massiven Verzerrungen der Belastungen je nach Ausgestaltung entweder unter den ressourcenstarken Kantonen (im Falle einer individuellen Obergrenze) oder im Vergleich zu den ressourcenschwachen Kantonen (im Falle einer kollektiven Obergrenze für die ressourcenstarken Kantone) führen. Die bestehende Regel in Art. 135 Abs. 3 BV, die den Zusammenhang von horizontalem und vertikalem Finanzausgleich in eine Bandbreite fasst, kann im Falle einer starken Dynamik des Ressourcenpotenzials der ressourcenstarken Kantone im Vergleich zum gesamtschweizerischen Ressourcenpotenzial bereits als eine Form von Belastungsobergrenze betrachtet werden. <i>Minderheitsantrag:</i> Es ist eine auf die Gesamtsumme der Beiträge der ressourcenstarken Kantone ausgerichtete Belastungsobergrenze festzulegen. Diesen Antrag stellen in ihren Stellungnahmen explizit die Kantone ZH und SZ. Der Kanton ZG beantragt die Einführung einer individuellen Belastungsobergrenze. Explizit nicht unterstützt wird der Minderheitsantrag dagegen von den ressourcenstarken Kantonen BS, VD und GE. <i>Begründung des Minderheitsantrags:</i> Eine Begrenzung der Gesamtbelastung der ressourcenstarken Kantone ist angesichts der Unsicherheit über die Auswirkungen der Finanz- und Wirtschaftskrise und des schärferen Steuerwettbewerbs notwendig.
Zusatzanträge / -Bemerkungen einzelner Kantone:	
ZH	Wir befürworten eine Belastungsobergrenze, welche die Gesamtsumme der Beiträge der ressourcenstarken Kantone begrenzt. <i>Begründung:</i> Eine Begrenzung der Gesamtbelastung der Geberkantone ist angesichts der Auswirkungen der Finanz- und Wirtschaftskrise und des schärferen Steuerwettbewerbs notwendig. Die Analyse des Wirksamkeitsberichts zur Wettbewerbsfähigkeit ist rein retrospektiv und berücksichtigt das seit 2004 veränderte internationale Umfeld nicht. Der Wirksamkeitsbericht beschränkt seine Analyse zur steuerlichen Wettbewerbsfähigkeit im nationalen und internationalen Verhältnis auf die Entwicklung der Höchststeuersätze für Unternehmen sowie die tatsächliche Durchschnittssteuerbelastung für die Jahre 2001–2009. Seit dem letzten Gutachten von Kirchgässner/Hauser 2004 hat sich das internationale Umfeld jedoch verändert und die im Gutachten genannten Trümpfe der Schweiz (Besteuerung Holdinggesellschaften, Möglichkeit zur geringeren Besteuerung der Erträge aus dem Ausland bei gemischten Gesellschaften) stehen international unter Druck
SZ	Obwohl im Wirksamkeitsbericht festgehalten wird, es lägen keine neuen Erkenntnisse vor, welche die Einführung einer Belastungsobergrenze rechtfertigten (S. 109), erscheint es aufgrund der bereits bekannten massiven finanziellen Auswirkungen der Finanzkrise (mit den entsprechenden Verwerfungen für die einzelnen Geberkantone) dringend erforderlich, diese aktuellen Entwicklungen in die Beurteilung ein zu beziehen und die entsprechenden Zahlen vorzulegen.
ZG	Der Kanton ZG beantragt eine <i>individuelle</i> Belastungsobergrenze für die ressourcenstarken Kantone. Sofern diese Grenze überschritten wird, sind die Ausgleichsleistungen an die Nehmerkantone anteilmässig zu reduzieren. <i>Begründung:</i> Der Ressourcenausgleich ist in der heutigen Form so konstruiert, dass Veränderungen bei einem Geberkanton zu grossen Mehr- bzw. Minderbelastungen bei anderen Geberkantonen führen können. Diese Schwankungen können zu unverhältnismässigen Mehrbelastungen für einzelne Kantone führen, die letztendlich die nationale und internationale Wettbewerbsfähigkeit dieser Kantone beeinträchtigen. Eine solche Entwicklung schadet der Schweizer Volkswirtschaft als Ganzes. Die Auswirkungen der Belastungsobergrenze und einer allfälligen Reduktion der Ausgleichsleistungen können vermindert werden, wenn der Ressourcenausgleich wirksamer gestaltet wird. Im Jahr 2010 erhalten beispielsweise Kantone, deren Ressourcenindex

	über 95 liegt, insgesamt 35 Mio. Franken Ressourcenausgleich, während die ressourcen-schwächsten Kantone die Mindestausstattung 85 nicht oder nur knapp erreichen.
BS	Der (ressourcenstarke) Kanton BS spricht sich explizit gegen eine Belastungsobergrenze aus, da eine solche das heutige System des Ressourcenausgleichs fundamental verändern würde. Der Kanton verweist in diesem Zusammenhang allerdings auf seine grundsätzlichen Bemerkungen zum Wirksamkeitsbericht (Ziff. 2.1, namentlich stärkere Dotierung des SLA).
JU	L'introduction d'une limite maximale de charges n'a pas de sens, il faut l'<i>abandonner</i>. Il faut pourtant que la Confédération qui pilote le système de péréquation réponde absolument et rapidement à la double question : pourquoi les cantons forts se plaignent des montants annuels en augmentation alors que dans le même temps les cantons les plus faibles demandent au moins l'atteinte de la dotation minimale de 85 % ? N'y a-t-il pas un problème d'efficacité dans l'allocation des ressources? Il faut peut-être revoir le système : instauration d'une zone neutre entre, par exemple 90 et 100 d'indice, soit sans versement péréquatif dans l'optique d'utiliser prioritairement les ressources financières limitées pour les plus faibles et d'alléger les contributions des cantons forts.
Stellungnahmen der übrigen Vernehmlasser:	
SSV	Die Meinung der Städte ist in diesem Punkt nicht einhellig.
SAB	Es liegen keine neuen Argumente vor, die eine Belastungsobergrenze rechtfertigen würden. Auch wurde seit 2008 die Handlungs- und Wettbewerbsfähigkeit der ressourcenstarken Kantone durch die NFA nicht eingeschränkt.
FDP.Die Liberalen	Die Partei teilt die Auffassung des Bundesrates, wonach keine neuen Argumente vorliegen, die eine Belastungsobergrenze für die ressourcenstarken Kantone rechtfertigen würden. Die Ausgleichszahlungen der ressourcenstarken Kantone sind zwar nominell gestiegen, jedoch haben sie sich im Verhältnis zu ihrer finanziellen Leistungsfähigkeit in etwa konstant oder sogar rückläufig entwickelt. Zudem zeigt sich, dass die ressourcenstarken Kantone ihre Steuerbelastung in den letzten Jahren weiter senken oder zumindest halten konnten.
SVP	Die genau in den Beobachtungszeitraum gefallene weltweite Wirtschaftskrise dürfte den Finanzausgleich stark beeinflussen und verfälschen. Üblicherweise werden die Folgen solcher Krisen in den öffentlichen Finanzen erst mit einiger Verzögerung sichtbar. Es gibt Hinweise darauf, dass die Belastungen für die Geberkantone übermässig hoch werden können und die Einführung von Obergrenzen in Zukunft zu prüfen wäre.
SP	Auf die Einführung einer Belastungsobergrenze für ressourcenstarke Kantone ist definitiv zu verzichten. Die Handlungs- und Wettbewerbsfähigkeit der ressourcenstarken Kantone wird durch die NFA in keiner Weise eingeschränkt. Entsprechend ist im Wirkungsbericht (S. 95) auch festgehalten, dass „den ressourcenstarken Kantonen durch die NFA bisher weder im nationalen noch im internationalen Steuerwettbewerb offensichtliche Nachteile erwachsen sind“.
economiesuisse	<i>economiesuisse teilt die Auffassung, dass auf die Einführung einer Belastungsobergrenze für die ressourcenstarken Kantone vorläufig verzichtet wird. Es fehlt derzeit an ausgewogenen und überzeugenden Ansätzen für eine Belastungsobergrenze. Die beiden im Bericht vorgeschlagenen Varianten haben erhebliche Schwächen, auch wenn nicht alle Argumente überzeugen.</i> <i>Statt einer Belastungsobergrenze für die ressourcenstarken Kantone schlägt economiesuisse eine Deckelung des Gesamtbetrags des Finanzausgleichs vor. Dabei würde eine Limite im Verhältnis zum Bruttoinlandprodukt (BIP) oder im Verhältnis zum konsolidierten Ressourcenpotenzial der Kantone gesetzt. Unter diese Limite müssten dann sämtliche Zahlungen von Bund und Kantonen inklusive Härteausgleich fallen.</i>

	Gegenüber den beiden vom Bundesrat geprüften Varianten einer Belastungsobergrenze hat eine solche Lösung den Vorteil, dass die Verhältnisse zwischen den Kantonen wie auch die Gewichtung zwischen den verschiedenen Ausgleichsgefässen unverändert bleiben. Gleichzeitig ermutigt sie alle Kantone zu einer umsichtigen und eigenständigen Finanz- und Steuerpolitik. Mögliche Grenzen sollen sich am Niveau der heutigen Transferzahlungen ausrichten. Gemäss Zahlen für 2010 liegen die entsprechenden Werte bei ungefähr 0,8% des BIP bzw. 0,2% des aggregierten Ressourcenpotenzials.
SBV	Auf eine Belastungsobergrenze ist zu verzichten. Die Handlungs- und Wettbewerbsfähigkeit der ressourcenstarken Kantone wurde durch die NFA nicht eingeschränkt.
SGB	Eine Belastungsobergrenze für die ressourcenstarken Kantone erachtet der SGB als nicht notwendig.
RKGK	Es liegen keine neuen Argumente vor, die eine Belastungsobergrenze rechtfertigen würden. Auch wurde seit 2008 die Handlungs- und Wettbewerbsfähigkeit der ressourcenstarken Kantone durch die NFA nicht eingeschränkt.
FER	La fédération plaide pour l'introduction d'une limite maximale des charges incombant aux cantons à fort potentiel de ressources ("bouclier péréquatif"). Cela permettrait d'éviter que le changement de la situation d'un canton n'affecte de manière brutale la situation des autres cantons.
Handelskammer beider Basel	Auf eine Belastungsobergrenze für die ressourcenstarken Kantone ist zu verzichten; sie wäre systemfremd. Aus ihrer Einführung würde ausschliesslich dem ressourcenstärksten Kanton, dem Kanton Zug, zu Lasten der übrigen ressourcenstarken Kantone ein Vorteil erwachsen.

Tableau 8 Propositions relatives à la manière de prendre en compte les revenus des frontaliers dans le potentiel de ressources

Participant	Proposition
KdK	<i>Antrag:</i> Eine Mehrheit der Kantone unterstützt die vorgeschlagene Reduktion des Einbezugs der Grenzgängereinkommen in das Ressourcenpotenzial um 25 %. <i>Begründung:</i> Es ist dem Umstand Rechnung zu tragen, dass von Grenzgängern verursachte Kosten nicht im Rahmen der interkantonalen Zusammenarbeit mit Lastenausgleich abgegolten werden können. <i>Minderheitsantrag:</i> Auf die Anpassung der Besteuerung der Grenzgänger im Ressourcenpotenzial soll verzichtet werden. Diesen Antrag stellen in ihren Stellungnahmen explizit die Kantone ZH, BE, OW, NW, GL, ZG, AI, AG, VD, VS. <i>Für den Fall, dass trotzdem eine Anpassung vorgenommen werden sollte</i>, sprechen sich einige Kantone für die Variante "Reduktion um 25%" aus: BE, OW, GL, AI, VS. Der Kanton AG plädiert für diesen Fall auf eine Beschränkung einer reduzierten Anrechnung der Grenzgängereinkommen auf Kantone, die keinen Anspruch auf SLA-Zahlungen haben. <i>Begründung des Minderheitsantrags:</i> Die Reduktion der Berücksichtigung der Grenzgängereinkommen ist im Vergleich mit Zupendlern im innerschweizerischen Verkehr nicht angebracht: Zupendler verursachen am Ort ihres Arbeitsplatzes Lasten. Infolge des Grundsatzes der Besteuerung am Wohnort können sie im Unterschied zu Grenzgängern steuerlich vom Arbeitsplatzort überhaupt nicht belangt werden. Die im innerschweizerischen Verhältnis bestehende Möglichkeit der Lastenabgeltung vermag dies nicht ausreichend zu kompensieren.
Zusatzanträge / -Bemerkungen einzelner Kantone:	

BE	Der Regierungsrat lehnt eine Sonderbehandlung der Grenzgängereinkommen ab. Falls der Bundesrat dennoch an einer entsprechenden Regelung festhalten möchte, unterstützt der Regierungsrat die «mildere» Variante 2.
OW	Keine reduzierte Anrechnung der Grenzgängereinkommen. Sollte eine Reduktion trotzdem vorgenommen werden, plädiert der Kanton OW für eine solche um 25%.
GL	Keine reduzierte Anrechnung der Grenzgängereinkommen. Sollte eine Reduktion trotzdem vorgenommen werden, plädiert der Kanton GL für eine solche um 25%.
BS	Der Kanton BS bevorzugt einen Abschlag von 50% auf die Bruttolöhne. Eventualiter ist eine Reduktion um 25% vorzusehen.
AI	Keine reduzierte Anrechnung der Grenzgängereinkommen. Sollte eine Reduktion trotzdem vorgenommen werden, plädiert der Kanton AI für eine solche um 25%.
AG	Keine reduzierte Anrechnung der Grenzgängereinkommen. Sollte eine Reduktion trotzdem vorgenommen werden, plädiert der Kanton AG dafür, die Reduktion nur auf Kantone anzuwenden, die keinen Anspruch auf SLA-Zahlungen haben. <i>Begründung:</i> Die im Wirksamkeitsbericht vorgeschlagenen Varianten 1 und 2 sind ungerecht und damit untauglich, weil die Lasten der Grenzgänger bereits teilweise durch den soziodemografischen Lastenausgleich abgedeckt sind. Die Anwendung der vorgeschlagenen Varianten würde dazu führen, dass alle SLA-berechtigten Kantone im Vergleich zu den nicht SLA-berechtigten Kantonen ungerechtfertigt bevorteilt würden.
TI	Salutiamo con soddisfazione la presa di coscienza da parte del Consiglio federale relativa alla situazione particolare dei Cantoni di frontiera e quindi la proposta di considerare solo parzialmente i redditi dei frontalieri imposti alla fonte. Rispetto ai contenuti del rapporto, non possiamo tuttavia non segnalare il nostro disappunto nel merito delle motivazioni utilizzate per negare l'esistenza di un problema relativo al metodo di calcolo, che penalizza oltremodo il Ticino. Secondo il Consiglio federale l'argomento secondo cui l'applicazione di un fattore gamma calcolato per l'insieme dei Cantoni svizzeri sottostima l'influenza della franchigia nelle realtà con redditi di molto inferiori alla media sarebbe da respingere fermamente, poiché <i>"la franchigia, che nel caso del reddito determinante comporta una diminuzione del reddito imponibile delle persone fisiche, viene implicitamente considerata nel fattore gamma"</i> (vedi pp. 113 e 114 del rapporto). Il Ticino non nega evidentemente che questa presa in conto "implicita" vi sia, ma nota semplicemente che essa è ampiamente insufficiente per le realtà con redditi medi inferiori a quelli svizzeri; il problema è stato documentato attraverso simulazioni fornite dai nostri servizi sia all'AFF, sia al gruppo di lavoro "efficacia della NPC". Siamo convinti che dal punto di vista tecnico una riduzione del 50% sarebbe del tutto conforme ai problemi ai quali sono confrontati i Cantoni di frontiera con un importante afflusso di frontalieri. Riteniamo quindi che una riduzione del 50% potrebbe rappresentare un'equilibrata soluzione politica al problema segnalato dai Cantoni di frontiera. La soluzione proposta dal Consiglio federale (riduzione del 25%), benché non ottimale, costituisce in ogni modo un passo avanti nella giusta direzione.
VS	Le canton du Valais souhaite le maintien des principes adoptés lors de l'introduction de la RPT. Dans la mesure où une réduction devait être admise, l'abattement devrait être de 25% au plus.
GE	Genève maintient sa demande d'un abattement de 50% sur les revenus bruts des frontaliers.
JU	Le canton du Jura soutient la position du canton de Genève et demande un abattement de 50% sur les revenus bruts des frontaliers.
Stellungnahmen der übrigen Vernehmlasser:	
SAB	Keine reduzierte Anrechnung der Grenzgängereinkommen, dies, um einerseits grössere

	Verschiebungen bei den Ausgleichszahlungen zu vermeiden und andererseits im Interesse eines stabilen Systems.
RKGK	Die Konferenz spricht sich für einen Abschlag von 50% auf die Bruttolöhne aus.
Handelskammer beider Basel	Die Kammer beantragt einen Abschlag von 50% auf die Bruttolöhne. Ein geringerer Abschlag würde die peripher liegenden Grenzkantone zusätzlich bestrafen.

Tableau 9 Propositions et remarques sur la suite du projet

Participant	Proposition
KdK	<i>Antrag:</i> Im Hinblick auf den nächsten Wirksamkeitsbericht für die Periode 2012-2015 sind bereits jetzt die Voraussetzungen zu schaffen, damit zu gegebener Zeit die für eine lückenlose Beurteilung der Kriterien gemäss FiLaV erforderlichen Informationen vorliegen. Besonderes Augenmerk wird der Erreichung der gesetzten Ziele des Finanzausgleichs, der Entwicklung der Disparitäten zwischen den Kantonen, der Qualität der Umverteilung, den Wirkungen des Finanzausgleichs zugunsten schwacher Kantone und seiner Belastung der starken Kantone zu schenken sein. Vertieft zu analysieren sind auch die Effektivität und Effizienz des Ausgleichssystems und die Auswirkungen der Aufgabenentflechtung zwischen Bund und Kantonen sowie die Entwicklung des Steuerwettbewerbs. Der Bund wird aufgefordert, die verschiedenen Politikbereiche besser zu koordinieren und nicht wieder neue Verflechtungen einzuführen. <i>Begründung:</i> Wie bereits einleitend festgestellt, lassen die praktische Erfahrung von lediglich zwei Jahren noch keine fundierten Aussagen zu den Wirkungen der NFA zu, zumal sich die von der NFA gesetzten Anreize nur träge auswirken. Es fehlen insbesondere die Grundlagen für eine Beurteilung der Auswirkungen der Aufgabenentflechtung und der Effektivität und Effizienz des neuen Ausgleichssystems. Ein gewisser Grad von interkantonaler Umverteilung ist insbesondere zur Wahrung der Akzeptanz der kantonalen Steuerautonomie von unbestrittener Bedeutung. Allerdings ist gerade diese Wirkung nach Auffassung der Kantone aufgrund der ersten Erfahrungen mit dem neuen Finanzausgleich ambivalent. Einerseits ist die Nutzung des gewonnenen finanzpolitischen Spielraums durch viele Kantone positiv hervorzuheben. Andererseits zeigt es sich, dass die Grundannahme, wonach ressourcenstarke Kantone eine tiefe, ressourcenschwache Kantone aber eine hohe Steuerbelastung aufweisen, nicht durchgängig zutrifft. Im Hinblick auf den nächsten Wirksamkeitsbericht zur Periode 2012-2015 sind diese Fragen deshalb vertieft zu untersuchen. Die KdK benützt schliesslich die Gelegenheit, auf die folgenden zwei kleinen Unstimmigkeiten in den Unterlagen hinzuweisen: - In der Beilage ist ein Schreibfehler zu korrigieren: Es besteht eine Differenz beim Beitrag der ressourcenstarken Kantone zwischen Tabelle 1 (CHF 1'583 Millionen) und Entwurf B (CHF 1'538 Millionen). - Der Kanton TI macht darauf aufmerksam, dass er im Dezember 2009 das Sonder-schulkonkordat ebenfalls ratifiziert hat.
ZH	Der Kanton ZH stellt zusätzlich zu den Vernehmlassungsfragen folgende <i>Anträge</i>: <i>1. Berücksichtigung der Kaufkraftunterschiede</i> Im geltenden System wird auf dem steuerbaren Einkommen der natürlichen Personen ein einheitlicher Freibetrag gewährt (Art. 6 Abs. 2 FiLaV), um der begrenzten steuerlichen Ausschöpfbarkeit von sehr tiefen Einkommen Rechnung zu tragen. Ein altes und bisher unberücksichtigtes Anliegen des Kantons Zürich, das im Wirksamkeitsbericht nicht untersucht wurde, ist die Schwachstelle des Konzepts der aggregierten Steuerbemessungsgrundlage, welche die grossen Kaufkraftunterschiede innerhalb des Landes nicht berücksichtigen kann.

	sichtigt, zu beheben. Ein bestimmtes Einkommen erlaubt in ländlichen Regionen einen höheren Lebensstandard als beispielsweise in Zürich, Zug, Basel oder Genf. Auch die juristischen Personen sind mit höheren Kosten konfrontiert und verfügen damit für die Verwendung ihrer Gewinne über eine geringere Kaufkraft. Da die Lebenshaltungskosten im Kanton Zürich überdurchschnittlich hoch sind, überschätzt das Konzept der aggregierten Steuerbemessungsgrundlage die steuerliche Ausschöpfbarkeit der Einkommen der natürlichen Personen. Wir beantragen deshalb, die Kaufkraftunterschiede durch einen kaufkraftbereinigten Freibetrag bei den Einkommen der natürlichen Personen zu berücksichtigen. <i>2. Voraussetzungen für den zweiten Wirksamkeitsbericht schaffen</i> Die Ausführungen zum Steuerwettbewerb (S. 65 ff. und s. 94 f.) sind zu wenig gründlich und zu retrospektiv. Insbesondere das seit 2004 veränderte internationale Umfeld ist nicht berücksichtigt. Die statistischen Grundlagen der Jahre vor 2008 müssen gesichert werden, damit im zweiten Wirksamkeitsbericht die Wirkungen der NFA analysiert werden können. Wir beantragen deshalb, dass das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) bereits heute die Voraussetzungen schafft, damit im zweiten Wirksamkeitsbericht unbehandelte Kriterien gemäss FiLaV (einschliesslich Anhang 17 und Konzept im Anhang des Erläuternden Berichts zur FiLaV) und insbesondere aufwendige Informationen hinsichtlich der Entwicklung des Steuerwettbewerbs auch für den Übergang zur NFA zur Verfügung stehen. <i>3. Ausführungen zur Aufgabenteilung</i> Wir sind mit den Ausführungen des Wirksamkeitsberichts zur neuen Aufgabenteilung einverstanden. Es ist nachvollziehbar, dass im Rahmen des ersten Wirksamkeitsberichts nur erste Einschätzungen zur Umsetzung der neuen Aufgabenteilung gemacht werden können. Wir erwarten jedoch, dass Fragen zur Aufgabenteilung im nächsten Wirksamkeitsbericht vertieft analysiert werden. Zurzeit beurteilen wir die Umsetzung der NFA-Aufgabenteilung wie folgt: – In den Bereichen Betagtenhilfe (Spitex) und Prämienverbilligungen verläuft die Umsetzung der NFA reibungslos und entspricht den Erwartungen. Der NFA-Finanzierungsmodus bei den Prämienverbilligungen gewährt eine höhere Stetigkeit der Bundesmittel, sodass die Prämienverbilligung planbarer und die zur Verfügung stehenden Mittel mittelfristig besser abschätzbar sind. – Im Bereich der Invalideneinrichtungen verläuft die Umsetzung in enger Zusammenarbeit mit anderen Kantonen und im Rahmen der gesetzlichen Vorgaben des Bundes planmässig. – Im Bereich der Behinderteninstitutionen sind nicht zuletzt aufgrund der Übergangsbestimmungen mit den dreijährigen Übergangsfristen noch keine Aussagen möglich. Wir erwarten jedoch, dass die Kantone über die Ergebnisse der beratenden Fachkommissionen informiert werden. – Im Bereich betrieblicher Unterhalt der Nationalstrassen funktioniert die Umsetzung der Aufgabenteilung und Aufgabenfinanzierung gut. Die Abgeltungen der Leistungen durch den Bund mit Globalbudgets statt wie bisher nach Aufwand haben jedoch eine kostentreibende Wirkung, da sämtliche Eventualitäten und Risiken eingerechnet werden müssen. – Im Bereich der Nationalstrassen gibt es aufgrund der Übertragung des Eigentums an den Bund auch neue Schnittstellen, die fragwürdig sind (Nationale Verkehrsmanagement-Zentrale und Kantonspolizei).
UR	Der Kanton UR stellt für die Zukunft einen <i>Antrag zur Verbesserung der Datenqualität beim Ressourcenausgleich, "Reinvermögen" der natürlichen Personen</i>: Es darf nicht sein, dass steuerharmonisierungskonforme Kantone im Vergleich zu anderen Kantonen bei der Ermittlung des Ressourcenpotenzials benachteiligt werden. Wegen den bestehenden grossen Disparitäten sind somit Korrekturen notwendig, indem das ge-

	meldete Reinvermögen in Bezug auf die Liegenschaftssteuerwerte zwingend um den massgebenden Repartitionsfaktor korrigiert wird. <i>Begründung:</i> Die "Aggregierte Steuerbemessungsgrundlage" (ASG) ist ein guter Indikator zur Ermittlung der finanziellen Leistungsfähigkeit eines Kantons. Allerdings weist die Datenqualität, insbesondere beim Reinvermögen der natürlichen Personen, einige Schwächen auf. Grundsätzlich wird beim Reinvermögen der natürlichen Personen nur der Vermögenszuwachs als Wertschöpfung betrachtet. Deshalb wird das Vermögen mit dem Faktor "Alpha" gewichtet. Die Zusammensetzung des Faktor "Alpha" ist in Artikel 13 der Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV) geregelt. Zurzeit beträgt der Faktor "Alpha" 1,2 Promille. Ausgangspunkt für die Berechnung des Vermögenszuwachses bildet das gemeldete Reinvermögen der natürlichen Personen. Der Schwachpunkt dieses Elements liegt vor allem darin, dass die Kantone den Wert von Grundstücken nach unterschiedlichen Bewertungsmethoden erheben. Die Kantone haben somit einen nicht unerheblichen Einfluss auf die Ausschöpfung dieser steuerbaren Ressourcen, obwohl Artikel 14 Absatz 1 des Steuerharmonisierungsgesetzes (StHG) eine Besteuerung der Vermögenswerte zum Verkehrswert fordert. Der geltende Ressourcenindex berücksichtigt diese kantonalen Unterschiede nicht. Im Gegensatz dazu wird bei der direkten Steuer im Fall von Steuerauscheidungen zwischen den Kantonen dieser unterschiedlichen Bewertung Rechnung getragen, indem unterschiedliche kantonale Liegenschaftssteuerwerte anhand von Repartitionsfaktoren ausgeglichen werden. Die Repartitionsfaktoren sind im Kreisschreiben Nr. 22 der Schweizerischen Steuerkonferenz vom 21. November 2006 für die Steuerperioden ab 1997/98 im Internet publiziert unter: http://www.steuerkonferenz.ch/pdf/ks_22_2009.pdf. Die Berücksichtigung der Repartitionsfaktoren hat einen wesentlichen Einfluss auf eine verbesserte Datenqualität. Das steuerbare Vermögen macht - gestützt auf die aggregierte Steuerbemessungsgrundlage des Referenzjahres 2010 (Bemessungsjahr 2006) - im Verhältnis zum Gesamttotal der ASG pro Einwohner im gesamtschweizerischen Durchschnitt mindestens 6,6 Prozent aus. Dies ist im Vergleich zu den anderen Faktoren, welche in der ASG ebenfalls berücksichtigt sind, eine nicht unbeachtliche Grösse. Das geschätzte massgebende quellenbesteuerte Einkommen macht im gesamtschweizerischen Durchschnitt 4,2 Prozent, der geschätzte massgebende Gewinn der juristischen Personen mit besonderem Steuerstatus lediglich 3,5 Prozent und die massgebenden Steuerrepartitionen der direkten Bundessteuer nur 0,1 Prozent des Ressourcenpotenzials aus und sind damit wesentlich unbedeutender als das Reinvermögen der natürlichen Personen.
ZG	Der Kanton ZG stellt folgenden <i>Zusatzantrag</i>: Der Wirksamkeitsbericht muss auch Untersuchungen zur künftigen Entwicklung der Ausgleichsbeiträge und zu den Auswirkungen der Finanzkrise auf die Volatilität des Systems enthalten. <i>Begründung:</i> Der Wirksamkeitsbericht enthält lediglich eine Ex-Post-Betrachtung, eine Ex-Ante-Einschätzung fehlt. Die Ausgleichsgefässe werden jedoch nicht vier Jahre zurück, sondern für vier Jahre in die Zukunft neu festgelegt. Im Wirksamkeitsbericht und in den Entscheidungsgrundlagen der Bundesversammlung muss deshalb auch eine Betrachtung der Zukunft vorgenommen und die Auswirkungen der Finanzkrise auf die Volatilität des Systems gewürdigt werden. Entwicklungen, wie beispielsweise die ausfallenden Steuererträge aus der Direkten Bundessteuer im Kanton Zürich der Jahre 2009 und 2010, werden zu deutlichen Veränderungen der zukünftigen Beiträge und Ausgleichsleistungen führen. Im vorliegenden Wirksamkeitsbericht wird dies mit keinem Wort erwähnt. Wir erwarten, dass in der bundesrätlichen Botschaft an die eidgenössischen Räte zur Neudotierung der Finanzausgleichsgefässe an geeigneter Stelle eine Beurteilung der zukünftigen Entwicklungen und der damit verbundenen Schwankungen für die Kantone vorgenommen wird. Die Grundlagen dazu sind mit dem von der FkF in Zusammenarbeit mit der BAK Basel entwi-

	ckelten Schätzmodell vorhanden. <i>Weitere Bemerkungen zum Wirksamkeitsbericht:</i> <i>Zu Ziffer 6.2.2, Nationalstrassen:</i> Der Kanton Zug hat mit Betrieb und Unterhalt der Nationalstrassen nichts mehr zu tun. Er ist einer der wenigen Kantone, die in dieses Geschäft nicht einbezogen sind. Aus Sicht des Kantons Zug lässt sich nicht sagen, ob Betrieb und Unterhalt der Nationalstrassen preisgünstiger erfolgen als vorher. Die Effizienz- und Effektivitätsgewinne sind insgesamt nicht beurteilbar. <i>Zu Ziffer 6.2.3 Behinderteninstitutionen</i> Die Aussagen unter 6.2.3 des Wirksamkeitsberichts 'Behinderteninstitutionen' bzw. überhaupt zu den von der NFA betroffenen Bereichen (S. 85 – 92) sind im Vergleich zu den detaillierten Ausführungen im ersten Teil des Berichts (bis S. 85) äusserst kurz gehalten. Es ist ungünstig, dass das Kapitel 6.2.3 Behinderteninstitutionen nicht besser und klarer in die Bereiche «Sonderschulung» und «Wohnheime, Werkstätten und Tagesstätten» (Erwachsene mit Behinderung) aufgeteilt werden. Dies würde die Möglichkeit bieten, die Ergebnisse unter die jeweiligen Titel zu setzen. Der Detaillierungsgrad bezüglich Zwischenergebnisse ist im Bereich Erwachsene (Behindertenkonzept, durch den Bundesrat zu genehmigen) bedeutend höher als beim Schulwesen (Sonderschulkonzepte, kantonale zu genehmigen). <i>Zu Ziffer 6.3, Einführung von Programmvereinbarungen (und Kapitel «Übersicht», S. 12, 5. Abschnitt):</i> Im Grossen und Ganzen schildert der Wirksamkeitsbericht die Vor- und Nachteile von Programmvereinbarungen anschaulich. Er hebt hervor, dass es um eine Anfangsphase geht, aus der die nötigen Lehren zu ziehen sind. Aufgrund des teilweise enormen administrativen Aufwands hat sich die Erwartung, wonach die Programmvereinbarungen eine Vereinfachung gegenüber Einzelverfügungen bringen, noch nicht erfüllt (Ausnahme: Waldbereich). Für die vier Waldprogramme des Kantons Zug lassen sich die ersten Erfahrungen mit dem neuen Instrument der Programmvereinbarung als zufriedenstellend erachten. Tatsache ist hingegen, dass die Einführung der Programmvereinbarung zwischen Bund und Kantonen im Bereich Heimatschutz und Denkmalpflege grosse Schwierigkeiten bereitete. Die vom Bund erlassenen Weisungen über die Prioritäten im Bereich Heimatschutz und Denkmalpflege, die Richtlinien über Finanzhilfen im Bereich Heimatschutz und Denkmalpflege sowie die mit 16 Monaten Verspätung abgeschlossene Programmvereinbarung zeigten fundamentale Probleme. Das Bundesamt für Kultur startete den Prozess viel zu spät und ging nicht oder nur sehr zögerlich auf die Vorbehalte der Kantone ein. Zwischen der eidgenössischen Verordnung über den Natur- und Heimatschutz, welche in der Regel globale Finanzhilfen und nur im Ausnahmefall Einzelgeschäfte vorsieht, und dem Entwurf der Programmvereinbarung, die auf Einzelgeschäften beruht, besteht ein grundsätzlicher Widerspruch. Das neue System ist eine unglückliche Vermischung aus alten Einzelverfügungen und Globalzahlungen. Die Programmvereinbarung ist in einzelnen Punkten auch nicht praktikabel. So ist eine verbindliche Auflistung der beitragsberechtigten Objekte zu Beginn der 4-jährigen Laufzeit der Programmvereinbarung nicht umsetzbar, da eine derartige Voraussage gar nicht gemacht werden kann. An dieser Tatsache ändert auch die nach langen Diskussionen zugestandene Möglichkeit einer einmaligen Korrektur nach zwei Jahren Laufzeit der Programmvereinbarung nichts. Zudem ist das Verfahren administrativ aufwändiger und wird damit einem zentralen Anspruch der NFA, einer administrativen Vereinfachung der Abläufe, nicht gerecht. Die Programmvereinbarung ist für die Periode 2012 – 2015 umfassend zu überarbeiten (globale Finanzhilfen, strategische Ziele). Es ist daher festzuhalten, dass das neue Instrument der Programmvereinbarung zwei Jahre nach Einführung der NFA noch immer einen experimentellen Charakter hat.
--	---

FR	En 2010, pour la première fois, trois cantons n'atteignent pas l'objectif de 85% après péréquation. Si cette évolution devait se poursuivre, des mesures correctives en faveur des cantons à faible potentiel de ressources s'imposeraient certainement. En matière d'assurance qualité il importera d'accorder une attention accrue à la problématique des retards constatés parfois dans la taxation, en particulier dans les cantons contributeurs. Il importe que les rythmes de taxation soient les mêmes dans tous les cantons. Dans la perspective de la troisième période d'application de la RPT (2016-2019), le canton de Fribourg souhaiterait qu'une réflexion soit menée sur la possibilité d'imposer certaines limites afin que les cantons bénéficiaires de la RPT n'utilisent pas les moyens reçus pour réduire exagérément leurs impôts et entraîner ainsi un risque de sous-enchère fiscale.
BS	- <i>Faire NFA-Beiträge:</i> Es ist ein Mechanismus einzuführen, wonach der Ressourcenausgleich reduziert wird, sofern die Steuerbelastung eines Nehmerkantons den Durchschnitt der Geberkantone unterschreitet. Die Höhe des Ressourcenausgleichs soll für jene Kantone gekürzt werden, deren steuerliche Ausschöpfung (S. 71 des Wirksamkeitsberichts) unter dem durchschnittlichen standardisierten Steuersatz der ressourcenstarken Kantone (Durchschnittssteuersatz) liegt. Die Verminderung entspricht der Differenz zwischen dem effektiven Steuerertrag und demjenigen, der mit diesem Durchschnittssteuersatz erzielt würde. Übersteigt die Differenz die Mittel, die für diesen Kanton errechnet wurden, werden diese vollständig gekürzt. - <i>Aktuelle Entwicklungen einbeziehen:</i> Der Wirksamkeitsbericht enthält lediglich eine Ex-Post-Betrachtung, eine Ex-Ante-Einschätzung fehlt. Die Ausgleichsgefässe werden jedoch nicht vier Jahre zurück sondern für vier Jahre in die Zukunft neu festgelegt. Irgendwo im Wirksamkeitsbericht oder in den Entscheidungsgrundlagen der Bundesversammlung sollte auch eine Betrachtung der Zukunft vorgenommen werden und die Auswirkungen der Finanzkrise auf die Volatilität des Systems gewürdigt werden. Entwicklungen wie bspw. die ausfallenden Steuererträge aus der Direkten Bundessteuer im Kanton Zürich der Jahre 2009 und 2010 werden zu gewaltigen Veränderungen der zukünftigen Volatilität führen. Im vorliegenden Wirksamkeitsbericht wird dies mit keinem Wort erwähnt. Wir erwarten, dass in der bundesrätlichen Botschaft an die eidgenössischen Räte zur Neudotierung der Finanzausgleichsgefässe an geeigneter Stelle eine Beurteilung der zukünftigen Entwicklungen und der damit verbundenen Belastung der ressourcenstarken Kantone vorgenommen wird. Die Grundlagen dazu sind mit dem von der FkF in Zusammenarbeit mit der BAK Basel entwickelten Schätzmodell vorhanden. - <i>Beurteilung der Modellannahmen:</i> Der Wirksamkeitsbericht enthält keine Beurteilung der Modellannahmen des Finanzausgleichs. Wir erwarten in der bundesrätlichen Botschaft an die eidgenössischen Räte zur Neudotierung der Finanzausgleichsgefässe an geeigneter Stelle eine Beurteilung des Bundesrates, ob der Prozentsatz für die Mindestausstattung von 85 Prozent richtig gewählt wurde. - <i>Differenzierte Ausführungen zum Thema Steuerwettbewerb:</i> Die Ausführungen zum Steuerwettbewerb (S 65 ff. und S. 94f.) sind zu wenig fundiert und undifferenziert. So ist beispielsweise die Aussage auf S. 95 falsch, dass bezüglich Steuerbelastung ein signifikantes Gefälle zwischen ressourcenstarken und ressourcenschwachen Kantonen bestehe. Diese Aussage ist zu korrigieren. Das Gefälle besteht nämlich viel ausgeprägter zwischen den Geberkantonen, die - je nach betrachteter Kategorie - teilweise Spitzenpositionen einnehmen (ZG, SZ), teilweise aber auch deutlich höhere Steuerbelastungen als die Nehmerkantone aufweisen (BS, GE, VD). - <i>Aussagekräftiger zweiter Wirksamkeitsbericht:</i> Das EFD hat rechtzeitig die notwendigen Vorkehrungen zu treffen, so dass im zwei-

	ten Wirksamkeitsbericht alle Kriterien gemäss FiLaV (inkl. Anhang 17 und Konzept im Anhang des erläuternden Berichtes zur FiLaV) abgehandelt werden können. Insbesondere ist dem Thema nationaler und internationaler Steuerwettbewerb deutlich mehr Gewicht beizumessen. Die Geberkantone verweisen auf das von ihnen initiierte Gutachten der BAK Basel, mit welchem innert kurzer Frist umfangreiche und aussagekräftige Daten zum Thema Steuerwettbewerb erhoben werden konnten. Diese Erhebungen sind künftig im Auftrag des Bundes weiterzuführen und im Wirksamkeitsbericht darzulegen. (Auszüge des Gutachtens beilegen, sobald definitive Fassung vorhanden).
AR	Der Kanton AR fordert, dass die Datenqualität laufend überprüft und erhöht werden muss und dass im zweiten Wirksamkeitsbericht der Entwicklung der Disparitäten zwischen den Kantonen, den Wirkungen des Finanzausgleichs zugunsten schwacher Kantone und der Belastung der starken Kantone aus dem Finanzausgleich ein besonderes Augenmerk geschenkt wird.
GR	Die möglichen Effizienzgewinne durch die Einführung der NFA werden unseres Erachtens im Bericht zu wenig gewürdigt. Der Bundesrat hat sich in der Beantwortung des vom Ständerat überwiesenen Postulats Maissen (08.3347 - Effizienzgewinne durch Aufgabenteilung) bereit erklärt, die Effizienzgewinne im Rahmen des ersten Wirksamkeitsberichts zur NFA darzulegen. Mit dem vorliegenden Vernehmlassungsbericht ist dieses Versprechen nur teilweise erfüllt. Teilweise konnten Effizienzgewinne realisiert werden. Davon betroffen ist vor allem der Bereich der Nationalstrassen. Im Bereich der verbleibenden Verbundaufgaben, die neu mittels Programmvereinbarungen geführt werden, werden die möglichen Effizienzgewinne nicht ausgeschöpft. So schliesst beispielsweise das BAFU zwar Programmvereinbarungen mit den Kantonen ab, wie es auch im Sinne der NFA ist. Die Programmvereinbarungen sind aber so detailliert und kompliziert ausgestaltet, dass sie letztlich wieder auf eine Einzelobjektförderung hinauslaufen. Das widerspricht dem Grundgedanken der NFA, wonach sich der Bund in den verbleibenden Verbundaufgaben auf eine strategische Rolle zurückzieht, während die Kantone mehr operative Verantwortung übernehmen. Die NFA-Umsetzung ist in diesem Bereich weiter zu verbessern.
AG	<i>Zusatzantrag 1:</i> Es sind geeignete Massnahmen zu treffen, damit der provisorische Ressourcenindex ohne Qualitätsverlust spätestens Ende April den Kantonen kommuniziert werden kann. <i>Begründung:</i> Aus Sicht der Budgetierung und Finanzplanung der Kantone ist eine Optimierung des jährlichen Prozesses zur Berechnung und Kommunizierung der Ressourcen- und Lastenindizes anzustreben. Die Publikation der provisorischen Indexwerte im Rahmen der Eröffnung der Anhörung bei den Kantonen jeweils Anfang Juli ist zu spät. Zu diesem Zeitpunkt hat die Budgetbereinigung durch den Regierungsrat bereits stattgefunden (vor Beginn Sommerferien). Je nach Abweichung der provisorischen von den prognostizierten Werten sind erhebliche budgetäre Auswirkungen die Folge. Angesichts der kaum vermeidbaren jährlichen Volatilität der Ein- und Auszahlungen muss der Datenerhebungsprozess entsprechend verkürzt werden. <i>Zusatzantrag 2:</i> Im Hinblick auf den nächsten Wirksamkeitsbericht für die Periode 2012–2015 ist der Entwicklung der Disparitäten zwischen den Kantonen, den Wirkungen des Finanzausgleichs zugunsten schwacher Kantone und seiner Belastung der starken Kantone besonderes Augenmerk zu schenken. <i>Begründung:</i> Die praktische Erfahrung von lediglich zwei Jahren lässt noch keine fundierten Aussagen zu den Wirkungen der NFA zu, zumal sich die von der NFA gesetzten Anreize nur träge auswirken. Der im Bericht aufgezeigte Umstand, dass die ressourcenstarken Kantone entgegen ihren Befürchtungen weiterhin in der Lage sind, am internationalen und inter-

	kantonalen Steuerwettbewerb teilzunehmen, rechtfertigt keine Reduktion der Beiträge der ressourcenstarken Kantone. Angesichts des nach wie vor beträchtlichen Gefälles zwischen ressourcenstarken und ressourcenschwachen Kantonen und mit Blick auf die Zielsetzung des Finanzausgleichs (unter anderem Verringerung der Steuerbelastungsunterschiede) ist die Weiterführung der horizontalen Beiträge der ressourcenstarken Kantone an den Ressourcenausgleich angezeigt.
NE	Il faut constater qu'en 2010 l'objectif d'une dotation minimale de ressources par habitant n'a pas été atteint puisque trois cantons se situent en dessous de la valeur limite de 85% de la moyenne suisse prévue à l'article 6 alinéa 3 de la PFCC. Même si ce seuil doit être interprété comme une valeur cible, il résulte néanmoins de la loi qu'il s'agit avant tout d'un minimum. Ainsi le fait que la RPT ne permette même pas d'atteindre ce seuil minimum, alors même que les cantons forts ont vu leurs ressources augmenter plus rapidement que la moyenne, nous laisse pour l'instant peu optimistes quant à l'efficacité globale du système. Notre optimisme est d'autant plus réservé que les mesures esquissées dans la présente consultation ne vont certainement pas dans le sens d'une réduction des disparités et d'une amélioration de la situation des cantons les moins dotés. Des propositions telles que la suppression de la compensation des cas de rigueur, la limitation des charges pour les cantons à fort potentiel, la diminution au minimum légal de 2/3 de la participation des cantons à la péréquation horizontale, ou encore la non-corréction de la dotation fédérale aux instruments de péréquation, ne peuvent une fois encore qu'augmenter ultérieurement les écarts entre cantons. Nous sommes toutefois conscients qu'il n'est pas possible de tirer des conclusions définitives après deux exercices seulement et y renonçons donc. Nous tenions toutefois à vous faire part dès à présent de notre inquiétude.
GE	Le canton de Genève fait deux <i>proposition supplémentaires</i>: 1. Il conviendrait d'étudier un mécanisme qui permette de renforcer l'efficacité de la RPT en concentrant les moyens financiers sur les cantons les plus faibles et en déduisant l'aide aux cantons proches de la moyenne. 2. Les contributions RPT ne doivent pas financer le dumping fiscal, et un modèle approprié devrait être mis au point pour empêcher cette pratique.
JU	Le canton du Jura demande au Conseil fédéral de permettre au groupe de travail efficacité de poursuivre ses travaux dans sa composition actuelle (mêmes représentants), puisque le deuxième rapport sera l'occasion de terminer l'analyse présentée aujourd'hui. Le canton pense notamment que: - Les disparités se sont accrues. Il est absolument nécessaire, vu les remarques des cantons forts et des plus faibles, de porter un regard critique sur le système et l'efficacité de son allocation des ressources (les moyens fournis par les cantons forts doivent aider uniquement les cantons les plus faibles), ce que ne fait pas ce premier rapport. L'ensemble des paramètres (alpha, bêta, gamma, idéalement également epsilon) et proportions (rapport entre le financement fédéral et des cantons forts) doivent être analysés. Sans cette analyse de détail et portant sur plusieurs années, il ne sera pas possible de dire si le nouveau système de péréquation financière RPT atteint ou non ses objectifs définis à l'article 2 de la loi (renforcer l'autonomie, réduction des disparités, maintenir la compétitivité nationale et internationale, dotation minimale, compenser les charges excessives, garantir une compensation équitable des charges entre les cantons). - L'analyse des gains d'efficacité doit être poursuivie. Si la Confédération a l'avantage d'en profiter largement (y compris de la dynamique à long terme de la reprise partielle IFD), la situation est très différente pour l'ensemble des cantons, particulièrement pour les cantons financièrement faibles. La dynamique des charges transférées mérite une attention également particulière (réduction des primes-maladie,

	prestations complémentaires). - Le programme d'allègement 2011-13 va à fin contraire des objectifs de la péréquation financière fédérale en transférant aux cantons de nouvelles tâches et de nouvelles charges. Nous profitons de l'occasion pour rappeler que la Confédération n'a pas tenu sa promesse de compenser intégralement les incidences financières du programme de stabilisation 1998 dans le cadre de l'entrée en vigueur de la RPT. - Notre demande (malheureusement pas reprise comme avis minoritaire dans le rapport malgré les multiples demandes) d'une prise en compte à sa valeur effective du bénéfice de la Banque Nationale Suisse doit être traitée. Le bilan global est biaisé et la compensation des cas de rigueur également. La perte annuelle estimée est tout de même de 5,4 millions pour notre canton. 13 cantons financièrement faibles sont concernés (BE, LU, UR, OW, GL, FR, SO, AR, AI, GR, VS, NE et JU). - Une liste des analyses encore à développer doit être dressée. Dans cette liste, nous pensons particulièrement à la relation qui existe entre la RPT et la "Lex Bonny". Il est important de s'assurer que l'avantage fiscal octroyé selon les dispositions fédérales de la Lex Bonny ne soit pas compensé partiellement, totalement ou même plus que compensé dans la prise en compte du potentiel cantonal et donc des versements ou des contributions RPT. Une réponse doit absolument être apportée à cette question de coordination des politiques fédérales. Si une actualisation pour les données 2011 est prévue, les cantons doivent également être informés des résultats.
SSV	- Aus Sicht der Städte sollte der nächste Wirkungsbericht ergänzt werden. So scheint uns unentbehrlich, dass Kostenverlagerungen vom Bund zu Städten und Gemeinden in einer Gesamtschau detailliert erfasst werden. - Wir möchten im weiteren unserem Bedauern Ausdruck geben, dass die Städte nicht in die Arbeiten zum „Wirksamkeitsbericht des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen 2008-2011“ involviert waren. Wir erwarten unter Bezug auf Artikel 50 der Bundesverfassung, dass die Städte in die Diskussionen um den nächsten Wirksamkeitsbericht konsequent und von Beginn an einbezogen werden und dass die relevante Verordnung (FiLAV Art. 48) entsprechend angepasst wird.
SAB	<i>Die möglichen Effizienzgewinne durch die Einführung der NFA werden unseres Erachtens im Bericht zu wenig gewürdigt.</i> Wir anerkennen zwar, dass die Zeit zwischen der Einführung der NFA und der Erstellung des ersten Wirksamkeitsberichtes sehr kurz bemessen ist. Das Beispiel des ASTRA zeigt aber, dass es durchaus möglich ist, die Effizienzgewinne auch in dieser kurzen Frist zu quantifizieren. Der Bundesrat hat sich in der Beantwortung des vom Ständerat überwiesenen Postulats Maissen (08.3347 - Effizienzgewinne durch Aufgabenteilung) bereit erklärt, die Effizienzgewinne im Rahmen des ersten Wirksamkeitsberichts zur NFA dazulegen. Mit dem vorliegenden Vernehmlassungsbericht ist dieses Versprechen nur teilweise erfüllt. Wir haben deutliche Hinweise darauf, dass in einigen Bereichen die möglichen Effizienzgewinne in Folge Einführung der NFA nicht ausgeschöpft wurden. So schliesst beispielsweise das BAFU zwar Programmvereinbarungen mit den Kantonen ab, wie es auch im Sinne der NFA ist. Die Programmvereinbarungen sind aber so detailliert und kompliziert ausgestaltet, dass sie letztlich wieder auf eine Einzelobjektförderung hinauslaufen. Das widerspricht dem Grundgedanken der NFA wonach sich der Bund in den verbleibenden Verbundaufgaben auf eine strategische Rolle zurückzieht, während die Kantone mehr operative Verantwortung übernehmen. Das Potenzial für Effizienzgewinne wurde somit in einigen Bereichen noch zu wenig ausgeschöpft. Die bereits realisierten und zusätzlich möglichen Effizienzgewinne müssen wie im Postulat Maissen gefordert bei der Aufgabenüberprüfung des Bundes angerechnet werden.
economiesuisse	Bezüglich Aufgabenentflechtung von Verbundaufgaben macht der Wirksamkeitsbericht kaum Aussagen. Gemäss NFA-Botschaft fallen darunter z.B. Aufgaben wie der Hoch-

	wasserschutz, Natur- und Landschaftsschutz, der öffentlicher Regionalverkehr, Flugplätze, Jagd und Fischerei sowie Prämienvverbilligungen in der Krankenversicherung. <i>Im zweiten Wirksamkeitsbericht muss daher der Aufgabenteilung und der Neuausrichtung der Verbundaufgaben ein deutlich grösseres Gewicht zukommen.</i> Da dieser Bericht erst in vier Jahren verfasst wird, kann das Argument, dass bis heute erst sehr wenig Zeit unter dem NFA verstrichen ist und die Frage der Aufgabenteilung und der dadurch erzielten Effizienzgewinne noch nicht beantwortet werden kann, nicht mehr herangezogen werden.
SBV	Im ersten Wirksamkeitsbericht wurde dem Effizienzgewinn bei der Aufgabenerfüllung im Bundesstaat wenig Gewicht gegeben. Aufschlussreiche Informationen dazu und Bestrebungen in diese Richtung würde der Verband begrüssen. In einer künftigen Wirksamkeitsprüfung muss dieses Anliegen erfüllt werden.
RKGK	- Die Disparitäten im Ressourcenindex haben sich seit der Einführung der NFA erhöht. Die Effizienz des neuen Ausgleichsystems sollte deshalb eingehend überprüft werden. - Die Datenqualität ist zu erhöhen. Es darf nicht sein, dass weiterhin provisorische Daten in die Berechnungen einfließen. - Der Bund kann im Bereich der Nationalstrassen erste Effizienzgewinne verzeichnen. Es ist jedoch nicht auszuschliessen, dass dadurch evtl. in diesem oder anderen Bereichen bei den Kantonen Effizienzverluste entstehen. Der zweite Wirksamkeitsbericht sollte sich dazu äussern.